

MERCREDI, 15 JUILLET 2009

PRÉSIDENTE DE M. JERZY BUZEK

Président

1. Ouverture de la séance

(La séance est ouverte à 9 h 05)

2. Signature d'actes adoptés en codécision: voir procès-verbal

*
* *

Daniel Cohn-Bendit (Verts/ALE). - Monsieur le Président, le parlement lituanien a voté hier une loi sur l'homosexualité, la propagande sur l'homosexualité et la bisexualité. Cette loi, le président lituanien avait déjà refusé de la signer. Elle est revenue au Parlement. Cette loi est en contradiction directe avec la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et l'article 6.1 du traité de Lisbonne.

Je vous demande, Monsieur le Président, au nom de ce Parlement, de protester contre cette loi au nom des valeurs européennes, car la charte des droits fondamentaux, reprise par le traité de Lisbonne, prévoit la non-discrimination en matière d'orientation sexuelle et cette loi est une discrimination contre les minorités sexuelles.

Au nom de ce Parlement, je vous demande d'écrire au parlement lituanien pour dire que cette loi est contre l'idée commune de l'Europe.

(Applaudissements)

Le Président. – Merci. Nous procédons maintenant à la présentation de l'ordre des travaux.

Daniel Cohn-Bendit (Verts/ALE). - Monsieur le Président, pouvez-vous me dire si vous allez agir ou pas? Je vous ai demandé de faire quelque chose, vous devez me dire si vous allez le faire ou non. C'est ce que je vous ai demandé.

Le Président. – Je vais m'enquérir de ce que le Parlement lituanien a voté et je déciderai ensuite de ce qu'il convient de faire. Je vous tiendrai au courant de l'évolution de cette affaire.

3. Ordre des travaux: voir procès-verbal

4. Résultats du Conseil européen (18-19.06.09) - Semestre d'activité de la Présidence tchèque (débat)

Le Président. – L'ordre du jour appelle en discussion commune les rapports suivants:

- rapport du Conseil européen et déclaration de la Commission sur les résultats du Conseil européen (18-19 juin 2009),

- déclaration de la Présidence sortante du Conseil sur le semestre d'activité de la Présidence tchèque.

Je voudrais profiter de l'occasion pour saluer le Premier ministre de la République tchèque, M. Jan Fischer. Et permettez-moi également de saluer chaleureusement le président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso.

Nous avons, devant nous, la déclaration de la Présidence sortante du Conseil sur le semestre d'activité de la Présidence tchèque. Permettez-moi ces quelques mots d'entrée de jeu. Nous avons entamé, hier, la septième législature du Parlement européen. Vous m'avez confié la mission, la responsabilité, le grand privilège et l'honneur de présider le Parlement européen pour les deux années et demie à venir. Je voudrais aujourd'hui,

en ce deuxième jour, vous renouveler mes remerciements, vous remercier pour la confiance que vous avez placée en moi. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour honorer cette confiance.

Au cours du premier semestre de 2009, la Présidence a été occupée par un deuxième pays du groupe des pays qui ont adhéré à l'Union européenne voici seulement cinq ans. C'est là une belle occasion de renforcer notre union et de nous rapprocher. Nous sommes conscients du fait qu'il s'agissait d'une Présidence difficile en raison de la crise mais également en raison des problèmes liés à l'énergie. Il y avait aussi une crise à Gaza. Il y a également eu les élections du Parlement européen. Néanmoins, comme vous le savez, lors des élections au Parlement européen, les contacts entre la Présidence, le Parlement et la Commission européenne sont réduits. Aujourd'hui, nous souhaitons entendre les considérations de la Présidence tchèque sortante sur ces six derniers mois et les conclusions ou les commentaires essentiels qu'elle entend formuler sur ce qu'il convient de faire dans un futur proche.

Par conséquent, je voudrais inviter le Premier ministre de la République tchèque à prendre la parole et à présenter l'avis de la Présidence sur le semestre écoulé et sur ce qu'il serait souhaitable de voir réaliser prochainement.

Jan Fischer, *président en exercice du Conseil*. – (CS) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, c'est pour moi un grand honneur de pouvoir vous saluer à l'aube de votre mandat de cinq ans. La Présidence tchèque s'est achevée et un nouveau Parlement européen entame ses travaux. Permettez-moi de saisir cette occasion pour vous féliciter d'avoir remporté ce scrutin et d'avoir gagné la confiance de vos électeurs pour les représenter au sein de cette institution européenne essentielle. Je félicite également Jerzy Buzek d'avoir été élu en tant que président du Parlement européen, ainsi que tous les vice-présidents élus hier. Je vous souhaite d'accomplir votre important travail avec succès et d'être en mesure de réaliser les idées qui vous habitent au commencement de votre mandat au Parlement européen.

La République tchèque dresse un bilan de son semestre de Présidence du Conseil européen devant un Parlement qui n'est pas celui qui était en place lorsqu'elle a rempli sa fonction. Ce qui ne change rien en ce qui concerne notre évaluation de notre Présidence, naturellement. À l'inverse, j'y vois plutôt la confirmation d'une continuité en matière de politique européenne. De la même manière, en abordant les effets de la crise économique mondiale et les questions liées à l'énergie et à la sécurité de l'approvisionnement énergétique, la nouvelle Présidence suédoise continuera de remplir deux des principales missions qui nous ont occupés. Au cours du premier semestre de cette année, l'histoire de l'Union européenne sera marquée par des épreuves ardues du fait d'un contexte économique et politique complexe. Nous avons anticipé certaines de ces épreuves, en particulier une crise économique arrivée à son apogée et qui se poursuit, ainsi que la nécessité de finaliser la réforme des institutions de l'UE. D'autres difficultés étaient inattendues, totalement parfois, comme le conflit à Gaza et la crise de l'approvisionnement en gaz russe au tout début de la Présidence tchèque. Notre capacité à exercer la Présidence a ensuite été mise à l'épreuve en raison des événements survenus sur la scène politique intérieure tchèque lorsque notre République a changé de gouvernement alors que nous n'en étions qu'aux deux tiers de la Présidence. Contrairement à ce que beaucoup pensent, je ne pense pas que la crise politique survenue en République tchèque ait porté un préjudice grave à l'UE dans son ensemble même si je conviens que la chute du gouvernement a constitué un événement malheureux. Je suis néanmoins convaincu que nous avons mené cette Présidence avec rigueur et que, les six mois durant, nous avons respecté nos priorités – les tâches relevant de l'agenda européen – et que nous avons traité les problématiques survenant au fur et à mesure avec rigueur et engagement. Cela, nous le devons à l'implication entière, à la loyauté et au professionnalisme sans faille des équipes tchèques spécialisées. Nous le devons également au soutien dont a bénéficié la République tchèque de la part de la Commission européenne à la suite du changement de gouvernement. J'ai personnellement bénéficié du soutien du président de la Commission, M. José Manuel Barroso, ainsi que de représentants de différents États membres, si vous me permettez ce témoignage plus personnel. Une contribution appréciable, je le répète, à la fois pour la République tchèque et pour moi-même.

Je tiens à préciser que je ne m'engagerai dans aucune analyse philosophique ou politique. Je ne désire comparer ni les dimensions politiques ni l'autorité en matière de Présidence de l'Europe des grands et des petits pays, des anciens États membres et des nouveaux, ni, par ailleurs, des avantages et des inconvénients pour le pays détenant la Présidence de mener celle-ci sur un mode plutôt politique ou plutôt bureaucratique. Je préfère laisser ces débats à d'autres. Pour le reste, je me bornerai à dire qu'une analyse honnête et ouverte requiert une certaine distance, et l'estompement des émotions et des intérêts à court terme. Je m'abstiendrai de grands mots et de tout pathos. Je préfère me concentrer sur des faits, éventuellement appuyés par des statistiques – dans la mesure où les statistiques constituent ma vie professionnelle, voire ma passion – ou sur ce que Tomáš Garrigue Masaryk, premier président de la République tchécoslovaque appelait «les petites tâches quotidiennes». Comme vous le savez, la République tchèque a exprimé trois priorités: l'économie, la politique en matière

d'énergie et le rôle de l'UE dans le monde. Je pense que les circonstances ont clairement montré qu'il s'agissait en effet de thèmes extrêmement actuels et significatifs et dont la portée n'est pas limitée à la première moitié de 2009. Ces domaines continueront d'exiger de nous que nous conjuguions nos efforts si nous voulons que l'Union tienne le cap et bénéficie à ses citoyens – ce qui est la raison pour laquelle nous sommes ici – même en temps d'instabilité. Ces priorités mettent à l'épreuve l'idée même d'intégration et peuvent témoigner concrètement de notre fidélité aux valeurs qui sont à la base de notre Communauté et définissent l'Europe en tant que territoire commun de liberté, de sécurité et de prospérité. Pour symboliser cet effort, nous avons choisi la devise d'une «Europe sans frontières». La crise économique a testé notre fidélité à l'idée d'intégration à l'ensemble, dotant la devise de la Présidence tchèque d'une signification d'autant plus prégnante. Les résultats des nombreuses discussions du semestre écoulé et les conclusions des Conseils européens ont montré que les vingt-sept États membres ont passé le test haut la main. Sous la Présidence tchèque, nous avons tourné le dos au protectionnisme et nous avons convenu d'une approche commune et coordonnée en vue de juguler les effets de la crise dans le contexte de l'UE mais également sur la scène mondiale.

De la même manière, nous avons réussi à remplir une mission dont beaucoup nous estimaient incapables, celle relative à la réforme institutionnelle. En effet, les deux chambres du parlement de la République tchèque ont ratifié le traité de Lisbonne. Il s'agissait là de l'expression claire et convaincante d'une volonté politique, et d'un acte qui ouvrait la voie à une solution viable à la question des garanties irlandaises. Je suis convaincu que, compte tenu de l'exemple des garanties convenues lors du Conseil européen de juin, il y a de fortes chances que l'Irlande finisse également par ratifier le traité, de manière à ce qu'il puisse entrer en vigueur à la fin de 2009. La Présidence tchèque s'est également consacrée avec sérieux à une tâche liée à l'élection du nouveau Parlement européen, à savoir le démarrage du processus visant la nomination d'une Commission pour la période législative 2009-2014. Lors du Conseil européen de juin, la candidature de José Manuel Barroso à la Présidence de la nouvelle Commission européenne a fait l'objet d'un consensus politique clair. La détermination de la Présidence tchèque et de la Présidence suédoise qui devait lui succéder, d'organiser des débats avec le Parlement européen jette les bases du maintien de la continuité institutionnelle. Surtout, la Présidence tchèque a abouti à un certain nombre de résultats concrets ou d'avancées visibles dans trois domaines prioritaires. Sur le plan législatif, des négociations sur plus de 80 mesures concrètes ont abouti à une conclusion positive, grâce essentiellement à la collaboration étroite avec les États membres et les institutions européennes, notamment le Parlement européen. Au chapitre non législatif, quelques succès notables ont pu être enregistrés, notamment la gestion de la politique étrangère et les crises de l'énergie au début de l'année, le rejet des tendances protectionnistes, des mesures décisives pour soutenir l'économie européenne, des avancées en faveur de la diversification de l'approvisionnement énergétique et de la protection du climat, et l'aboutissement de négociations avec des partenaires essentiels au sein de l'Union européenne.

Sur le plan des priorités individuelles, la tâche la plus importante dans la sphère économique résidait dans la gestion des effets de la crise mondiale et la poursuite des efforts en vue de mettre en œuvre le plan européen de relance économique, l'un des instruments essentiels à la restauration de la prospérité économique. Nous nous sommes également montrés à la hauteur en ce qui concerne les mesures adoptées pour stabiliser le secteur bancaire. Les mesures que nous avons mises en place sont efficaces. Grâce aux garanties et à la recapitalisation, les États membres ont fourni aux banques un soutien potentiel représentant plus de 30 % du PIB de l'Union européenne. Le compromis auquel nous avons abouti sur le paquet de cinq milliards d'euros alloués à des projets dans le secteur de l'énergie et de l'internet à large bande et les initiatives destinées à contrôler l'efficacité de la politique agricole commune constituent un message positif de la part du Conseil de ce printemps. L'accord sur la contribution des États membres de l'UE en vue de constituer un prêt de 75 milliards d'euros pour renforcer les ressources du Fonds monétaire international a contribué avec succès à la lutte contre la crise économique mondiale. Sous la Présidence tchèque, l'UE, soutenue par la Commission, a fourni une contribution majeure aux excellentes préparations et au déroulement sans fausse note du sommet du G 20 à Londres, lequel a permis d'aboutir à un accord sur les contributions essentielles aux ressources du FMI et sur les ressources octroyées à travers d'autres institutions internationales en vue de combattre les effets de la récession économique mondiale. L'UE a également gagné de la crédibilité au cours de ce sommet, grâce aux conclusions communes adoptées lors du Conseil européen du printemps. Ce faisant, elle a confirmé son ambition de devenir un acteur d'envergure mondiale. Comme je l'ai dit plus tôt, toutes les mesures adoptées durant la Présidence tchèque et visant à combattre la crise doivent être envisagées avec en toile de fond le rejet commun et sans équivoque de tout protectionnisme.

Au chapitre des mesures législatives, la Présidence tchèque a abouti, dans le cadre du plan de relance, à un consensus sur la possibilité d'appliquer une TVA réduite pour les services fournis localement et à forte intensité de main-d'œuvre. Cet accord constitue une contribution significative en termes de maintien de l'emploi dans les secteurs les plus fragiles de l'économie et devrait aider, en particulier, les petites et moyennes

entreprises. Les changements en matière de régulation du marché financier et d'encadrement du marché représentent un chapitre à part entière dans la lutte contre la crise économique et financière actuelle. La Présidence tchèque a permis en grande partie de restaurer la confiance. Nous avons bouclé des négociations sur toutes les propositions législatives essentielles dont nous avons fait nos objectifs. Au rang de ces propositions, figurait notamment la directive «Solvabilité II» dans le domaine des assurances, des réglementations en ce qui concerne les agences de notation et d'autres encore. Au cours du débat difficile sur la régulation et l'encadrement des marchés financiers, nous avons pu aboutir à un accord sur les éléments de base d'une réforme, garant d'une certaine stabilité à l'échelon des États membres, ainsi qu'à l'échelon des institutions financières individuelles et de leurs règles de fonctionnement. Le Conseil européen de juin a confirmé cette direction prise par la Commission. Le soutien exprimé pour les initiatives de la Commission devrait aboutir à des propositions législatives concrètes élaborées et approuvées à l'automne de cette année.

La politique en matière d'énergie, deuxième priorité de la Présidence tchèque, a été rudement mise à l'épreuve dès les premiers jours de la Présidence. Dans le même temps, nous avons constaté qu'il n'est pas toujours approprié de chercher à résoudre les problèmes liés à la crise de l'énergie sur une base *ad hoc* dans la mesure où une nouvelle crise se fait jour tous les six mois à peu de choses près. Au lieu de cela, nous devrions adopter des mesures systématiques afin d'assurer de manière durable l'approvisionnement énergétique de l'UE. Sous la Présidence tchèque, nous avons réalisé des avancées en matière de sécurité de l'approvisionnement, en nous centrant sur des activités destinées à améliorer la diversification des sources d'énergie et à définir de nouvelles routes via le corridor sud-européen. Le soutien à l'efficacité énergétique que prévoit le règlement modifié du Fond européen de développement régional constitue également une contribution significative à la sécurité de l'approvisionnement énergétique. Il invite à consentir des investissements dans le but d'améliorer l'efficacité énergétique et l'exploitation des sources d'énergie durable dans les bâtiments résidentiels. Ceci constitue un lien avec la Présidence suédoise, qui a placé l'efficacité énergétique au rang de ses priorités. Nous voyons à nouveau, dans cet exemple, la continuité qui doit nécessairement sous-tendre le travail de l'UE. Enfin, et cet aspect n'est pas des moindres, les Conseils de mars et de juin ont pleinement confirmé qu'il ne serait pas approprié d'abandonner nos objectifs ambitieux en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou le financement des mesures d'atténuation et d'adaptation dans les pays en développement. Dans le même temps, nous avons établi clairement des objectifs et des priorités à respecter dans la perspective de la conférence de Copenhague sur le changement climatique organisée par l'ONU en décembre afin que l'UE défende sa position de premier plan dans la lutte contre le réchauffement.

La troisième priorité de la Présidence tchèque concernait l'UE dans le monde et les événements ont clairement montré l'importance pour l'UE de développer et de poursuivre une politique étrangère commune. Nous en avons eu une ample confirmation au cours de la Présidence tchèque. Tandis que l'UE résolvait la crise du gaz grâce à son unité, la seconde crise depuis le début de l'année, celle de Gaza, a à nouveau montré que, si l'UE entend réellement se positionner sur la scène mondiale, elle doit apprendre à parler d'une seule voix. Ces deux crises ont éclaté sous la même Présidence, ce qui contribue à montrer que la question de savoir quel pays dirige l'UE importe moins que l'unité des vingt-sept États membres. La Présidence tchèque a lancé le projet de partenariat oriental, une continuation de la politique de voisinage, orienté cette fois vers l'Est. Au chapitre de la politique étrangère, la priorité principale de la Présidence tchèque résidait dans la poursuite du processus d'élargissement de l'UE. Ce qui implique principalement une perspective européenne pour les pays des Balkans occidentaux. En raison de sa situation dans la région, la Présidence n'avait qu'une marge de manœuvre limitée. Néanmoins, en dépit de la suspension des négociations d'adhésion de la Croatie, des avancées dans le domaine de la libéralisation des visas ont été enregistrées. J'ai présenté un résumé bref et circonstancié des priorités de la Présidence tchèque et du degré d'achèvement auquel nous avons abouti. Toute demande d'informations complémentaires est la bienvenue et je suis prêt à écouter et à répondre à vos questions et commentaires.

José Manuel Barroso, *président de la Commission*. – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, Mesdames et Messieurs les députés, la première session plénière d'un Parlement européen fraîchement élu est un moment politique unique. Elle ouvre une législature qui va influencer sur la vie quotidienne de centaines de millions de citoyens européens et sur le sort de tout un continent.

Je tiens à féliciter sincèrement tous les députés qui viennent d'être élus. Votre présence dans cet hémicycle est le fruit du plus grand exercice de démocratie transnationale jamais organisé dans le monde. Je vous souhaite plein succès pour votre mandat.

Les défis auxquels l'Europe est confrontée et ceux qu'elle devra relever au cours des prochaines années sont immenses. Il y a d'abord la crise économique et financière, qui exige de poursuivre l'action coordonnée systématique que nous avons engagée. Il y a le coût social de cette crise, qui est la priorité de nos priorités. Il

y a la lutte contre le changement climatique et la transition envers une économie verte et durable, qui indique l'horizon politique à atteindre.

Tous ces défis ont également marqué la Présidence tchèque qui vient de se terminer. Je tiens à féliciter le Premier ministre Fischer et son prédécesseur, Mirek Topolánek, pour les résultats obtenus dans une phase particulièrement difficile. Je les remercie ainsi que toute leur équipe pour l'excellente collaboration, en dépit de difficultés politiques internes.

Je tiens aussi à souligner la signification politique de cette Présidence tchèque. Pour la première fois, un pays qui était, il y a quelques années, membre du Pacte de Varsovie a été à la tête de notre projet européen de liberté et de solidarité. C'est une chose très importante qui montre à quel point nous avons fait des progrès dans notre Europe.

Pendant la Présidence tchèque, nous avons pu enregistrer des résultats concrets impressionnants: 54 dossiers adoptés en codécision. Je tiens à citer notamment l'accord sur un large éventail de mesures sur la régulation des marchés financiers et sur les cinq milliards dans le cadre du plan de relance européen, et vous savez tous très bien à quel point nous, Commission et Parlement, avons dû nous battre pour y arriver. Je mentionnerai aussi la révision du Fonds d'ajustement à la mondialisation. Je me félicite de l'approfondissement du marché intérieur pour l'énergie ainsi que du marché intérieur pour les transports.

Dans tous ces domaines, il s'agissait de propositions ambitieuses de la Commission, soutenues par ce Parlement. Je me réjouis de l'appui unanime du dernier Conseil européen à la feuille de route que la Commission a proposée pour la supervision des marchés financiers. Nous disposons maintenant d'un consensus ambitieux que personne n'aurait pu espérer il y a quelques mois quand j'ai convoqué un groupe d'experts de haut niveau sous la Présidence de M. de Larosière. Cela nous permet d'être à l'avant-garde de la réforme du système financier international. C'était d'ailleurs dans ce même esprit que nous étions présents au G20 à Londres, à l'origine de très importantes décisions.

Au-delà de l'activité législative, la Présidence tchèque a aussi su faire face à des défis d'ordre politique, dont certains d'une extrême sensibilité, voire gravité. Nous avons eu à gérer la crise du gaz entre l'Ukraine et la Russie, qui a de nouveau mis en exergue la nécessité pour l'Europe de renforcer sa sécurité énergétique. Ces six derniers mois, nous avons fait beaucoup de progrès, par exemple en développant le plan d'interconnexion de la région baltique.

Avant-hier, j'ai assisté à la cérémonie de signature du projet Nabucco entre la Turquie et quatre de nos États membres (l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie) en présence de nombreux pays d'où nous souhaitons importer du gaz à l'avenir. C'est un vrai projet européen et je suis fier que la Commission ait pu y jouer un rôle de facilitateur qui, d'ailleurs, a été reconnu comme essentiel pour tous les participants.

(EN) Monsieur le Président, sous la Présidence tchèque, nous avons également assisté à des développements très importants concernant le traité de Lisbonne. Le dernier Conseil européen s'est accordé sur les garanties nécessaires permettant au gouvernement irlandais d'organiser un second référendum, avec l'assurance que les préoccupations exprimées par les citoyens irlandais ont été entendues. N'oublions pas que c'est durant la Présidence tchèque que le sénat tchèque a finalisé la ratification parlementaire du traité, portant à 26 le nombre d'États membres qui ont finalisé le processus de ratification parlementaire.

La Présidence tchèque a désormais passé le relais à la Présidence suédoise, mais les défis auxquels l'Europe est confrontée persistent et dépassent la durée d'une seule Présidence.

Le projet européen a toujours été un projet à long terme. Nous progressons lorsque nous travaillons en équipe. Et comme dans toute équipe, chaque membre est important pour réussir: le Conseil, la Commission et le Parlement ont tous un rôle important à jouer pour réaliser nos ambitions européennes communes au service des citoyens d'Europe.

L'Europe que nous devons continuer de bâtir ensemble est une Europe forte, une Europe ouverte, une Europe de la solidarité. C'est une Europe qui offre un maximum de possibilités à ses citoyens, une Europe qui s'appuie sur sa dimension continentale et tire pleinement parti du potentiel de son marché intérieur, si important pour les consommateurs comme pour les petites et moyennes entreprises, une Europe des savoirs et de l'innovation, une Europe qui respecte l'environnement et garantit la sécurité de l'approvisionnement énergétique, une Europe qui s'adresse à d'autres acteurs mondiaux dans un esprit de partenariat pour relever ensemble les défis communs.

En ces temps de crise mondiale, plus que jamais nous avons besoin d'une Europe forte – et une Europe forte est synonyme d'Europe unie capable de prendre son destin en main et de façonner. Travaillons ensemble – Parlement, Conseil et Commission – et montrons aux citoyens qu'ils ont eu raison de nous faire confiance et que leurs désirs de liberté, de justice et de solidarité seront entendus.

(Applaudissements)

Ádám Kósa, *au nom du groupe PPE*. – (HU) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je suis extrêmement ému d'être parmi vous en tant que première personne sourde habilitée à m'adresser à vous dans ma langue maternelle, la langue des signes hongroise. Je ne le fais pas uniquement pour moi-même et la communauté des personnes sourdes, mais également au nom de toutes les personnes défavorisées. Je ressens désormais mon appartenance à une communauté européenne où même les minorités ont voix au chapitre. Voyez Robert Schuman: originaire d'Alsace-Lorraine, il est devenu le père fondateur de l'UE voici 50 ans. Vers la fin de la Présidence tchèque sortante, des événements malheureux ont eu lieu que je voudrais porter à l'attention de la nouvelle Présidence suédoise de l'UE. Il y a deux semaines, le parlement slovaque a adopté une loi qui réduira considérablement les droits des minorités résidant dans ce pays à utiliser leur propre langue. En tant que locuteur de la langue des signes, j'estime qu'il est de mon devoir de m'élever pour défendre les droits des personnes en Europe de parler leur propre langue et pour défendre l'importance de ce droit. Telle est ma motivation à travailler ici dans ce Parlement européen. Par ailleurs, je voudrais adresser un message à tous les citoyens européens. L'Europe que j'appelle de mes vœux est une Europe qui garantit à chacun le droit de vivre pleinement sa vie et de développer son potentiel. Je veux une Europe où les personnes sourdes que je représente, et toutes les personnes souffrant d'un handicap quel qu'il soit, bénéficient d'une réelle égalité des chances. Permettez-moi d'adresser un mot de remerciement à Joseph Daul, président du groupe du Parti populaire européen (Démocrates-chrétiens), de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à vous en ce jour très particulier. Ceci prouve que l'Europe est réellement un continent de diversité, de tolérance et d'égalité des chances.

Libor Rouček, *au nom du groupe S&D*. – (CS) Monsieur le Premier ministre Fisher, Monsieur Barroso, Mesdames et Messieurs, en janvier, j'ai prévenu l'honorable Assemblée que la Présidence tchèque ne serait pas aisée et qu'elle serait probablement marquée par une instabilité majeure. La raison de mes craintes résidait dans l'instabilité au sein de la coalition du gouvernement tchèque, les désaccords entre gouvernement et opposition et les conflits entre le gouvernement et le président. Permettez-moi d'exprimer brièvement que le discours prononcé par M. Václav Klaus, président tchèque, à l'honorable Assemblée n'a fait que confirmer mes craintes en matière d'instabilité, en montrant que la Présidence serait en effet marquée par une telle instabilité et non seulement en raison de la chute du gouvernement. En dépit de cela, ces six derniers mois, certaines initiatives ont été heureuses, d'autres moins. Du côté positif, je mentionnerais la politique de l'énergie à laquelle il a déjà été fait référence. J'estime que la Présidence tchèque a très bien géré la crise gazière qui a éclaté en janvier dernier. La signature de l'accord sur Nabucco, qu'a mentionné M. Barroso, a également été le résultat du travail accompli par la Présidence tchèque. Hélas, la gestion de la crise économique a déçu les attentes de l'Europe et du Parlement européen. Rappelons-nous le discours prononcé par M. Topolánek, ex-Premier ministre tchèque, qui a envoyé au diable M. Obama, président des États-Unis, lui et sa politique économique.

Cela étant, je voudrais, en guise de conclusion, remercier M. le Premier ministre Fisher, notamment d'avoir sauvé la Présidence tchèque. Le sommet de juin en a témoigné, dans la mesure où la totalité des points à l'ordre du jour du sommet ont été mis en œuvre avec succès. Je voudrais également remercier les centaines de fonctionnaires tchèques ici à Bruxelles mais également dans tous les ministères tchèques. À mes yeux, ces fonctionnaires ont réalisé un travail excellent et hautement professionnel et l'on ne saurait les tenir responsables de ce qui s'est passé sur la scène politique tchèque.

Alexander Graf Lambsdorff, *au nom du groupe ALDE*. – (DE) Monsieur le Président, permettez-moi, avant toute chose, de vous féliciter pour votre élection. Je vous souhaite tout le succès possible pour les deux ans et demi à venir. J'ai même réussi à comprendre votre dernière demande de nous en tenir à notre temps de parole sans me servir du casque.

Monsieur le Premier ministre, votre prédécesseur n'a pas connu un début aisé ni positif. C'est à juste titre que l'accent a été mis sur l'énergie, l'économie et les relations extérieures mais comme c'est souvent le cas dans la vie, la réalité s'avère parfois très différente de ce que nous avons prévu. En ce qui concerne le conflit à Gaza, la Présidence du Conseil a péché par précipitation en omettant de convenir d'une approche européenne commune. S'agissant du conflit gazier entre la Russie et l'Ukraine, des millions de personnes ont souffert du froid avant que votre gouvernement ne bouge et n'agisse en tant qu'intermédiaire, avec le succès indéniable que l'on connaît.

En dépit de ces critiques, vous êtes arrivés à des résultats positifs dans d'autres domaines. Notamment, nous devons à la Présidence tchèque cette réussite durable que l'Union européenne n'ait pas versé dans le protectionnisme, comme cela avait été le cas en 1930. Le danger était réel et l'est toujours. Sur cette question, la Présidence a adopté une position claire, soutenue notamment par la commissaire à la concurrence. Nombre de personnes entendent exploiter la crise pour promouvoir un nouveau nationalisme économique. Voilà qui serait catastrophique. Pour les libéraux et les démocrates, la concurrence libre et loyale, comme en disposent les Traités, mènent à la croissance et à la prospérité.

Néanmoins, si les citoyens sont partisans de la libre concurrence, il faut qu'ils soient assurés que les règles sont les mêmes pour tous. La distorsion de la concurrence, le verrouillage du marché, une préférence d'un État pour des entreprises nationales – voilà qui ne peut mener à la fin de la crise mais seulement à une voie sans issue. Au cours de sa Présidence, la République tchèque, nouvel État membre, a dû, à juste titre, rappeler à l'ordre nombre d'anciens États membres, ce qui s'est en effet avéré nécessaire compte tenu du fait que l'on ne peut saper le marché intérieur et qu'il convient de respecter les règles.

Enfin, le gouvernement tchèque s'est révélé sans défense face au harcèlement constant dont il a fait l'objet depuis le château de Prague et à la motion de défiance. Sa chute en plein milieu de son mandat présidentiel fut un événement sans précédent. L'Europe entière a regardé Prague, éberluée. Et, ce faisant, la classe politique tchèque a desservi à la fois son pays et l'Europe.

Monsieur le Premier ministre, vous n'en avez pas moins montré qu'en politique comme en football, la partie continue même si des changements sont opérés avant la fin. Au cours du Conseil européen de juin, le cap a été mis sur une révision de l'encadrement du marché financier. Il incombe désormais à la Commission de poursuivre l'initiative avec détermination. Vous avez négocié des garanties telles que l'on peut espérer que le référendum irlandais prévu le 2 octobre sera un succès. Les États membres ont formellement convenu d'un candidat pour l'exercice de la Présidence de la Commission et, par conséquent, ils ont répondu à une demande importante de notre groupe.

Monsieur le Premier ministre, vous avez, en personne, fait un excellent travail et vous y avez gagné beaucoup de respect. Cela étant, il est peu probable que la première Présidence tchèque reste gravée dans l'histoire comme nous l'aurions souhaité. Ce que, malgré tout, nous ne devons pas oublier, c'est votre devise: «une Europe sans frontières».

Rebecca Harms, au nom du groupe des Verts/ALE. – (DE) Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Président de la Commission, il est malaisé d'évaluer les avancées qui auraient dû être accomplies durant la période de la Présidence tchèque. Je me suis attelé à cet exercice au nom de mon groupe mais ce que nous aurions souhaité voir – à savoir que la Présidence tchèque se montre à la hauteur des défis – ne s'est pas produit.

En ce qui concerne la crise financière, lorsque nous nous serons réunis ici à nouveau en septembre après les congés d'été, nous aurons évoqué la nouvelle réglementation à appliquer aux marchés financiers pour une année entière, mais virtuellement, nous n'aurons accompli aucun progrès. De nombreuses déclarations sont faites avec l'intention de rassurer les citoyens mais, dans la réalité, cela ne bouge pas beaucoup.

S'agissant de la crise économique, le plan européen de relance – je trouve presque gênant de l'entendre mentionné si souvent – n'est pourtant qu'un programme symbolique destiné à nous permettre de débattre de la planification de la relance économique mais il manque clairement de contenu. Il ne prévoit que cinq milliards d'euros et je ne parle pas des disputes mesquines sur la manière d'affecter ces cinq milliards d'euros. Je ne pense pas qu'il y ait lieu d'en être fiers. À l'inverse, l'on n'a guère accordé d'attention à un programme sur lequel nous avons longuement travaillé, un programme cohérent en faveur de l'efficacité énergétique en Europe, qui permettrait de sauver des millions d'emplois.

En ce qui concerne cette fois la crise climatique, je n'ai guère besoin de demander aux Verts de qualifier la politique dans ce domaine. Ivo de Boer, le haut responsable des Nations unies en matière de changement climatique, et Ban Ki-moon nous ont répété, après la conférence de Bonn, que tous les pays du monde qui ont revendiqué une place de premier rang dans la lutte mondiale contre le réchauffement climatique sont loin d'avoir fait le nécessaire. Si nous voulons juger de ce que nous, Européens, sommes effectivement prêts à faire à l'aune de la politique énergétique européenne, il me semble que la logique de concurrence permanente appliquée dans le cadre des projets North Stream et Nabucco ne constituent pas le point de départ d'une politique énergétique européenne commune et tournée vers l'avenir.

Pourquoi? Pour quelles raisons? Je ne pense pas que les critiques doivent s'adresser directement à vous, Monsieur Fisher. Le pays qu'a visité le président de mon groupe, M. Cohn-Bendit, apportant avec lui le drapeau européen pour le tendre au président, était bien faible. Et malheureusement, Monsieur Barroso, même si l'on entend souvent parler de votre force, où donc était cette force pendant cette période de faiblesse de la Présidence du Conseil? Nous n'en avons rien vu.

(Applaudissements)

Jan Zahradil, *au nom du groupe ECR.* – (CS) Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Président de la Commission, c'est pour moi un grand honneur de pouvoir m'adresser à vous en ce jour, en qualité de premier orateur issu des nombreux nouveaux groupements de conservateurs et réformateurs européens, ainsi qu'en qualité de député tchèque m'exprimant à propos de la Présidence tchèque. Je parlerai cependant en tant que député du Parlement européen sans me limiter à une perspective étroitement nationale. Dans le même temps, je m'exprimerai en tant que représentant de mon groupe et, par conséquent, je défendrai ses priorités politiques. J'ai déjà eu l'occasion de prendre la parole lors de la session plénière de janvier, lorsque M. Topolánek, Premier ministre tchèque, avait exposé les priorités de la Présidence tchèque dans cet hémicycle et, aujourd'hui, je prends la parole pour commenter le compte-rendu de M. Fisher, nouveau Premier ministre tchèque, des réalisations de la Présidence tchèque. Ce n'est pas un hasard si j'évoque ceci. Je voudrais attirer votre attention sur le fait que le gouvernement tchèque a réussi à préserver la continuité politique et organisationnelle de la Présidence, en dépit de la chute du gouvernement, résultat de facteurs politiques strictement nationaux. Permettez-moi de saluer le style du discours du Premier ministre, tant il reflétait précisément le style de la Présidence tchèque elle-même, un style très concret et orienté sur les résultats. À mes yeux, certaines critiques dénotent les sentiments subjectifs de certains représentants européens voire de personnalités médiatiques et n'ont en rien contribué à cette fameuse cohésion européenne dont on parle tant. Elles relèvent davantage de campagnes politiques personnelles adressées à un public national.

Je voudrais maintenant évoquer les trois priorités de la Présidence tchèque. Au chapitre économique, je soulignerai une nouvelle fois que la République tchèque a réussi à endiguer une vague inquiétante de mesures protectionnistes nationales qui auraient gravement sapé les valeurs fondamentales de l'intégration européenne et, en particulier, les principes du marché unique unifié. Au chapitre de la politique énergétique, le thème de la sécurité et de la durabilité de l'approvisionnement énergétique s'est révélé extrêmement bien choisi. Aux premiers jours de la Présidence tchèque, celle-ci a efficacement combattu une crise imminente menaçant l'approvisionnement gazier, gardant naturellement à l'esprit que toute avancée dans ce domaine requiert des mesures stratégiques à long terme, notamment la diversification de l'approvisionnement et la libéralisation du marché intérieur de l'énergie. Pour ce qui est de la perspective symbolique des relations étrangères de l'UE, je voudrais mettre en lumière les sommets qui ont réuni des acteurs mondiaux majeurs, à savoir le sommet UE-États-Unis, qui a réaffirmé l'importance fondamentale des relations transatlantiques, de même que le sommet UE-Russie et le sommet UE-Chine. Je soulignerai également l'importance du projet de partenariat oriental et sa mise en œuvre. Pour conclure, je pense que la Présidence tchèque, dans son ensemble, a fourni un bel exemple de la capacité des pays de taille moyenne et des États membres dits «nouveaux» à exercer le rôle de la Présidence du Conseil avec honneur et compétence.

PRÉSIDENCE DE Mme RODI KRATSA-TSAGAROPOULOU

Vice-présidente

Miloslav Ransdorf, *au nom du groupe GUE/NGL.* – (CS) Je voudrais dire que la Présidence tchèque a, en réalité, été sauvée par le gouvernement de M. Fisher et par M. Fisher en personne. Je soulignerai que la Présidence a coïncidé avec le vingtième anniversaire des changements politiques que les médias nomment «libération» mais nous avons également derrière nous vingt ans de promesses non tenues parce qu'en République tchèque, les niveaux de compétences en matière d'administration des affaires publiques se sont effondrés. J'ajouterai que, de ce point de vue, le gouvernement de M. Fisher s'est révélé une agréable surprise. Voilà un Premier ministre et un homme qui refuse de mentir. Son nom a, pour la première fois, attiré mon attention lorsqu'il a pris position contre la falsification des données statistiques de la République tchèque. Voilà un homme qui refuse de prononcer de grands discours tels que nous avons l'habitude d'en entendre à l'occasion des différentes Présidences, et qui agit avec résolution. À mes yeux, il est bon qu'un homme de cette envergure ait été amené à mener la Présidence tchèque. Alors que nous fêtons le 500^e anniversaire de la naissance de Calvin, né en France le 10 juillet 1509, permettez-moi d'ajouter que la seule chose susceptible de vraiment nous sauver dans cette situation complexe où nous sommes confrontés à deux crises simultanées... *(La présidente retire la parole à l'orateur)*

Nigel Farage, *au nom du groupe EFD*. – (EN) Madame la Présidente, la Présidence tchèque a suivi un modèle qui nous est péniblement familier: continuité, le retour du même, l'obsession permanente du changement climatique et cet irrépressible besoin de nouvelles réglementations. Vous avez spécifié que, sous cette Présidence, vous avez bouclé des textes législatifs dans 18 nouveaux domaines et vous en avez semblé fier. Quant à moi, je pense qu'il est temps de faire un pas de côté, de nous rendre compte que notre Union européenne souffre d'un excès de réglementation et que cela nous dessert au plus profond de la récession.

Et cependant, c'est toujours le statu quo. Vous avez soutenu l'idée d'une réélection de M. Barroso sans qu'il n'y ait de contestation d'aucune sorte mais, ce qui m'intéresse davantage, c'est le traité de Lisbonne. Les deux chambres de votre Parlement ont ratifié le traité sans penser donner à vos citoyens l'occasion d'exprimer par référendum leur opinion sur le sujet. Mais c'est ce qui se passe en Irlande qui m'intéresse le plus. Vous avez soutenu vouloir présenter à l'Irlande, pour le second référendum, un document viable et vous avez donc produit lesdites garanties, et les voici – des garanties sur le droit à la vie, sur la fiscalité, sur la sécurité et la défense.

Ce document est dépourvu de toute valeur juridique. Il ne vaut même pas le papier sur lequel il est écrit. Vous êtes l'auteur d'une tentative honteuse de duper les Irlandais afin de les amener à voter le traité de Lisbonne lors du prochain référendum. Bien entendu, vous avez bénéficié du soutien de M. Barroso. Il ne respecte jamais le résultat de référendums démocratiques, qu'ils aient lieu en France, aux Pays-Bas ou en Irlande. Il prétend qu'il faut les ignorer, que nous devons poursuivre. Tout tourne autour du pouvoir. Il ne s'agit de rien d'autre que de lui accorder davantage de pouvoir ainsi qu'aux institutions européennes au détriment des États membres. J'espère que les Irlandais vous diront où vous pouvez aller lors du référendum du 2 octobre – et il n'est pas dit qu'ils ne le feront pas!

(Mouvements divers)

Cela dit, je ne suis animé par aucune mesquinerie. En effet, la Présidence tchèque a connu un moment magnifique, brillant, salvateur, un moment où tous ceux d'entre nous qui croient dans les États nations, qui croient en la démocratie, qui croient réellement en l'État de droit ont pu s'asseoir dans cet hémicycle et, pour la première fois dans mon expérience, se sentir fiers de faire partie de ce Parlement européen. L'événement auquel je fais allusion est bien entendu la visite de Václav Klaus. Quel magnifique discours: entrer ici et prononcer quelques vérités bien senties, soutenir que les dirigeants et parlementaires européens n'écoutent pas les peuples d'Europe – à ce point, deux cents d'entre vous se sont levés et ont quitté l'hémicycle. Alors, ne fût-ce que pour Václav Klaus, merci beaucoup pour le semestre écoulé.

(Applaudissements)

José Manuel Barroso, *président de la Commission*. – (EN) Madame la Présidente, je voudrais juste poser une question. Je ne veux pas critiquer, mais est-il permis d'avoir des drapeaux dans cette Assemblée?

(Objections. M. Farage porte un drapeau britannique.)

Parce que, si c'est permis, je voudrais juste poser ici, aujourd'hui, le drapeau européen, si vous m'y autorisez.

(M. Barroso place un drapeau européen sur son bureau. Applaudissements.)

Andreas Mölzer (NI). – (DE) Madame la Présidente, en termes d'intégration européenne, il est certes une bonne chose que la Présidence du Conseil revienne à l'un des nouveaux États membres de l'UE, en l'espèce, la République tchèque. Ce qui fut moins heureux, cependant, est le chaos dans lequel nous sommes plongés aujourd'hui, en partie du fait de cette Présidence.

Naturellement, nous ne nous attendions pas à la perfection de la part d'un nouvel État membre dont l'expérience européenne est limitée mais nous espérions quand même un minimum de sensibilité. Le scandale artistique qui a secoué les premiers jours de la Présidence tchèque ne doit pas être attribué au gouvernement de Prague. Par contre, la Présidence du Conseil porte l'entière responsabilité de sa réaction tiède et du fait que l'œuvre est restée exposée.

Cela étant dit, la Présidence tchèque a montré ses compétences en matière d'autorité politique, en particulier face aux difficultés et en situation de gestion de crise. On ne peut manquer de noter des lacunes considérables: les 20 jours de crise de l'énergie en Europe en raison du conflit gazier entre la Russie et l'Ukraine auraient pu être évités d'une façon ou d'une autre, et la gestion de la crise au Moyen-Orient a été, à mes yeux, plus que maladroite. Et comme si le bouclier anti-missile américain placé en territoire tchèque ne suffisait pas, la

dépendance vis-à-vis des États-Unis s'est également fait sentir à l'occasion de la Présidence, par exemple, dans la manière dont l'offensive israélienne à Gaza a été banalisée et qualifiée d'action défensive.

Même en ce qui concerne le traité de Lisbonne, la critique de Prague était plutôt tiède et le problème repoussé à plus tard. De ce fait, nous avons manqué une occasion importante d'apporter un surcroît de démocratie à l'Union européenne.

Dernier élément regrettable, le fait qu'aucun accord n'ait pu être signé entre la Slovénie et la Croatie en ce qui concerne les frontières maritimes. Après tout, la Croatie n'est pas moins bien préparée à l'adhésion à l'UE que ne l'étaient les dix nouveaux États membres avant leur adhésion. Au contraire, il est possible qu'elle soit même mieux préparée. Et, à mes yeux, il est encore plus regrettable que la Suède n'ait pas l'intention de poursuivre les tentatives de conciliation. La Croatie ne mérite pas ça.

Dans l'ensemble, nos conclusions sur les réalisations de la Présidence tchèque sont quelque peu mitigées.

Jan Fischer, *président en exercice du Conseil*. – (CS) Mesdames et Messieurs, je voudrais réagir très brièvement au nom du Conseil et de la Présidence tchèque sortante. Tout d'abord – sur un plan personnel – se retrouver dans l'ambiance d'un Parlement, qu'il s'agisse du Parlement tchèque ou du Parlement européen, est toujours une grande leçon pour un homme qui est avant tout un spécialiste et a de forts penchants universitaires. J'apprends à quel point les idées peuvent parfois différer en ce qui concerne la rapidité et l'intensité de l'intégration européenne, voire la nature de l'UE. Tout cela ne fait que refléter la très grande variété de vos opinions et je pense que c'est là un aspect et un apport de la démocratie. Par conséquent, permettez-moi de vous remercier d'avoir exprimé vos opinions, de même que pour les suggestions critiques que vous avez présentées ici.

S'agissant du discours de M. Kósa, je ne désire pas le commenter en détail mais je pense qu'il illustre l'importance de notre devise «Une Europe sans frontière», et j'espère que l'UE maintiendra cette devise. Je suis convaincu que les mesures destinées à atténuer les effets de la grave crise économique et financière ont été à la fois appropriées et sensées au moment de leur adoption. Des critiques ont fusé sur le rythme de la régulation du marché financier. Nous avons adopté des mesures fondamentales dans ce domaine, des mesures que nous avons décidées après un débat extrêmement sérieux, difficile et contradictoire, jonglant avec les détails jusqu'au Conseil européen de juin, avec un résultat qui n'a peut-être pas satisfait tout le monde, certains estimant que le monde est trop réglementé. Néanmoins, nous attendons pour l'automne les projets de mesures législatives de la Commission en ce qui concerne la régulation du marché financier et le contrôle bancaire, à l'échelon européen. Le fait qu'il n'y ait pas eu de manifestation de protectionnisme est – je le répète – fondamental, tout comme le fait que nous ayons réussi à nous accorder sur l'application des principes de solidarité, notamment vis-à-vis de certains pays qui souffrent de grandes difficultés économiques.

Je dois rencontrer le président, M. Klaus, ce soir, et je ne manquerai pas de lui rapporter les éloges formulés par l'honorable député. Par ailleurs, la ratification du traité de Lisbonne en République tchèque a été réalisée en parfaite conformité avec la constitution tchèque. Le traité a été ratifié par les deux chambres du parlement et nous attendons la signature du président de la République. J'espère que cela mettra un point final, décisif et correct à la question de la ratification. Le fait que la République tchèque n'ait pas organisé de référendum pour ratifier le traité est une question purement nationale, parfaitement compatible et en conformité totale avec la constitution tchèque. Voilà qui termine ma digression à propos de nos affaires intérieures.

Je tiens à remercier les nombreux intervenants qui ont salué la continuité de la Présidence tchèque. À mes yeux, cela constituait un défi considérable pour mon gouvernement et pour moi-même. Il s'agissait d'une épreuve pour le nouveau gouvernement et pour tous les ministres et les équipes d'experts, et tous l'ont réussie haut la main – comme je l'ai souligné dans mon discours et comme certains députés l'ont souligné. J'ai pris à cœur ce tiers de Présidence qui m'est revenu et je suis heureux que la Présidence tchèque ait assumé honorablement sa mission.

Zuzana Roithová (PPE). – (CS) Monsieur le Président de la Commission, Monsieur le Président en exercice du Conseil, Mesdames et Messieurs, la Présidence tchèque fera date dans l'histoire de l'UE en tant que modèle d'une administration conciliante, professionnelle, impartiale et bien préparée, et j'en suis fière. En dépit des critiques sans discernement de la part des médias européens et de l'opposition tchèque, les Tchèques ont réussi à conclure des accords sur des douzaines de textes législatifs. Cela, les Tchèques l'ont accompli à mi-parcours – avant la fin de la législature du Parlement et les élections parlementaires. Ces accords ont notamment porté sur les tarifs d'itinérance, le paquet énergie et les mesures pour lutter contre la crise. Ce sont les Tchèques qui ont finalement réussi à trancher dans le vif et à introduire une TVA réduite sur les services à forte intensité de main-d'œuvre, initiative en faveur de la croissance et contre la crise. En outre, les

Tchèques ont contribué efficacement non seulement au rétablissement de l'approvisionnement de l'Europe en pétrole et en gaz russes, mais également à la conclusion d'un accord sur le gazoduc Nabucco au sud du continent et à la préparation de sa signature avec le président de la Commission.

Hélas, la première Présidence tchèque de l'UE fera également date dans l'histoire de l'Union en raison de l'instabilité politique qui l'a caractérisée, parce que Jiří Paroubek, social démocrate, a placé ses ambitions personnelles au-dessus des intérêts de l'UE et – avec le concours de quelques félons – a manigancé la chute du gouvernement tchèque en plein milieu d'une Présidence fructueuse. Je tiens à remercier les équipes des Premiers ministres Topolánek et Fischer, de même que la mission tchèque à Bruxelles pour les efforts déployés en vue de faire avancer les intérêts de l'Europe et de la République tchèque. Ces équipes ont montré que ces intérêts n'étaient pas mutuellement exclusifs, même en ces temps de crise. En outre, elles ont convaincu le président français, parmi d'autres, que le protectionnisme était un vilain mot. Je tiens à vous, à nous, féliciter pour cela.

J'invite maintenant la Présidence suédoise à entamer sans délai les pourparlers à propos de la suspension des visas canadiens pour les citoyens tchèques. À mon sens, cela ne peut manquer de réussir. Après tout, la solidarité est la plus grande force de l'Union européenne.

Edite Estrela (S&D). – (PT) Madame la Présidente, M. le Premier ministre Fisher a déclaré que la Présidence tchèque avait été un succès. Monsieur Fisher, j'ai le regret de vous dire que je ne suis pas d'accord. Le Premier ministre n'en porte pas la responsabilité, mais la Présidence tchèque n'a pas été du tout consensuelle. Je voudrais d'abord évoquer la controverse au sujet des œuvres d'art, une controverse favorable aux artistes mais non à la Présidence. Ensuite, il y a eu l'instabilité politique intérieure qui a terni l'image de l'Union européenne ou, en d'autres termes, de nous tous. Monsieur Fisher, certes la République tchèque a réussi à ratifier le traité de Lisbonne mais il manque encore la signature du président Václav Klaus. Le fait pour un pays de détenir la Présidence du Conseil de l'Union alors que le président du pays concerné est un eurosceptique n'est guère encourageant, nous en convenons tous. Le président tchèque a lancé plusieurs messages eurosceptiques, notamment en refusant d'utiliser le drapeau de l'UE. Plus important: le fait qu'il n'ait pas signé le traité de Lisbonne. Cet acte montre son manque de respect vis-à-vis de nous tous et vis-à-vis du peuple d'Europe.

Par ailleurs, la Présidence tchèque a fait fausse route en ce qui concerne la directive sur le congé de maternité. Je sais de quoi je parle, car j'étais la rapporteure pour ce rapport. L'engagement de la Présidence sur cette question s'est révélé extrêmement négatif, attitude qu'a favorisée M^{me} Lulling qui a boycotté le vote sur mon rapport. La Présidence tchèque était contre la prolongation du congé de maternité à 20 semaines, contre l'inclusion d'un congé de paternité, ce qui est fondamental pour assurer le partage des responsabilités familiales entre hommes et femmes et, par conséquent, pour promouvoir l'égalité des sexes.

Monsieur le Premier ministre, on a besoin d'hommes à la maison tout comme on a besoin de femmes sur le marché du travail. Les hommes ont tout autant le droit de voir leurs enfants grandir que les femmes de s'épanouir dans une carrière professionnelle. Monsieur le Premier ministre, s'il vous plaît, ne dépréciez pas les droits et les compétences des femmes.

Bairbre de Brún (GUE/NGL). – (GA) Madame la Présidente, l'an dernier, un nombre impressionnant de personnes ont voté contre le traité de Lisbonne, estimant que l'on pouvait réussir une meilleure Europe, une Europe démocratique et responsable, une Europe qui défend les droits des travailleurs, qui défend les services publics et entend jouer un rôle positif dans le monde.

Nous avons entendu que le Conseil européen avait convenu d'un ensemble de garanties juridiquement contraignantes répondant aux préoccupations des citoyens irlandais mais ce que nous avons lu n'est autre qu'une clarification du traité de Lisbonne. Ce texte n'en change en aucune manière ni le corps ni la substance.

Le traité à propos duquel nous voterons en octobre est en tout point semblable à celui que nous avons rejeté l'an dernier – sans aucune modification, sans ajout, sans suppression. Le traité de Lisbonne exactement tel que 53 % des électeurs l'ont rejeté.

Ce qu'il nous faut, c'est un nouveau traité pour une nouvelle ère.

Mario Mauro (PPE). – (IT) Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, je suis reconnaissant à la Présidence tchèque de ses efforts, que l'on pourrait considérer précisément comme une parabole de la situation dans laquelle se trouvent nos institutions actuellement.

Nous reconnaissons tous que l'Union européenne constitue la seule plate-forme possible qui puisse nous permettre de relever certains des défis majeurs auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. À titre d'exemple, personne ne peut penser que Malte ou l'Italie avec ses 5 000 km de côtes résoudront seules leurs problèmes d'immigration, tout comme nombre de pays ne résoudront pas seuls les problèmes liés à l'approvisionnement en énergie.

Néanmoins, les événements de la Présidence tchèque – la lutte contre des difficultés intérieures majeures, mais également contre une interprétation différente de l'Europe – nous donnent précisément à voir et à comprendre ce qui nous est demandé. Je n'ai apporté avec moi ce matin aucun drapeau mais je le dis avec force: je me méfie de tout nationalisme borné comme je me méfie des monstres bureaucratiques qui sapent notre expérience politique et nous font oublier ce pour quoi nous sommes là.

En vérité, nous payons le prix de notre indécision. Nous supportons les conséquences tragiques de notre manque de courage, qui nous empêche de prendre certaines décisions d'une importance capitale et qui se reflète également dans le fait que nous n'avons pas la force, aujourd'hui, de nous mesurer aux difficultés les plus immédiates et qui sont liées au démarrage d'une nouvelle législature particulièrement problématique.

Je pense néanmoins que nous voici face à une occasion que nous ne pouvons manquer. Lors des dernières élections, certains ont mieux réussi que d'autres, mais une chose est certaine: nous ne relèverons aucun défi si nous ne travaillons pas ensemble. C'est pourquoi je crois que nous devons assumer nos responsabilités et doter nos institutions de la capacité de reprendre contact avec nos concitoyens, car une chose est certaine: nous payons le fait de devoir payer, et cela nous éloigne de nos concitoyens, qui, de ce fait, se détournent de nos idéaux.

Jiří Havel (S&D). - (CS) Monsieur le Premier ministre, Madame la Présidente, Monsieur le Président de la Commission, Mesdames et Messieurs, nous voici réunis afin d'évaluer la Présidence précédente. Une Présidence à deux visages, et il nous faut penser à chacun d'eux, même s'il y a certaines choses que nous aimerions peut-être effacer de notre mémoire. Nombre de représentants se sont plaint que la Présidence tchèque ne se soit pas montrée suffisamment active dans la lutte contre la crise financière. D'autres ont rappelé le discours controversé du président Klaus. D'autres encore se sont plaints de la description peu sensible du programme de crise de Barack Obama, le qualifiant de voie vers l'enfer. Cependant, la Présidence tchèque n'en a pas moins enregistré certaines avancées décisives. Songeons, à titre d'exemple, au paquet environnemental et aux progrès en ce qui concerne l'adoption du traité de Lisbonne. Cette Présidence tchèque à deux visages a également eu, symboliquement, deux Premiers ministres. Le plus méritant des deux est parmi nous. Monsieur le Premier ministre, je voudrais vous remercier, vous-même et votre gouvernement, pour les efforts que vous avez déployés, de même que je tiens à remercier tous les responsables des institutions tchèques et européennes pour le travail accompli. Mesdames et Messieurs, applaudissez bien fort le Premier ministre de la République tchèque.

Joe Higgins (GUE/NGL). - (EN) Madame la Présidente, ce Parlement est dominé par une grande coalition cynique entre le principal parti du capitalisme européen, le PPE, et les sociaux-démocrates qui, sous des apparences de gauche, contribuent en réalité à mettre en œuvre le même agenda néo-libéral visant à contraindre les travailleurs à payer le prix de la crise du capitalisme international.

Désormais, cette vaste coalition entend forcer le peuple irlandais, et le peuple européen dans son ensemble, à adopter le traité de Lisbonne parce que ce dernier incarne la vision néo-libérale – comportant des atteintes aux droits des travailleurs – et le renforcement du militarisme et de l'industrie de l'armement. Les soi-disant garanties accordées au peuple irlandais ne changent rien, ne signifient rien, sont nulles et non avenues.

En tant que socialiste irlandais, je mets cette coalition au défi. Je mets au défi M. le président Buzek, M. Barroso, M. Schulz, et M. Verhofstadt: venez en septembre en Irlande, débattrez avec nous face aux travailleurs des raisons pour lesquelles il faudrait soutenir le projet de Lisbonne, lequel est totalement contraire à leurs intérêts.

(GA) Préparez-vous à une campagne serrée contre le traité de Lisbonne en Irlande. Nous nous exprimerons au nom des millions d'Européens qui n'ont pas eu la possibilité de voter contre le traité de Lisbonne, un traité qui ne bénéficie pas à la majorité des citoyens d'Europe mais aux bureaucrates, aux grandes entreprises et au secteur militaire.

PRÉSIDENT DE M. JERZY BUZEK*Président*

Manfred Weber (PPE). – (DE) Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Président de la Commission, Mesdames et Messieurs, au cours de ce débat, nombre d'intervenants ont exprimé leur gratitude vis-à-vis de la Présidence tchèque pour avoir réussi à réaliser un certain nombre de projets, en termes administratifs, avant la fin de son mandat.

Je m'interroge sérieusement: nos attentes sont-elles devenues si modestes? Nous faisons de la politique. Ce que nous attendons, alors que nous nous trouvons dans la plus grave crise économique de ces dernières décennies, et que nous avons quantité de défis environnementaux à relever, est une Présidence qui témoigne à la fois d'autorité et de vision. Voilà ce que nous attendons. Nous avons vu traiter sous l'angle administratif nombre de dossiers qui restent encore sur la table à la fin du mandat écoulé. J'espérerais mieux.

Monsieur le Premier ministre, si vous rencontrez M. Klaus ce soir, dites-lui que, durant les six mois écoulés, il a eu l'occasion de renforcer vis-à-vis de l'Europe la souveraineté et l'identité nationale tchèque en témoignant d'une forte capacité de direction. Il n'a pas manqué de soutenir l'importance de la souveraineté nationale face au présent Parlement. Hélas, il a laissé passer cette occasion.

Mairead McGuinness (PPE). – (EN) Monsieur le Président, nous n'avons qu'une minute et je me dispenserai donc des politesses. Je voudrais défendre votre honneur vis-à-vis de l'un de mes collègues irlandais, Joe Higgins. Je tiens à rappeler à M. Higgins que, au sein du mouvement Solidarité, vous avez défendu les travailleurs et leurs droits, et je pense qu'il convient de rétablir les faits historiques dans cette Assemblée. Un peu de controverse ne fait pas de mal mais il est quelque peu extraordinaire que nous ayons ce matin Nigel Farage d'un côté et, de l'autre, le Sinn Féin et Joe Higgins – l'extrême droite et l'extrême gauche – s'exprimant contre le traité de Lisbonne.

Je pense qu'il s'agit là d'une bonne raison pour que le reste d'entre nous votions «oui» au traité de Lisbonne et pour que les électeurs irlandais, qui seront amenés à se prononcer le 2 octobre, écoutent attentivement les arguments de ceux qui les incitent à voter «non», évaluent soigneusement leurs motivations, et puis écoutent les voix de la raison et réfléchissent au fait que l'Union européenne a été bonne pour l'Irlande et l'Irlande bonne pour l'Union, et qu'en soutenant le traité, nous resterons au cœur de l'Europe.

Jean-Pierre Audy (PPE). – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Président de la Commission européenne, votre Présidence, Monsieur le Premier ministre, démontre, une fois de plus, combien il est urgent pour l'Union européenne d'avoir une Présidence stable. C'est d'ailleurs ce que prévoit le traité de Lisbonne.

Je vous ai trouvé, Monsieur le Premier ministre, un petit peu silencieux et j'aimerais avoir votre opinion sur le programme de la troïka que votre gouvernement a signé en juin 2008 avec la France et la Suède, et nous sommes impatients de connaître le programme de travail de la Suède à ce sujet, notamment sur trois dossiers: le Programme de Doha, les objectifs du Millénaire et l'union pour la Méditerranée.

Quel est votre sentiment, Monsieur le Premier ministre, sur cet instrument et quelle est votre évaluation de la troïka, qui est déjà un début de Présidence stable de l'Union européenne?

Zoltán Balczó (NI). – (HU) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, l'échange court et tendu qui s'est produit entre le chef de groupe, M. Farage, et le président Barroso est extrêmement éclairant en ce qui concerne le futur de l'Europe. Il a parfaitement mis en lumière que l'aboutissement ultime du chemin qu'indique le traité de Lisbonne est l'abolition des États nations, ce qui explique également pourquoi M. Barroso est ennuyé de voir flotter un drapeau national dans l'hémicycle. Il ne fait aucun doute que nous partageons des objectifs européens communs. Mais, ce faisant, nous voulons établir clairement que nous aspirons, en lieu et place de la devise affichée ici «Unie dans la diversité», à une coopération dans la diversité, ce qui signifie que nous sommes en faveur du maintien des États nations. Tel est le cadre dans lequel nous voulons travailler pour une Europe unifiée.

Elmar Brok (PPE). – (DE) Monsieur le Président, je voudrais déclarer une nouvelle fois que, compte tenu de conditions dont ni le Premier ministre M. Topolánek, ni le Premier ministre M. Fischer ne sauraient être tenus responsables, la Présidence du Conseil a été plus fructueuse qu'elle ne le semble en apparence, et je voudrais en profiter pour remercier Saša Vondra d'avoir préparé cette Présidence.

J'ai également un commentaire en réaction à M. Higgins. Le traité de Lisbonne contient une clause sociale horizontale. Il prévoit davantage de droits sociaux, ainsi que la Charte des droits fondamentaux. Si nous échouons, nous aurons une Europe aux droits sociaux moins étendus. Je pense que cela doit être bien clair, afin que l'on arrête de mentir au peuple irlandais. Il faut dire la vérité. Sans le traité de Lisbonne, nous relevons à nouveau du traité de Nice qui prévoit moins de droits sociaux en Europe. Il faut mettre un frein à cette campagne honteuse et dire la vérité aux citoyens irlandais.

(Applaudissements)

Bernd Posselt (PPE). – (DE) Monsieur le Président, je voudrais signaler que la Présidence tchèque a réalisé davantage de choses que ce que l'on en attendait, mais qu'elle a également été très variée. Des responsables de premier rang et des ministres exceptionnels, au rang desquels Karel Schwarzenberg, Saša Vondra, Ondřej Liška et d'autres, sans oublier le Premier ministre M. Fischer, ont fait de l'excellent travail. Je tiens à les en remercier. Ce pays n'a qu'un problème, son président, M. Klaus, qui a sérieusement porté préjudice à son pays en sapant consciemment et délibérément cette excellente Présidence. Je voudrais remercier M. le Premier ministre Fischer pour la maîtrise avec laquelle il a surmonté cela, s'est rendu en personne au sommet de Bruxelles et a brillamment conclu la Présidence du Conseil.

Jan Fischer, président en exercice du Conseil. – (CS) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, cette fois, ma réaction sera très brève. Je tiens à vous remercier pour vos contributions au débat. Elles ont une nouvelle fois montré la diversité d'opinion, l'étendue et la variété des idées véhiculées en Europe, ainsi que la difficulté jointe à la nécessité de trouver un dénominateur commun et une seule voix pour l'Europe. Je pense aussi que cette diversité constitue une richesse pour notre continent et pour le processus d'intégration et qu'elle a toute sa raison d'être. Il fait peu de doutes que vous garderez et emporterez avec vous vos opinions, vos analyses et vos évaluations personnelles et il n'y a sans doute pas lieu pour moi de tenter de vous convaincre d'en adopter d'autres; nous ne sommes pas en plein débat académique. Qu'il s'agisse de mon gouvernement ou – disons-le franchement – du précédent, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour remplir nos obligations et notre agenda pour la Présidence. Nous l'avons fait avec détermination, indépendamment des avancées qu'accomplissait la République tchèque en ce qui concerne la ratification du traité de Lisbonne. Que cela soit bien clair. S'agissant de la troïka et du travail de la troïka impliquant la France, la République tchèque et la Suède, ce mécanisme a toute mon estime. Nous avons été en mesure de coopérer très étroitement au jour le jour. Il s'agit d'un dispositif qui contribue énormément à la continuité et à la souplesse de la transmission de la Présidence et c'est quelque chose que j'apprécie beaucoup. En ce qui concerne les ambitions de la Présidence tchèque et sa tendance à être plus ou moins technocratique, à témoigné de plus ou moins d'autorité, à être visionnaire ou dieu sait quoi – je suis convaincu qu'elle a démarré sur une vision de l'UE et sur un programme et qu'elle a également rempli son cahier de charges. À vous de juger à quel point. Néanmoins, en ce qui me concerne, je reste convaincu que cette Présidence a atteint ses objectifs et réalisé ses ambitions même s'il y aura toujours des critiques et des domaines – peu importe pourquoi – dans lesquels nous aurions pu faire mieux. Encore une fois, je tiens à remercier tous ceux d'entre vous qui nous ont témoigné leur compréhension et leur estime, au niveau politique ou au niveau personnel. Je vous souhaite tout le succès possible dans votre travail.

José Manuel Barroso, président de la Commission. – (EN) Monsieur le Président, quelques points concrets ont été soulevés.

Tout d'abord, en ce qui concerne la réintroduction des demandes de visas pour les ressortissants tchèques désireux de se rendre au Canada, la Commission regrette que le Canada ait réintroduit cette demande de visa. J'ai évoqué ce problème avec le Premier ministre canadien en marge de la dernière rencontre du G 8. J'espère que cette mesure ne sera que temporaire et que les déplacements entre la République tchèque et le Canada n'exigeront bientôt plus la délivrance de visas individuels.

J'ai demandé au commissaire Barrot de rencontrer des responsables tchèques pour débattre du problème sans délai, et, selon mes informations, la première rencontre entre les responsables de la Commission et les responsables tchèques des affaires étrangères s'est déroulée hier à Bruxelles. La Commission examinera attentivement la situation sur la base de ces entretiens et en rendra compte dans le rapport sur la réciprocité en matière de visa dont la publication est prévue pour septembre 2009. En collaboration avec le gouvernement tchèque, nous consulterons les autorités canadiennes afin d'en savoir plus sur les raisons qui ont motivé leur décision et nous ferons tous les efforts nécessaires pour abolir la nécessité du visa.

S'agissant de la question de la régulation et de l'encadrement du marché financier, également soulevée au cours du débat, il reste bien entendu des choses à concrétiser – à savoir le consensus adopté lors du Conseil

européen sur la base du rapport de Larosière, rédigé à ma demande par ce groupe de haut niveau – mais il nous faut néanmoins prendre note des progrès accomplis.

Les propositions de la Commission relatives aux exigences en matière de fonds propres, de garantie des dépôts, d'agences de notation de crédits, et à la directive «solvabilité» pour le secteur des assurances ont toutes été adoptées par le Parlement européen et par le Conseil. La Commission a présenté un projet législatif sur les fonds spéculatifs et les capitaux à risque, sur la titrisation et sur la rémunération du secteur bancaire. Il incombe désormais au Parlement et au Conseil européens de les adopter rapidement, s'ils marquent leur accord.

Autre point évoqué lors du débat, la question de la résistance au protectionnisme. En réalité, il s'agissait d'un thème très important soulevé lors du Conseil européen du 1^{er} mars. La première moitié de 2008 a été caractérisée par une dangereuse tendance à adopter des mesures protectionnistes à l'échelon national au sein de l'Union européenne. Il me paraît honnête de soutenir que la Présidence tchèque et nombre d'États membres ont clairement exprimé le caractère inadmissible d'une telle fragmentation du marché européen intérieur. Par conséquent, les débats qui se sont déroulés sur le sujet au cours des mois écoulés ont également témoigné d'un important développement.

Enfin, en ce qui concerne les critiques portant sur la ratification par le parlement tchèque du traité de Lisbonne, permettez-moi de vous exprimer mon incompréhension: comment un élu au Parlement peut-il remettre en question la ratification parlementaire d'un traité? Le Parlement est une émanation de la démocratie. Une ratification par un parlement est aussi légitime qu'un référendum.

(Applaudissements)

Le Président. – Je voudrais répéter ceci au Premier ministre de la République tchèque: merci beaucoup pour la Présidence que vous avez assumée, pour votre compte-rendu et pour votre participation au débat ici aujourd'hui.

Le débat est clos

(La séance, suspendue à 10 h 35, est reprise à 10 h 40)

Déclarations écrites (article 149)

João Ferreira (GUE/NGL), par écrit. – (PT) Le monde est confronté à l'une des crises les plus graves du capitalisme, avec des conséquences dramatiques pour les travailleurs et la population en général.

Dans l'UE, cette crise est le résultat de politiques néolibérales qui sont encore menées actuellement. Ces politiques sont inscrites dans les Traités et dans ce qu'il est convenu d'appeler la «stratégie de Lisbonne», que le traité de Lisbonne essaye d'institutionnaliser, avec davantage de profondeur et d'ampleur. Au lieu de s'attaquer sérieusement aux causes de la crise, le Conseil réaffirme les lignes fondamentales de ces politiques qui sont à l'origine de la crise, dans ce qui constitue une tentative inquiétante et irresponsable de poursuivre ces politiques envers et contre tout. En conséquence, le Conseil soutient:

- l'intention d'adopter le traité de Lisbonne, à présent au moyen d'une tromperie, qui consiste à faire passer exactement la même chose que ce qui a déjà été rejeté par la population irlandaise pour quelque chose de différent;
- la circulation libre et non réglementée des capitaux et l'existence de centres financiers *offshore*;
- la libéralisation des marchés, la privatisation des services publics et la financialisation croissante de l'économie;
- la déréglementation des relations de travail, la dévaluation des salaires, l'intensification de l'exploitation et la défense de la flexicurité;
- l'échec dans la lutte contre le chômage, en persistant à canaliser des sommes colossales en vue de soutenir le secteur financier, sans prêter la même attention aux secteurs productifs.

5. Présentation du programme de la Présidence suédoise (débat)

Le Président. - L'ordre du jour appelle la déclaration du président en exercice du Conseil sur la présentation du programme de travail de la Présidence suédoise.

Fredrik Reinfeldt, *président en exercice du Conseil*. – (SV) Monsieur le Président, honorables députés, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour l'élection de votre nouveau président. Je me réjouis de travailler avec M. Buzek au cours de la Présidence suédoise – et, bien sûr, après cette période également.

C'est un honneur pour moi de m'adresser au Parlement européen en tant que président en exercice du Conseil européen. Je sais que près de la moitié d'entre vous siègent au Parlement pour la première fois. Collectivement, vous donnez tous une voix à 500 millions d'Européens. Vous faites l'objet de grandes attentes.

Je m'adresse à vous au cours d'une période difficile. La coopération européenne a rarement été soumise à des épreuves aussi dures et aussi variées. À court terme, nous aspirons à assurer une transition en douceur vers un nouveau traité – le traité de Lisbonne. Aujourd'hui et à légèrement plus long terme, nous devons continuer à gérer la crise économique et financière. Sous la surface, il y a la menace d'une crise climatique croissante qui, à long terme, est le plus grand défi auquel nous devons faire face.

Une chose est claire: si la Présidence suédoise veut réussir, nous devons travailler à vos côtés – vous qui travaillez au cœur de la démocratie européenne. Nous espérons votre soutien et votre coopération, et nous espérons que vous êtes prêts à relever les défis avec nous.

Quand nous parlons de l'histoire de l'UE, nous avons tendance à maintenir que la coopération a jeté les fondations de la paix dans une Europe qui a si souvent été caractérisée par le contraire. Je voudrais vous dire que mon grand-père était un soldat suédois posté à la frontière norvégienne au cours de la Seconde guerre mondiale – une guerre dans laquelle la Suède était neutre. Le plus près qu'il se soit approché de la guerre, c'est en l'entrevoquant de temps en temps – à une distance sûre. Pendant longtemps, cela a été la relation de la Suède avec l'Europe: observer à distance.

Alors que l'Europe était en ruine après la Seconde guerre mondiale, la Suède était intacte. Nous étions économiquement plus riches – mais pauvres en termes de communauté européenne. Il y a vingt ans, les fils barbelés entre l'Autriche et la Hongrie ont été coupés. Le mur de Berlin est tombé, et l'Europe a changé presque du jour au lendemain. Plusieurs pays se sont alors lancés dans le processus qui a mené à ce que des représentants de 27 pays siègent ici aujourd'hui. La Suède était l'un de ces pays.

Quand on démarre en retard, on a besoin de temps pour rattraper ce retard. À la fin des années 1980, l'intérêt politique pour l'Europe a commencé à mûrir en Suède. Lentement, la Suède a commencé à se rendre compte de sa proximité et de sa dépendance de l'Europe. Le ministre des affaires étrangères suédois, Carl Bildt, a joué un rôle décisif dans le travail qui a mené la Suède dans la communauté européenne – autrement dit, accepter l'ouverture, la mondialisation et le libre échange. Il était mû par la ferme conviction que la Suède appartenait à l'Europe.

Il y a dix-huit ans, nous avons présenté notre candidature en vue de devenir membre de l'Union européenne. Nous avons enfin mûri notre conviction que la vie de la population et notre avenir pourraient être servis au mieux par une coopération et une communauté avec d'autres, que nous avions quelque chose à apporter – et que nous avions beaucoup à apprendre. Nous n'avions plus peur de coopérer. Nous osions faire partie de l'Europe.

Ces années, à partir du milieu des années 1980, qui ont été révolutionnaires pour la Suède, se sont écoulées en parallèle avec un approfondissement de mon propre engagement politique. J'avais un désir ardent d'Europe, comme beaucoup d'hommes politiques suédois de ma génération. Je me souviens comment, en tant que jeune député suédois récemment élu, j'avais été invité à visiter le Parlement européen. C'était un signe de l'ouverture et de l'accessibilité du Parlement – malgré le fait que, à cette époque, la Suède n'était pas membre de l'Union.

Quelques années plus tard, en 1997, après l'entrée de la Suède dans l'Union, j'ai participé à la création de l'organisation des jeunes du groupe PPE, les Jeunes du PPE, et je suis moi-même devenu son premier président. Cela m'a permis de voir comment la coopération européenne fonctionnait en pratique. Ensemble, nous cherchions des solutions européennes aux problèmes européens. Nous avons appris à nous connaître, mais aussi à connaître l'histoire et la culture des uns des autres. Cela m'a permis d'apprendre à connaître les capitales d'Europe – et j'ai du mal à compter le nombre d'églises que j'ai visitées en Europe à cette occasion.

En 20 ans, la Suède est passée du rôle d'observateur à distance à celui d'acteur de la coopération européenne. Cela a, à son tour, eu un effet sur la population suédoise. Il y a dix ans, un Suédois sur trois pensait que l'appartenance de la Suède à l'UE était une bonne chose pour le pays, mais tout autant pensaient le contraire. Aujourd'hui, ce phénomène s'est inversé. Près de deux Suédois sur trois pensent que l'appartenance à l'UE est une bonne chose pour la Suède. Lors des élections du Parlement européen en juin, plus de 45 % des Suédois se sont rendus aux urnes. C'est huit pour cent de plus qu'en 2004, et c'est au-dessus de la moyenne européenne. Aujourd'hui, la Suède est un pays qui apprécie et a une opinion positive de son appartenance à l'UE. Nous nous sommes réveillés un peu tard à cet égard, mais nous avons travaillé dur pour rattraper notre retard. C'est une victoire pour tous ceux d'entre nous qui croient en la coopération européenne.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, honorables députés, nous sommes confrontés à la question du sort de notre génération – un problème social qui, contrairement à beaucoup d'autres, évolue lentement – et uniquement dans la mauvaise direction. Notre planète est atteinte de fièvre. Sa température augmente – et c'est à nous de réagir. La calotte glaciaire du Groenland se réduit de plus de 100 kilomètres cubes chaque année. Celle de l'Antarctique occidental fond de plus en plus vite. Nous savons que la fonte des glaces du Groenland à elle seule pourrait entraîner une montée du niveau de la mer pouvant atteindre deux mètres. Les conséquences en seraient dramatiques. Si le niveau de la mer montait d'à peine un mètre partout dans le monde, rien qu'en Asie, cent millions de personnes seraient obligées de quitter leur logement. Les plus vulnérables sont les habitants du Bangladesh, de la Chine orientale et du Viêt Nam.

Il y aurait également d'autres graves conséquences, cependant. Le climat changerait, avec le risque de voir s'éteindre de nombreuses espèces de faune et de flore. Ce sera le cas même si nous ne dépassons pas l'objectif de 2 °C fixé par l'ONU, qui a reçu, la semaine dernière, le soutien du G8 et du Forum des économies majeures à L'Aquila. Notre climat est menacé par notre utilisation et notre dépendance aux combustibles fossiles. Voilà pour la mauvaise nouvelle. Mais alors, quelle est la bonne nouvelle?

Bien que le temps soit compté, il est encore de notre côté. Nous devons toutefois agir maintenant. Tout est déjà en place afin de nous permettre de développer les énergies renouvelables et la technologie en vue d'améliorer l'efficacité énergétique. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), plus de la moitié des mesures requises en vue de ne pas dépasser l'objectif de 2 °C peuvent être prises à l'aide de la technologie dont nous disposons déjà.

En outre, les mesures visant à contrer le changement climatique ont des effets secondaires très utiles – effets qui justifient en eux-mêmes les mesures. Si nous consommons moins d'énergie, nous épargnerons de l'argent. Nous améliorerons les finances publiques et, en même temps, les ménages disposeront de davantage de ressources. Si nous investissons dans l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, nous renforcerons notre sécurité énergétique. Nous serons moins dépendants des importations de pays qui sont parfois politiquement et économiquement instables. Nos investissements dans l'économie verte créeront de nouvelles opportunités d'emploi et stimuleront la croissance au cours des décennies à venir.

Laissez-moi vous donner un exemple précis. En janvier, de nombreux pays de l'UE ont été touchés par la crise du gaz en Ukraine. La semaine dernière, je me suis entretenu avec le président Iouchtchenko de la manière dont nous pouvions tenter d'éviter que cela se reproduise. Dans le même temps, il est important de pouvoir inverser le point de vue. Si l'Ukraine investissait dans l'efficacité énergétique de manière à ce que le pays atteigne le même niveau que la République tchèque ou la Slovaquie, la quantité d'énergie épargnée correspondrait aux importations de gaz de Russie de tout le pays pour son propre usage. L'Ukraine pourrait alors devenir totalement indépendante des importations de gaz de Russie et épargner, en outre, beaucoup d'argent – simplement en améliorant sa propre efficacité énergétique. C'est de ce côté que nous devons chercher les réponses en matière de changement climatique.

(Applaudissements)

Il y a douze ans, une coalition de la volonté a été formée à Kyoto. Les accords volontaires ne sont toutefois pas suffisants. Si nous voulons réussir à mettre en place un accord international sur le changement climatique, alors le voyage de Kyoto à Copenhague doit permettre de passer du statut de coalition de la volonté à celui de responsabilité de tous.

Comment allons-nous y parvenir? L'Europe doit agir ensemble et collectivement. Nous devons faire preuve d'initiative politique et tenir nos promesses. L'Europe joue un rôle crucial en vue de convaincre les autres de participer à un accord international. Partout dans le monde, nous devons fixer un prix pour les émissions.

Nous devons commencer à utiliser les taxes nationales sur le carbone et l'échange de quotas d'émission. Les alternatives écologiques vont alors apparaître. Si l'on fixe le prix de l'utilisation des combustibles fossiles sans tenir compte de l'impact sur le climat, le réchauffement climatique se poursuivra. Les alternatives n'apparaîtront pas. Les mesures visant à accroître l'efficacité énergétique ne deviendront pas économiquement intéressantes.

Cela ne suffit cependant pas. Nous devons avoir une réponse plus large à la question de savoir «comment?». Il ne suffit pas de limiter les émissions dans un groupe de pays qui ont volontairement accepté ces réductions, mais qui, ensemble, représentent seulement 30 % des émissions. Il ne suffit pas non plus d'avoir des solutions uniquement basées sur des restrictions dans les pays les plus développés. Même si ce que l'on appelle les pays de l'annexe I réduisaient leurs émissions à un niveau nul, les émissions en augmentation rapide des pays en développement nous mèneraient au-delà de l'objectif de 2 °C.

C'est pourquoi nous devons discuter du financement d'investissements dans les pays en développement. Nous devons assurer un transfert rapide de technologie et nous devons veiller à ce que les pays en développement s'engagent eux aussi à contrôler le développement vers lequel ils se dirigent actuellement. En outre, il nous faudra aussi des engagements clairs à moyen terme pour les pays extérieurs à l'Europe. La responsabilité d'une minorité doit à présent devenir la responsabilité de tous.

Je sais que le Parlement européen acceptera sa responsabilité. La Présidence suédoise vous considère comme ses alliés. Nous voulons à présent écrire l'histoire racontant comment la menace climatique a été évitée, et nous voulons l'écrire avec vous.

Monsieur le Président, honorables députés, la crise économique et financière s'est propagée comme un feu de forêt à travers le monde en l'espace de quelques semaines. Certaines personnes avaient tiré la sonnette d'alarme, mais, pour la plupart des gens, ce fut une surprise – en particulier son ampleur et sa profondeur. Dans un monde global, les problèmes se propagent aussi très vite. La force de la récession est telle que personne n'a de remède miracle pour en sortir rapidement. Une action coordonnée de la part de l'UE est le meilleur outil que nous ayons pour relever les défis de la crise. En outre, beaucoup de choses peuvent encore mal tourner. Dans ces circonstances, l'UE est parvenue à faire preuve d'initiative politique à travers ces périodes de crise. Nous nous sommes mis d'accord sur des garanties et des règles de la route en vue d'aider les banques. Nous nous sommes mis d'accord sur un plan de relance commun afin de stimuler l'économie.

Le président Sarkozy et la Présidence française ont joué un rôle important dans ce travail, mais je voudrais également dire que le Parlement européen a été une force motrice. Nous devons à présent consacrer l'automne à discuter de mesures continues afin de sortir de la crise. La situation économique reste difficile, et les finances publiques sont à présent mises à rude épreuve dans tous les États membres.

Selon les prévisions de la Commission, l'année prochaine, le déficit au sein de l'UE dépassera 80 % du PIB. Nous ne pouvons pas fermer les yeux et ignorer le problème. Au milieu de tout cela, nous ne devons pas oublier non plus que, derrière ces chiffres, il y a des gens qui sont inquiets pour leur emploi et qui se demandent comment ils vont réussir à payer leur maison et à maintenir leur niveau de vie. Il est de notre devoir de leur répondre.

Quand des millions d'Européens perdent leur emploi et sont exclus, tout notre système d'aide sociale est menacé, et ce à un moment où ce système subit déjà une forte pression. Nous vivons plus longtemps, tout en travaillant moins et en ayant moins d'enfants. Si cette tendance se poursuit, dans 50 ans, il y aura deux fois plus de personnes âgées que d'enfants en Europe. Que pouvons-nous faire?

Nous devons rétablir la confiance dans les marchés financiers. Nous devons rapidement mettre en place une supervision efficace afin d'empêcher que des crises similaires se reproduisent. La Présidence suédoise essaiera de trouver un accord à ce sujet au Conseil d'ici la fin de l'année. Nous espérons votre aide afin d'y parvenir rapidement et de manière concluante. Nos concitoyens n'accepteront pas que les recettes fiscales soient à nouveau utilisées pour sauver des institutions financières qui ont agi de manière irresponsable.

Nous devons rapidement nous sortir des déficits publics croissants grâce à une stratégie de sortie coordonnée et à un retour progressif aux règles du pacte de stabilité. Autrement, les déséquilibres à court terme seront suivis de déficits chroniques. Des réductions majeures nous attendent, et sont déjà une réalité dans certaines parties de l'UE; et nous en avons déjà fait l'expérience en Suède. Le chômage de masse, l'agitation sociale et la pression fiscale croissante nous attendent.

Nous devons veiller à ce que la politique européenne ait une dimension sociale, basée sur des finances publiques saines et sur un marché de l'emploi prêt à accueillir davantage de gens. C'est, de loin, le meilleur

moyen de protéger notre système d'aide sociale. Je sais que c'est un point important, tout particulièrement ici au Parlement européen.

Il est intolérable que trois Européens en âge de travailler sur dix soient exclus du marché de l'emploi. Notre objectif doit être une politique active en matière d'emploi qui, avec des systèmes de sécurité sociale fonctionnels, soit en mesure de gérer efficacement le changement. Nous devons renforcer l'employabilité des individus et leur capacité à s'affirmer sur le marché de l'emploi. Nous devons, en outre, activer et réactiver les personnes sans emploi. Avec davantage de personnes au travail, il y aura plus d'aide disponible pour celles qui ne le sont pas. Nous devons aussi nous concentrer sur les réformes, la modernisation et l'adaptation à une nouvelle réalité. Le monde à l'extérieur de l'UE n'est pas à l'arrêt. Il avance à un rythme extraordinaire. C'est une chose que nous devrions reconnaître et accepter.

Une révision de la stratégie de Lisbonne de l'UE pourrait contribuer à l'agenda de réformes nécessaire. Nous lancerons cette discussion à l'automne.

Dans le sillage de la crise économique, nous pouvons voir des idées de protectionnisme accru. L'OMC confirme que le nombre de mesures de restriction des échanges commerciaux a augmenté de manière considérable au cours des trois derniers mois. Par conséquent, je salue l'accord de L'Aquila sur la reprise du cycle de Doha – afin de faire en sorte que tous les pays du monde reprennent le chemin des accords de libre échange qui, nous le savons, nous seront profitables à tous à long terme. L'objectif doit être une UE qui sorte de la crise plus forte.

Monsieur le Président, honorables députés, lorsque je voyage en Suède et que je parle de coopération européenne, on me pose peu de questions au sujet des institutions européennes. Les questions ont plutôt tendance à concerner les concombres courbés, le tabac à priser et d'autres sujets de la vie quotidienne.

Néanmoins, le cadre institutionnel est important, car il définit ce que nous pouvons faire et dans quels domaines. C'est pourquoi la ratification du traité de Lisbonne est si essentielle. Il rendra l'UE plus démocratique, plus transparente, plus efficace et plus influente dans l'arène internationale. Le plus important de tout, cependant, c'est que le fait d'avoir le traité de Lisbonne en place permettra de clore le chapitre de la phase d'une coopération européenne repliée sur elle-même. Il est à présent temps pour l'UE de regarder vers l'extérieur et vers l'avant. La Présidence suédoise est prête à entreprendre tout le travail préparatoire en vue de garantir une transition en douceur vers un nouveau traité, mais il faut naturellement que ce traité ait été ratifié par tous les États membres. Espérons que cela deviendra une réalité dans les prochains mois.

La criminalité internationale devient de plus en plus forte. Les réseaux criminels ne voient plus leurs activités limitées par des frontières nationales. Nous pouvons constater à quel point le commerce de drogues et le trafic d'êtres humains prennent de l'ampleur. C'est une menace pour nos valeurs démocratiques et une menace pour nos concitoyens. Dans le même temps, la liberté de circuler librement à travers les frontières est fondamentale pour notre communauté – étudier, travailler et vivre dans un autre pays de l'UE. Une nouvelle époque appelle de nouvelles réponses. Par conséquent, cet automne, nous élaborerons un nouveau programme dans ce domaine, que nous appellerons le programme de Stockholm. Le programme de Stockholm aiguîsiera les instruments qui créent la sécurité dans l'UE et qui permettent de lutter contre le crime organisé et le terrorisme.

Dans le même temps, nous établirons un meilleur équilibre entre ces instruments et les mesures qui garantissent la certitude juridique et qui protègent les droits des individus. Cela permettra aussi de garantir que ceux qui demandent l'asile dans l'UE se trouvent face à un système commun, juridiquement sûr – avec davantage de cohérence dans la façon dont ils sont reçus et dans la façon dont leur demande d'asile est examinée, et davantage de cohérence dans la politique de rapatriement.

Le rêve d'un avenir en Europe est un rêve fort pour beaucoup de gens. Dans le même temps, la population européenne vieillit de plus en plus. Un système flexible d'immigration de la main-d'œuvre pourrait rapprocher ces deux réalités.

Monsieur le Président, honorables députés, il y a tout juste 50 ans, six pays jetaient les fondations de la coopération européenne. Nous sommes maintenant 27. Nous avons grandi en force et en influence, et nous avons grandi en prospérité et en diversité. L'Europe s'est enrichie. En conséquence, nous sommes aussi mieux équipés tant en vue d'exploiter les possibilités offertes par la mondialisation que pour relever ses défis. Ensemble, nous sommes forts.

Nous parlons de «négociations» d'adhésion. En définitive, cependant, l'adhésion signifie partager des valeurs communes et suivre des règles communes. Ceux qui sont toujours à l'extérieur – de Reykjavik à Ankara en

passant par les Balkans occidentaux – méditent actuellement là-dessus. Les deux dirigeants de Chypre se trouvent face à une occasion historique de se mettre d'accord sur une solution permettant de réunifier l'île qui est divisée depuis bien trop longtemps.

Pour ceux qui sont à l'intérieur, il est tentant de laisser le processus d'adhésion devenir une occasion de résoudre des différends interminables. Dans de tels cas, nous devons trouver des solutions avantageuses pour les deux camps et aller de l'avant. Autrement, nous compromettons notre avancée vers notre objectif d'intégration européenne continue. La Présidence suédoise s'attellera à faire progresser le processus d'élargissement conformément aux engagements pris par l'UE, et strictement sur la base des critères applicables. Nous agissons en tant que «médiateurs».

Monsieur le Président, honorables députés, avec la force et l'influence vient une responsabilité internationale que nous nous efforçons encore d'assumer. Elle est accompagnée d'un devoir d'utiliser cette responsabilité dans le meilleur intérêt de chacun. L'UE doit œuvrer pour la paix, la liberté, la démocratie et les droits de l'homme. Nous avons la responsabilité d'aider les pays les plus pauvres et les plus vulnérables du monde, la responsabilité de nous montrer à la hauteur des objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU. Nous avons aussi la responsabilité de soutenir le travail de l'ONU dans d'autres domaines, de collaborer avec nos partenaires stratégiques, de nous impliquer dans les points chauds en crise dans le monde – qu'il s'agisse du processus de paix au Moyen-Orient, en Iran, en Afghanistan, au Pakistan, en Corée du Nord ou des grands défis sur le continent africain.

Cependant, nous avons aussi la responsabilité d'initiatives régionales, telles que l'Union pour la Méditerranée et le partenariat oriental, qui créent la stabilité et la coopération entre des pays voisins qui se trouvent dans des situations différentes.

Je suis particulièrement reconnaissant envers le Parlement européen pour son rôle moteur dans la coopération pour la mer Baltique. Le Parlement a présenté un projet de stratégie pour la région en 2005. Nous espérons à présent que cette initiative pourra être couronnée par l'adoption d'une stratégie pour la mer Baltique lors du Conseil européen d'octobre.

Les conflits dans les Balkans dans les années 1990 sont devenus le point de départ de l'implication de l'UE en tant que gestionnaire de crises – une implication qui croît maintenant sans arrêt. Aujourd'hui, l'UE participe à une dizaine d'initiatives de crise dans le monde.

En ce moment, les problèmes du monde viennent frapper à la porte de l'UE. Partout dans le monde – et en particulier dans les régions qui sont les plus proches de nous – l'espoir de développement de beaucoup de gens est lié à notre coopération. Répondons, ensemble, à leurs attentes.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, honorables députés, grâce à la coopération européenne, notre continent vit aujourd'hui dans la paix et la prospérité, dans la liberté et la stabilité. Nous avons des frontières ouvertes et un modèle social qui combine une économie de marché à une considération mutuelle. C'est notre Europe commune. Nos concitoyens veulent cependant aussi savoir que l'Europe est portée par des idées pour l'avenir et que notre coopération a non seulement une raison d'être historique, mais est aussi tournée vers l'avenir. C'est pourquoi, en tant que leurs représentants élus, nous avons la responsabilité de dire ce que nous voulons faire avec l'Europe. Laissez-moi vous dire comment je vois l'Europe du futur.

Je veux voir une Europe qui agisse avec détermination pour la démocratie, la paix, la liberté et les droits de l'homme dans l'arène internationale et qui ose agir sur la scène politique étrangère. Car il y en a parmi nous qui ont fait l'expérience d'une vie sans démocratie ni liberté et qui nous donnent la crédibilité pour agir.

Je veux voir une Europe qui montre l'exemple dans la lutte contre les menaces climatiques, qui résiste à la tentation de rivaliser sur la base d'une industrie qui ne paie pas pour les émissions qui détruisent notre climat, et qui prenne des mesures d'incitation qui rendent les technologies vertes intéressantes, de sorte que nos enfants et les enfants de nos enfants puissent faire l'expérience de la nature telle que nous la connaissons.

Je veux voir une Europe qui prenne ses responsabilités en matière d'économie. «Prêter pour dépenser» ne peut pas être la seule devise. Je ne suis pas non plus d'accord que «les bénéfices soient privés et les pertes nationales». Rebâtissons nos finances publiques, réglementons des marchés financiers solides, et mettons en œuvre les réformes économiques dont nous avons besoin pour la croissance et pour l'industrie, qui continuera à être compétitive à l'avenir.

Je veux voir une Europe qui développe encore son modèle social, une Europe qui combine un système d'aide sociale fonctionnel à la croissance – à la cohésion sociale, une Europe qui, à travers le travail, l'entreprise et des finances publiques saines, crée la possibilité de maintenir et de développer nos modèles sociaux, dans le meilleur intérêt de tous nos concitoyens.

Je veux voir une Europe qui ne se laisse pas leurrer par les croisades à court terme du protectionnisme, une Europe qui protège le marché intérieur qui a constitué la base de notre coopération européenne et qui permet aux biens et aux services de circuler librement à travers nos frontières, dans notre intérêt et dans celui du reste du monde.

Je veux voir une Europe qui reçoive une leçon d'humilité des inégalités, qui soit ouverte aux arguments des autres et qui ait une forte volonté de trouver des compromis, tout cela afin de servir l'intérêt commun. Une telle Europe sera forte, quelle que soit l'époque.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, honorables députés, c'est un honneur pour moi d'être ici avec vous et de représenter la démocratie européenne. Beaucoup de gens m'ont dit que ce serait la Présidence la plus difficile depuis de nombreuses années. Il y a de nombreux défis, et nous devons nous attendre à tout. Beaucoup se demandent si un pays de la taille de la Suède peut assumer cette responsabilité. Pas seule – mais, ensemble, nous pouvons faire face à ces défis. Faisons-le avec clairvoyance et enthousiasme, avec initiative et courage. L'Europe en a besoin. La population européenne en a besoin. Le projet européen vise à réaliser le rêve de résoudre, ensemble, les problèmes des gens. Ce rêve rend l'Europe forte. Cette année, 2009, est une année décisive pour la coopération européenne. Nous avons la chance de faire le pas suivant. La Présidence suédoise est prête à relever le défi. Relevons-le ensemble!

(Vifs applaudissements)

José Manuel Barroso, *président de la Commission*. – (EN) Monsieur le Président, nous traversons des temps peu ordinaires et cette Présidence ne sera pas non plus ordinaire. Outre le travail législatif habituel, la Présidence suédoise aura d'autres types de défis hautement politiques à affronter, et rien de mieux pour relever ces défis que le Premier ministre Reinfeldt et l'équipe de la Présidence suédoise.

Aujourd'hui, je voudrais mettre en évidence les plus gros défis politiques auxquels l'Union européenne sera confrontée au cours des six prochains mois: faire face à la crise économique et négocier un ambitieux accord international sur le changement climatique à Copenhague.

La pire crise économique et financière de mémoire d'homme continue à avoir des effets dévastateurs au sein de nos communautés et de nos familles, le chômage, en particulier, continuant d'augmenter. Remettre l'économie sur les rails reste la priorité absolue. L'action collective de l'Union européenne a mené à un effort fiscal sans précédent qui produit des résultats concrets.

Nous avons également fait preuve de solidarité entre États membres, par exemple en doublant le plafond du soutien à la balance des paiements pour les États membres qui n'appartiennent pas à la zone euro, pour atteindre 50 milliards d'euros. Nous devons à présent mettre totalement en œuvre le paquet de relance dans tous ses aspects et s'assurer qu'il se traduise par la création d'emplois et la promotion de l'activité économique sur le terrain.

Je crois qu'il est essentiel de donner un degré de priorité élevé aux mesures qui visent à limiter le chômage et à remettre les gens au travail. Nous pouvons ici nous baser sur les résultats du sommet sur l'emploi qui s'est tenu en mai, dans le cadre d'une initiative de la Commission, avec les Présidences tchèque, suédoise et espagnole. Nous devons mettre en pratique notre engagement commun envers les jeunes et l'emploi.

Bien sûr, la responsabilité des politiques en matière d'emploi incombe aux États membres, mais nous pouvons et devrions utiliser les instruments européens existants afin d'aider les États membres à maintenir les gens au travail et à les former aux métiers de l'avenir. C'est pourquoi la Commission européenne est sur le point de présenter une proposition en vue de simplifier les procédures des Fonds structurels et de lever la nécessité d'un cofinancement national du Fonds social européen pour 2009 et 2010. Nous allons également réaffecter des ressources afin de financer une nouvelle facilité de microcrédit pour l'emploi et l'inclusion sociale. J'espère que ce Parlement soutiendra ces propositions.

Les propositions de la Commission basées sur le rapport de Larosière que j'ai demandé en octobre dernier formeront la base du contrôle et de la réglementation renforcés du marché financier. Avec les propositions

qui ont déjà été faites – dont beaucoup ont déjà été approuvées par ce Parlement et par le Conseil, et certaines se trouvent encore au stade de la procédure décisionnelle – nous prenons en fait la direction des opérations au niveau mondial dans la réforme du système financier international. Nous continuerons à le faire, j'en suis sûr, lors du G20 à Pittsburgh en septembre.

Faire progresser tous ces dossiers au cours des six prochains mois est essentiel afin de bâtir une nouvelle économie, car – ne commettons pas d'erreur – l'économie d'après la crise ne peut pas être et ne sera pas la même que l'économie avant la crise.

Nous devons reconstruire notre modèle économique et remettre les valeurs au cœur de notre économie de marché sociale, là où elles doivent être. Nous devons bâtir une économie et une société basées sur l'opportunité, la responsabilité et la solidarité, une économie qui devra réinventer de nouvelles sources de croissance, parce que nous ne pouvons pas compter indéfiniment sur le stimulus monétaire et fiscal; une Europe de marchés ouverts et performants; une Europe de croissance intelligente et verte; une Europe avec un contrôle et une réglementation plus efficaces des marchés financiers; une Europe qui approfondisse son marché unique et utilise son potentiel au maximum; une Europe qui résiste aux tendances à la fragmentation ou au protectionnisme.

En ce qui concerne le changement climatique, l'Europe est déjà la première région du monde à mettre en œuvre des objectifs en matière de climat et d'énergie ambitieux et juridiquement contraignants. Je suis fier de la manière dont la Commission a travaillé avec le Parlement précédent et avec le Conseil afin de mettre cette législation en place, et je veux collaborer étroitement avec vous et avec la Présidence à l'approche de Copenhague.

Notre rôle de meneur a été très apprécié lors des réunions du G8 de la semaine dernière à L'Aquila, et lors du Forum des économies majeures. Vous avez sans doute entendu parler des avancées réalisées lors de ces réunions. Pour la première fois, tous les participants se sont engagés à limiter l'augmentation de température à 2°C afin de respecter la science du climat. C'est assurément un pas en avant encourageant, mais nous ne devrions pas nous faire d'illusions: l'ambition et l'engagement des autres ne sont pas encore comparables aux nôtres. L'Europe est bien loin devant le reste du monde et, franchement, à 145 jours de Copenhague, cela m'inquiète.

Dans les semaines à venir, nous allons intensifier notre travail avec les partenaires internationaux afin d'obtenir des engagements clairs à Copenhague. Nous devons aussi avancer sur la question des moyens nécessaires pour aider les pays en développement et pour stimuler le transfert de technologie. En septembre, la Commission présentera ses propositions de financement, de sorte que nous puissions élaborer un consensus européen et négocier avec les autres.

L'agenda du changement climatique est, bien sûr, étroitement lié à une autre priorité: la sécurité énergétique. Aujourd'hui, la Commission va adopter des propositions en vue de renforcer nos règles qui régissent la sécurité de l'approvisionnement en gaz et renforcent la solidarité entre les États membres, que, j'en suis sûr, la Présidence suédoise fera avancer avec votre soutien.

Ce sont les principales priorités – et à juste titre. Mais il y a plein d'autres travaux importants à entreprendre aux cours des six prochains mois. Permettez-moi juste d'attirer votre attention sur le programme de Stockholm, pour lequel la Commission a récemment présenté un projet ambitieux, mettant le citoyen au cœur de notre politique en matière de justice, de liberté et de sécurité, équilibrant la sécurité avec la protection des libertés civiles et des droits fondamentaux.

Depuis près de 10 ans, l'Union européenne est engagée dans des débats institutionnels internes. Il est absolument nécessaire d'apporter des changements à notre Traité directeur afin d'équiper l'Union européenne élargie pour qu'elle fonctionne démocratiquement et efficacement. J'espère que nous assisterons à la ratification du traité de Lisbonne au cours des prochains mois, de sorte que nous puissions mettre ses dispositions en œuvre et que nous puissions avancer dans l'agenda politique que je viens juste de décrire.

Il est important de débattre de la procédure, mais je crois qu'il est encore plus important de débattre du fond. La Présidence suédoise, ainsi que la prochaine Présidence espagnole, devront superviser – si tout va bien – une transition complexe vers le nouveau Traité où la Commission et le Parlement devront jouer pleinement leur rôle.

L'Union européenne s'est constamment réinventée, de sa vocation initiale de guérir un continent déchiré par la guerre à la construction du marché intérieur et, ensuite, à la réunification de l'Europe. Au cours de ces 50 dernières années, l'Europe a sans cesse dépassé les attentes, réfutant les doutes. Je suis sûr que nous allons

également relever le nouveau défi qui nous attend: jeter les fondations de l'économie intelligente, verte du futur. Nous réussissons si nous suivons la leçon clé d'un demi-siècle d'intégration européenne: l'Union européenne avance quand tous ses éléments coopèrent dans un esprit d'ouverture, de confiance et de partenariat. Le programme de la Présidence suédoise le reconnaît; la Commission européenne se tient prête à jouer son rôle, tout comme, j'en suis sûr, ce Parlement.

(Applaudissements)

Joseph Daul, au nom du groupe PPE. – Monsieur le Président du Parlement, il n'est pas de coutume que je m'adresse à vous, mais pour la première fois aujourd'hui, je vais vous consacrer une minute.

D'abord, mon cher Jerzy, je salue en vous le résistant et l'un des fondateurs de Solidarnosc, l'homme de Silésie qui n'a jamais renié ses racines, son histoire et ses valeurs. Le groupe PPE est fier aussi d'avoir convaincu la vaste majorité des députés, dont M. Schulz, toutes tendances confondues, de faire de vous le porte-parole de 500 millions de citoyens. Oui, Monsieur le Président, votre élection est le symbole de cette Europe ouverte, de cette Europe tolérante, de cette Europe politique que défendent le PPE et la plupart de nos collègues ici présents.

Monsieur le Président du Conseil, Monsieur le Président de la Commission, ce que nous attendons de vous, c'est que la Présidence suédoise, dans les six mois à venir, soit placée sous le signe de l'action. En d'autres termes, face au double jeu économique et climatique, nous affirmons qu'il faut aller plus vite, qu'il faut aller plus loin pour sortir de la crise, en faisant fonctionner à plein notre modèle d'économie sociale de marché. J'en suis convaincu, c'est la vitalité de l'économie et elle seule qui nous permet de mener la véritable politique sociale dont nous avons besoin.

Si nous voulons la reprise et si nous voulons qu'elle vienne de l'Europe et non pas de l'Asie, comme on le prévoit, il faut absolument accélérer le mouvement aujourd'hui. À la fin de la crise, les gagnants seront ceux qui auront fait le pari de l'innovation, de la formation, bref, de l'action.

À ce titre, le PPE propose notamment de renforcer le soutien aux petites et moyennes entreprises, qui sont un levier essentiel pour maintenir et créer des emplois. Et la crise économique – je le rappelle avec force – exige non pas une réponse nationale mais une réponse européenne. D'ailleurs, nos concitoyens en sont convaincus, il suffit de regarder les sondages dans les différents pays: plus de 66 % des Allemands et plus de 70 % des Européens sont convaincus.

Aller plus vite et plus loin, Monsieur Reinfeldt, Monsieur Barroso, c'est aussi ce que le PPE attend de vous dans la lutte contre le réchauffement climatique. C'est à l'Europe qu'il appartient, sous votre conduite, d'entraîner le monde dans cette action dont chacun reconnaît ici le caractère urgent et prioritaire. Et quelle belle occasion d'agir et d'accélérer le mouvement que la conférence sur le climat qui se tiendra en décembre à Copenhague, c'est-à-dire sur notre propre territoire!

Sur le climat, l'Europe a incontestablement prouvé que quand elle veut, elle peut. Il s'agit à présent de transformer l'essai, d'entraîner avec nous les autres puissances mondiales. Je pense aux États-Unis, bien sûr, qui doivent passer des paroles aux actes, mais je pense aussi aux pays émergents, que ce soit la Chine, l'Inde ou le Brésil, qui ne peuvent ignorer plus longtemps que leur lourde responsabilité dans le réchauffement de la planète est effective. Nous jugerons donc la Présidence suédoise sur ses réponses face à la crise et à la lumière de ses résultats sur l'environnement.

Je conclurai en affirmant que pour agir de façon forte sur ces deux fronts, l'Europe doit être dotée des institutions adéquates. L'année qui s'est écoulée nous a montré qu'avec le même traité, avec la même règle surannée de l'unanimité, on pouvait faire avancer l'Europe mais qu'on pouvait aussi l'installer dans l'immobilisme. C'est une question de volonté politique, Messieurs les Présidents. Accélérer le mouvement, voilà ce que demande le groupe PPE dans les six mois et nous faisons confiance à la Présidence suédoise. Accélérer le mouvement, voilà ce que les Européens ont demandé en élisant ce Parlement et voilà ce que nous devons leur donner si nous voulons que, dans cinq ans, ils se déplacent plus nombreux aux urnes.

(Applaudissements)

Martin Schulz, au nom du groupe S&D. – (DE) Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre Reinfeldt, Mesdames et Messieurs, la Présidence suédoise arrive à un moment de nouveaux départs pour les institutions. Il n'y a pas que ce Parlement qui prend un nouveau départ; l'Europe est dans une période de transition entre le traité de Nice et le traité de Lisbonne, et – comme nous le savons tous – c'est une période d'incertitude au

cours de laquelle nous avons néanmoins besoin de clarté autour du marché économique, financier et de l'emploi et des décisions en matière de politique climatique dans l'Union européenne et ses États membres.

Vous en avez parlé et je suis, pour l'essentiel, d'accord avec ce que vous avez dit. Le changement climatique est, bien sûr, le problème le plus important et vous lui avez accordé le bon niveau de priorité. Bien sûr, la crise de l'emploi nécessite aussi une solution immédiate et appropriée. Nous vous demandons donc, au cours de votre Présidence, d'encourager vivement les États membres à prendre les plans d'investissement et les plans de relance économique plus au sérieux qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent.

Ce dont nous avons besoin avant tout, c'est de protéger l'emploi – maintenant, pas l'année prochaine, car la menace pour l'emploi est présente ici et maintenant. La sécurité de l'emploi est vitale pour la stabilité interne de la société. Nous attendons donc que vous donniez la priorité absolue à l'emploi et à la sécurité de l'emploi de quelque manière que ce soit, par exemple en combinant la protection environnementale et la politique industrielle, une solution très intelligente.

Sur la question de la sécurité de l'emploi, je voudrais vous dire ceci, Monsieur Reinfeldt: ce qui compromet sérieusement l'emploi en Europe et qui constitue une menace encore plus grande pour la cohésion sociale, c'est la jurisprudence de la Cour de justice européenne. Comme vous venez de le dire, vous voyagez beaucoup en Suède et en Europe. Nous aussi, et ce que nos concitoyens nous disent, c'est qu'ils ne veulent pas d'une Europe où les entreprises passent de pays en pays en réduisant les niveaux des salaires. Nous avons donc besoin d'initiatives de la part de l'Union européenne.

(Applaudissements)

Nous avons besoin de ces initiatives à cause de l'arrêt de la Cour de Justice dans les affaires Laval, Viking, Rüffert et Luxembourg. Il s'agit de mesures auxquelles vous – et vous en particulier, parce que la Suède est touchée par cette politique mal inspirée, par cette jurisprudence mal inspirée – devez vous attaquer au cours de votre Présidence.

Vous devez aussi vous pencher sur une autre question institutionnelle, en l'occurrence celle du mode de désignation de la prochaine Commission. À cet égard, je dois dire que j'ai, dans une certaine mesure, l'impression générale que non seulement vous, mais aussi tous vos collègues au Conseil, avez été affectés par les nouveaux départs institutionnels et par l'incertitude quant au Traité que nous devrions utiliser dans les faits comme base pour nos actions, et que personne ne sait réellement où nous en sommes. C'est un peu comme la Fifi Brindacier d'Astrid Lindgren dans sa Villa Drölederepos – Je vais rendre ce monde tel que je voudrais qu'il soit. Fabuleux!

Si nous désignons le président de la Commission sur la base du traité de Nice, nous aurons 20 commissaires. Dans ce cas, je voudrais savoir quel pays n'aura pas de commissaire. À cela, le Conseil va naturellement répliquer que «non, nous ne voulons certainement pas déclencher un bain de sang derrière des portes closes. Alors, nous avons une merveilleuse solution – nous allons nommer le commissaire initialement sur la base du traité de Nice. Cela prendra quelques mois pour composer la Commission et, d'ici là, les Irlandais auront voté et nous aurons le traité de Lisbonne. Nous pourrions alors voter sur tout le reste sur la base du traité de Lisbonne. Fantastique!»

Nous sommes une communauté fondée sur le droit – ou c'est du moins ce que je pensais jusque maintenant – dans laquelle la base est la loi en vigueur. La loi en vigueur est le traité de Nice. Il se fait qu'il y a quelqu'un qui, en tant que gardien des Traités, doit tout d'abord préciser quelle base juridique doit être utilisée. Il s'agit du président de la Commission, mais je n'ai pas entendu quoi que ce soit de sa part à ce sujet.

Je voudrais donc dire très clairement ce que nous attendons. Ma proposition, Monsieur le Premier ministre, était que vous ne preniez pas la décision d'officialisation directement, mais que vous envoyiez d'abord votre candidat au Parlement afin qu'il puisse nous dire ce qu'il veut faire en vue de rétablir l'économie, de protéger l'emploi, de lutter contre le changement climatique, d'introduire un pacte pour l'emploi, une initiative pour une directive sur les services publics et une initiative en vue d'améliorer la directive sur le détachement des travailleurs et d'établir une garantie entre la Commission et le Parlement concernant une évaluation des conséquences sociales des initiatives de la Commission. Nous aurions déjà pu discuter de tout avec le candidat il y a plusieurs semaines afin de voir s'il disposerait d'une majorité de voix au sein de cette Assemblée sur la base de ses propositions. Ensuite, vous auriez pu prendre une décision au sujet de l'officialisation.

Mais vous avez suivi une voie différente. Vous avez dit «non, nous allons d'abord prendre la décision d'officialisation et ensuite nous enverrons le candidat». Je crains que cela ait été une erreur de plus et je crains

également que ce candidat, à moins qu'il ne fasse un effort considérable, ne recueille pas une majorité des voix au sein de cette Assemblée.

(Applaudissements)

Je voudrais être très clair sur ce point afin que ce qui va probablement être la question la plus litigieuse au cours de votre Présidence soit d'emblée parfaitement claire entre nous. Nous attendons de la clarté institutionnelle, nous attendons de l'engagement sociopolitique, et je crois que nous serons à vos côtés pour ce qui est de la politique climatique.

Monsieur le Président, j'ai respecté exactement mon temps de parole juste pour vous. Vous verrez que dans quelques secondes, mes six minutes seront écoulées. Vous n'aurez pas besoin de me réprimander – je savais que c'était ce que vous aviez l'intention de faire et je ne voulais pas vous faire ce plaisir.

(Applaudissements)

Guy Verhofstadt, *au nom du groupe ALDE*. – Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à dire à M. Reinfeldt que notre groupe des libéraux et démocrates soutiendra pleinement les priorités de la Présidence suédoise, c'est-à-dire la ratification du traité de Lisbonne, dont on attend naturellement la mise en œuvre rapide et intégrale, la préparation du sommet climatique à Copenhague, dont on a déjà parlé, priorité que nous soutenons pleinement, et enfin, l'Agenda de Stockholm.

Par ailleurs, et c'est le sujet de mon intervention, Monsieur Reinfeldt, je tiens à évoquer un thème dont on parle ici à chaque intervention – la lutte contre la crise économique et financière – pour vous dire que vous prenez la tête du Conseil européen à un moment bien précis. Il est bon que ce soit la Suède qui préside le Conseil parce que vous disposez d'une expérience spécifique en la matière. La Suède a connu, dans les années 90, une crise économique identique à celle que nous connaissons maintenant au niveau européen et au niveau mondial. Vous avez connu une crise du secteur immobilier. Vous avez également connu dans les années 90 une crise financière et vous avez résolu tous ces problèmes en vous attaquant directement aux problèmes du secteur financier.

Mon message à votre intention, c'est d'agir exactement de la même manière aujourd'hui au niveau européen parce que c'est ce qui nous manque. Nous sommes en train d'essayer de combattre la crise économique et la crise financière par vingt-sept approches différentes dans les différents pays, ce qui ne va jamais marcher.

Nous attendons de vous, Monsieur le Président, que vous utilisiez votre expérience en Suède, car ce fut une réussite, contrairement au Japon, qui est entré dans une stagnation économique pendant une longue période. La Suède est sortie de la crise parce que vous vous êtes immédiatement attaqués aux problèmes du secteur financier, ce que l'on ne fait pas pour l'instant en Europe. On pense que les Britanniques peuvent nationaliser les banques alors que d'autres peuvent recapitaliser les banques, en France notamment. En Allemagne, on est en train de créer des *bad banks*; au Benelux, on fait un peu tout ça à la fois. Le résultat, c'est qu'il n'y a pas d'approche unique. Les Américains sont en train d'assainir leurs banques et d'éliminer les produits toxiques alors que nous continuons à avoir des problèmes.

Ma demande à votre égard, donc, c'est de tirer parti de votre expérience pour présenter un plan unique de sauvetage du secteur financier en Europe, qui constituera la base du redressement économique. Sans cela, il n'y aura jamais de redressement économique, les banques ne recommenceront pas à donner des crédits, etc. Telle doit être votre priorité absolue.

(EN) Le second point est que nous espérons que vous, ainsi que la Commission, pourrez aussi présenter un nouveau plan de relance, car 27 plans de relance différents ne produiront pas les résultats nécessaires au cours des années à venir. Il est absolument essentiel que le Conseil et la Commission prennent, ensemble, la direction des opérations à cet égard. Je sais qu'il y a à présent 27 plans de relance au niveau national, mais nous constatons une série de mesures protectionnistes à l'intérieur de ces plans nationaux. Il est de votre responsabilité, Monsieur Reinfeldt, de dire à vos collègues qu'un meilleur moyen de gérer cette situation est de concevoir, avec la Commission, un plan de relance unique et d'investir dans l'énergie renouvelable et dans la nouvelle économie.

Je pense que, avec votre expérience en Suède dans les années 1990, vous êtes la bonne personne au bon endroit pour faire ce que nous n'avons pas fait jusqu'à maintenant: concevoir une stratégie unique dans l'Union européenne afin de lutter contre cette crise économique et financière.

(Applaudissements)

Rebecca Harms, au nom du groupe des Verts/ALE. – (DE) Monsieur le Président, Monsieur Reinfeldt, Monsieur Barroso, mon collègue M. Schulz a dit tout ce qu'il y avait à dire au sujet des préoccupations institutionnelles que mon groupe a depuis longtemps concernant la future élection du président de la Commission. Nous sommes d'accord avec ce qu'il a dit. Nous voulons que l'ensemble de la Commission et tout le personnel de haut niveau de l'Union européenne soient élus conformément aux conditions du traité de Lisbonne et nous ne ferons aucune concession à cet égard. Cependant, Monsieur Barroso, je voudrais profiter de l'occasion pour expliquer les raisons politiques qui se cachent derrière les doutes de mon groupe et sa conviction que vous n'êtes, d'un point de vue politique, pas capable de faire ce que nous jugeons nécessaire dans la situation actuelle en Europe.

Prenez, par exemple, la nécessité fréquemment mentionnée d'une nouvelle réglementation des marchés financiers. Nous avons eu des sommets du G8, des sommets du G20, des sommets du G8 élargi, des sommets européens. Où cela nous a-t-il menés? Si nous regardons la situation aujourd'hui et que nous établissons une comparaison avec le jeu de Monopoly que nous connaissons tous, les banques ont été rétablies, elles sont passée par la case «départ» sans passer par la prison, elles ont touché des centaines de millions avec le consentement public et ont ensuite simplement recommencé le jeu. Je ne pense pas que les gens soient des prophètes de malheur quand ils disent que, en conséquence, le prochain krach est inévitable. Monsieur Barroso, qu'est-il arrivé à votre intervention énergique? Où sont vos véritables résultats? Nous n'en avons vu aucun signe.

(Applaudissements)

En ce qui concerne la politique climatique, vous savez que, tout au long de notre campagne européenne, nous avons, au sein du groupe des Verts/Alliance libre européenne, plaidé en faveur du *New deal* vert. Nous sommes absolument convaincus qu'il est tout à fait erroné de faire ce que vous avez fait de manière répétée au cours des cinq dernières années, Monsieur Barroso, c'est-à-dire jouer les stratégies économiques contre les stratégies environnementales et climatiques. Nous pensons que cela est très ancré dans le passé et que cela doit cesser. Nous devons réfléchir au développement économique de manière durable et nous devons faire concorder les objectifs de protection climatique et les objectifs environnementaux. Cela profitera à l'économie et créera des centaines de milliers, voire des millions d'emplois. M. Piebalgs a démontré une fois encore que c'était le cas dans le secteur de l'énergie dans son étude au cours des derniers mois. Selon notre expérience, Monsieur Barroso, vous n'êtes pas en position de formuler ce *New Deal* vert.

En résumé, je peux seulement dire que, en ce qui concerne la protection du climat, les Européens se sont fait remarquer sur la scène internationale ces derniers mois à cause de leur hésitation de fraîche date – jusqu'où voulons-nous réellement aller avec les objectifs de réduction? – et leur nouvelle avarice, et, malheureusement, cela s'applique aussi à la Suède. La création du Fonds international de protection du climat pour les pays plus pauvres a extrêmement mal tourné. Le fait que ce soit encore un secret que les Suédois veulent prendre de l'argent des pots consacrés au développement, par exemple, pour l'injecter dans ce pot de protection du climat – c'est un jeu à somme nulle et, du point de vue des pays plus pauvres, c'est totalement inacceptable. Nous devons rapidement mettre un terme à cette nouvelle avarice et à cette nouvelle hésitation au sein de l'Union européenne.

(Applaudissements)

Enfin, Monsieur Reinfeldt, je peux dire quelque chose de positif. Nous sommes prêts à nous disputer avec vous à propos de la nouvelle définition de la stratégie de Lisbonne et à travailler avec vous à cet égard. Vous avez dit que vous le feriez avant la fin de l'année. Nous vous y aiderons. Nous vous apporterons aussi notre soutien si vous souhaitez en faire davantage à l'égard de l'Europe orientale et de la Russie, mais l'attention sur une véritable politique climatique ne doit pas simplement être une question de gros titres de presse, cela doit également être corrigé dans les petits caractères du programme suédois

(Applaudissements)

Michał Tomasz Kamiński, au nom du groupe ECR. – (PL) Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous présenter mes sincères félicitations pour l'élection d'hier, l'élection d'un excellent président – le nouveau chef du Parlement. Je le fais, comme vous le savez très bien, Monsieur le Président, en tant qu'homme politique polonais, mais aussi en tant que personne. Vous savez que c'est grâce à vous que j'ai rencontré ma femme, et cela reste la plus grande réussite de ma vie. Félicitations, et je vous souhaite beaucoup de succès dans votre travail.

Le groupe des conservateurs et des réformateurs européens a écouté attentivement votre discours, Monsieur le Premier ministre, et je suis heureux de pouvoir dire que nous partageons votre avis sur de très nombreux points. Je juge votre annonce de mesures actives en vue de faire face à la crise particulièrement importante. La crise économique, qui est la pire crise que notre civilisation ait traversée depuis les années 1930, cause une anxiété injustifiée partout en Europe – dans les pays plus pauvres et dans les plus riches, dans les pays du nord et du sud. Je suis heureux que vous ayez annoncé une lutte active contre cette crise, et je suis heureux que vous évoquiez des priorités que nous partageons également – davantage de liberté pour le marché, moins de réglementation, davantage de liberté économique, une plus grande ouverture au libre échange. Ce sont les ingrédients de la croissance économique de notre continent, de notre Union européenne.

Monsieur le Premier ministre, nous partageons également votre conviction qu'il est important de lutter contre le changement climatique. Je sais que vous avez des idées audacieuses sur ce sujet, et je veux vous encourager à être audacieux dans ce domaine. La question du changement climatique montre très clairement que, aujourd'hui, nous ne vivons pas seulement dans une Europe unique, mais dans un monde unique, où les menaces sont partagées par tous et doivent être combattues efficacement.

Je suis très heureux que vous ayez qualifié la lutte contre la criminalité de problème sérieux de notre Union européenne. Je suis convaincu que, parce que la Suède est déjà une grande puissance dans le domaine des romans policiers, nous parviendrons à nos fins, sous votre direction, dans le domaine de la lutte contre la criminalité.

Il est extrêmement important, et je suis heureux que vous-même et votre ministre des affaires étrangères ayez récemment déclaré que vous vouliez vous occuper consciencieusement de nos voisins et adopter ce que j'espère être un point de vue compréhensif sur l'idée d'élargissement de l'UE. Nous ne devons pas oublier que de l'autre côté des frontières orientales de l'UE, il y a des pays qui ont le droit de faire partie de l'espace de démocratie et de prospérité dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui.

Je regrette de dire qu'il y a juste un point sur lequel mon groupe n'est pas d'accord avec vous. C'est la question de la ratification du traité de Lisbonne. Vous avez parlé de démocratie dans le contexte du traité de Lisbonne – et vous avez eu raison de le faire. Il faut se rappeler que c'est lors d'un référendum démocratique que la population irlandaise a rejeté le traité de Lisbonne. Puisque nous avons du respect pour la démocratie, nous devrions respecter le vote de la population irlandaise.

Monsieur le Premier ministre, j'espère que vos priorités, que le groupe ECR partage dans une large mesure, s'avéreront être une possibilité qui vous permettra de diriger efficacement l'Union européenne et de lutter efficacement contre la crise, qui est aujourd'hui notre plus gros problème.

(Applaudissements)

Lothar Bisky, au nom du groupe GUE/NGL. – (DE) Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre Reinholdt, Mesdames et Messieurs, la Présidence suédoise a présenté un ambitieux programme de travail, qui comprend une proposition en vue d'accroître la transparence. La transparence est nécessaire, en particulier dans le cadre de la lutte contre la crise que nous sommes en train de traverser.

Beaucoup de gens croient que la crise a été causée loin d'ici, aux États-Unis, et par quelques banquiers soi-disant cupides. Les chefs de gouvernement des États membres de l'UE semblent n'avoir rien à voir avec la crise. Ce sont des parties innocentes. Ceux qui se prélassent dans l'innocence ne font rien pour lutter contre la crise. Je crois qu'être transparents devrait aussi signifier parler des échecs de la politique qui a contribué à la crise et aussi, bien sûr, des banquiers. La transparence est en vogue dans le capitalisme casino.

Nous sommes impatients de voir ce qui va se passer avec la stratégie de la mer Baltique et je soutiendrai le président en exercice du Conseil s'il devait s'orienter vers un dialogue avec la Russie. Nous voudrions aussi que l'Union européenne soutienne les promesses du président Obama et du président Medvedev à l'égard du démantèlement des armes nucléaires. L'Union européenne devrait profiter de cette nouvelle opportunité de désarmement.

La Présidence suédoise veut harmoniser davantage le droit d'asile et rendre l'Union européenne plus attractive pour les travailleurs migrants. La politique d'asile doit être étroitement liée à la politique de développement. C'est une bonne chose, selon nous, mais aux frontières externes rigoureusement gardées de l'Union européenne, en particulier dans la Méditerranée, des milliers de personnes meurent chaque année en cherchant un refuge à la persécution, à la pauvreté, aux catastrophes naturelles et aux guerres. Malgré de coûteux systèmes de contrôle aux frontières, de surveillance et d'acquisition de données afin de prévenir l'immigration clandestine, le groupe de la gauche unitaire européenne/gauche verte nordique appelle au traitement humain

des réfugiés et des migrants et à une modification de la politique économique et commerciale afin de lutter efficacement contre les raisons qui poussent, au départ, les gens à devenir des réfugiés.

La Présidence suédoise se concentre sur des marchés de l'emploi plus ouverts à tous afin de parvenir au plein emploi, et elle veut dès lors lancer des réformes du marché de l'emploi et des mesures visant à favoriser l'égalité entre hommes et femmes. Nous sommes nous aussi favorables à une stratégie en vue de bonnes pratiques de travail qui soutiendront des augmentations de salaire et introduiront un salaire minimum légal dans tous les secteurs dans l'ensemble des 27 pays. Nous voulons voir l'UE se mettre d'accord sur des objectifs pour le salaire minimal à un niveau d'au moins 60 % du salaire moyen national, afin d'empêcher que les gens tombent dans la pauvreté malgré un emploi rémunérateur.

Je salue, en particulier, ce que vous avez dit au sujet de Chypre et je vous souhaite beaucoup de succès dans la mise en œuvre de vos ambitieux objectifs climatiques.

Francesco Enrico Speroni, *au nom du groupe EFD*. – (IT) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, j'ai apprécié que la Présidence suédoise mette l'accent sur des problèmes qui concernent nos concitoyens, nos électeurs, en l'occurrence l'environnement et le changement climatique, la crise financière, la protection de l'emploi et la lutte contre la criminalité, car, pour faire du bon travail, nous devons être en harmonie avec ceux qui ont voté pour nous. Nous ne sommes ni meilleurs ni pires que nos électeurs, mais je crois vraiment qu'il est important d'agir conformément à ce qu'ils nous demandent, et ces points me semblent aller dans la direction que j'ai indiquée.

Ensuite, nous devons, bien sûr, traduire les propositions en action concrète, et c'est ici que nous allons entrer en conflit, surtout au cours de la procédure de codécision, étant donné que nous, le Parlement, et vous, le Conseil, allons définir les règles qui régiront les vies, les affaires et les intérêts de nos électeurs, et je crois que c'est notre tâche fondamentale en tant que législateurs.

Nous devons surmonter la crise de confiance qui existe indubitablement. Le faible taux de participation aux élections de ce Parlement en est un symptôme et, pour la surmonter, nous devons agir en totale adéquation avec la volonté de nos électeurs. Nous devons peut-être aussi éviter de faire des comparaisons: votre pays borde la Norvège; je vis près de la Suisse. Elles n'appartiennent pas à l'Union européenne, mais elles vivent tout aussi bien; elles ont les mêmes problèmes, mais elles ne sont pas moins bien loties que nous, et il est ici important de constater et de démontrer qu'il est utile d'avoir l'Union européenne.

Je crois que c'est un grand défi, mais je crois aussi que, avec l'aide de chacun, nous pouvons montrer que l'Europe ne devrait pas être subie, mais plutôt représenter une opportunité pour ceux qui y vivent et qui en sont les citoyens.

Barry Madlener (NI). – (NL) Le parti néerlandais pour la liberté est venu au Parlement afin de défendre les citoyens néerlandais et de reprendre le surplus d'argent que les Pays-Bas ont versé à cette Europe avide d'argent et bureaucratique. Le parti pour la liberté a été élu au Parlement par des électeurs néerlandais afin de dire clairement que les citoyens néerlandais pensent que l'élargissement de l'Union européenne a déjà été trop loin.

Monsieur le Président, ce Parlement passe son temps à réglementer des questions qui devraient être décidées dans les États membres eux-mêmes. Pour notre part, l'Union européenne ne devrait être impliquée que dans des questions relatives à la coopération économique et monétaire. C'est avec les intérêts néerlandais comme référence que nous observerons la Présidence suédoise, étant donné qu'elle ne fait rien pour les citoyens néerlandais. Vous voulez juste continuer à tout faire pour que la constitution européenne soit adoptée, constitution que les électeurs néerlandais ont rejetée et qui est à 99 % identique au traité de Lisbonne. Vous ne faites pas non plus quoi que ce soit au sujet de la très coûteuse délocalisation mensuelle de Bruxelles à Strasbourg. En outre, vous n'avez même pas mis la question à l'ordre du jour. Pourquoi? Cela coûte des milliers de millions d'euros et les seuls qui aiment cette idée sont peut-être les gens de chez Ikea, qui ont l'opportunité de vendre des caisses de déménagement et des armoires supplémentaires.

Nous voulons également que les négociations avec la Turquie cessent immédiatement. La Turquie est un pays musulman et l'idéologie islamique est en totale contradiction avec notre culture occidentale. La Turquie n'est en outre absolument pas un pays européen, mais un pays asiatique, et l'adhésion de la Turquie coûterait une fois encore aux citoyens néerlandais des sacs pleins d'argent. La Turquie peut être un bon voisin, mais elle n'appartient pas à la famille européenne. Le parti pour la liberté est partisan d'une Europe d'États souverains, mais d'autres travaux de construction d'un super État fédéral où les États membres pourront de moins en moins décider de leurs propres affaires vont être entrepris sous la Présidence suédoise. Nous

espérons donc que la population irlandaise aura le courage de voter une fois encore «non» au traité de Lisbonne. La population irlandaise a ici l'occasion d'agir en tant que voix de la population européenne, et je voudrais vous demander, au nom du parti de la liberté, quelles conclusions la Présidence suédoise tirera du résultat du référendum irlandais.

Fredrik Reinfeldt, *président en exercice du Conseil*. – (SV) Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de vous féliciter tous collectivement pour avoir été élus en tant que chefs de groupe. Je sais que plusieurs d'entre vous ont été élus avec un très fort soutien. Je sais, par exemple, que M. Schulz a été réélu avec un très fort soutien au sein du groupe des socialistes et des démocrates. Il est important de pouvoir représenter vos groupes respectifs avec force.

J'apprécie énormément le dialogue que nous avons eu et les consultations que le Conseil européen m'a demandé d'introduire au cours du mois de juin. La ministre de l'UE, M^{me} Malmström s'en est chargée. Je m'en suis également moi-même chargé, par téléphone et lors de la réunion que nous avons tenue sur un bateau dans l'archipel, en avançant dans les eaux de Stockholm, discutant de la situation. On m'a demandé d'examiner la possibilité d'élire M. Barroso, désigné par le Conseil européen, en tant que président de la Commission pour un deuxième mandat.

Plusieurs des questions que vous avez abordées sont les principaux points sur lesquels je veux travailler au cours de la Présidence suédoise. Laissez-moi dire que nous faisons passer l'emploi avant tout. Nous voulons voir une Europe dans laquelle davantage de gens ont du travail. Le point de départ de la discussion doit être: comment allons-nous y parvenir. Comme M. Daul l'a souligné, je crois que c'est une question d'innovation et de formation; autrement dit, les choses qui sont, au fond, le moteur des entreprises et qui font que les gens sont capables d'entrer sur le marché de l'emploi. Je crois que M. Schulz a raison quand il dit que nous devons prendre garde à mettre un terme à une Europe dans laquelle nous rivalisons sur la base de mauvaises conditions. Nous sommes en train d'avoir cette discussion en Suède, et elle a également lieu partout en Europe. Avoir de bas salaires ou pas de salaire du tout n'est pas un bon point de départ pour tenter de faire face à la concurrence; au contraire, ce n'est qu'avec de bonnes conditions que nous pourrions faire face à la concurrence du futur.

Permettez-moi d'évoquer quelques autres choses que je juge très importantes afin de guider l'Europe à travers la crise. J'ai vu comment la Commission – et je pense moi-même que c'est important – est parvenue à défendre le principe du marché intérieur à un moment où beaucoup tentent de le remettre en question et d'introduire des mesures protectionnistes. Il est très facile d'écouter ceux qui disent «Pourquoi n'avez-vous pas sauvé les emplois dans tel ou tel pays?» sans voir les conséquences si tout le monde agissait de cette manière. Si nous le faisons, au fond, nous mettrions fin au libre échange et à la possibilité d'échanges commerciaux transfrontaliers. Ce qui est essentiellement à l'origine de la richesse et de la prospérité serait très rapidement perdu si nous ne résistions pas à l'appel du protectionnisme. Je crois que protéger le marché intérieur et la libre circulation est un point de départ important en vue de sécuriser l'emploi.

J'ai aussi une grande foi en d'autres choses que certains d'entre vous ont évoquées, telles que l'investissement dans les compétences humaines et l'assurance de la mobilité sur le marché de l'emploi. Je crois, par exemple, qu'un moyen d'y parvenir est précisément cette libre circulation – y compris à travers les frontières.

Comme M. Schulz, M^{me} Harms et M. Daul l'ont dit, je crois que c'est aussi une occasion de lutter contre ce problème en suivant une tendance verte, de proposer les économies faibles en carbone, dont nous parlons partout dans le monde, comme autre moyen de sortir de la crise. La manière dont nous gérons les fonds et la manière dont nous les investissons sont importantes. Je voudrais également dire – je suis d'accord avec M. Verhofstadt sur ce point – que l'expérience suédoise en matière de gestion de crise dans les années 1990 nous dit que cela n'est possible qu'en contrôlant les finances publiques. J'ai appris que quand les déficits sont importants et qu'une rationalisation est requise, ce sont les personnes dont les marges sont faibles et celles qui dépendent le plus des institutions d'aide sociale qui sont oubliées. Par conséquent, une politique prudente avec les finances publiques est une bonne politique pour les personnes qui sont pauvres ou dont les marges sont faibles.

En ce qui concerne la question du climat – qui sera la principale question sur laquelle nous allons nous pencher à l'approche du sommet de Copenhague – je voudrais dire qu'il est vrai qu'il reste beaucoup à faire. Le temps est compté.

Je voudrais dire à M^{me} Harms qu'il est inhabituel pour nous en Suède d'être critiqués pour nos engagements en matière d'aide. La moyenne dépensée en Europe pour ces engagements est 0,4 % du produit intérieur

brut. La Suède est assez unique, en ce sens que 1 % de notre produit intérieur brut est consacré à l'aide au développement. Pour moi, ces questions sont liées. Nous procédons à notre propre analyse, sous la direction de notre ministre de l'aide, dans le cadre des initiatives de l'ONU. À cette occasion, nous analysons précisément comment nous devons tenir compte du changement climatique dans nos activités de développement. On ne peut pas entreprendre des activités de développement sans simultanément considérer le changement climatique et la manière dont il touche déjà les régions pauvres de la terre. Par conséquent, nous ne pouvons pas séparer ces questions et dire que ceci est la politique de développement et cela, la politique climatique – elles sont plutôt liées et doivent être combinées.

En ce qui concerne le Traité, je voudrais dire à M. Schulz que mon rôle est de veiller à ce qu'il y ait une direction européenne efficace en cette période difficile. Nous devons être en mesure de donner des réponses aux citoyens qui veulent nous voir prendre des mesures afin de lutter contre la crise financière et les problèmes climatiques. Nous sommes tous politiquement actifs et nous savons tous que, dans le domaine politique, lorsque nous nous replions sur nous-mêmes et que nous discutons des noms et des dirigeants, nos concitoyens ont l'impression que nous leur tournons le dos. Nous regardons vers l'intérieur.

Je ferai donc ce que je peux dans mon rôle. Le Conseil européen m'a confié la mission de veiller à ce que notre coopération et notre respect de l'intégrité du Parlement européen soient unis par la clarté – que ce soit en vertu du traité de Nice ou du traité de Lisbonne – dans notre nomination d'un candidat au poste de président de la Commission. En ce qui concerne M. Barroso, il est important de dire qu'il a reçu un soutien unanime au Conseil européen, qu'il était bien connu en tant que candidat et qu'il avait déjà été présenté aux électeurs avant l'élection. Naturellement, cela m'a facilité les choses – en respectant naturellement le fait que le Parlement européen aura la possibilité, lorsque vous vous sentirez prêts à prendre une décision, de dire oui ou non au candidat nommé par le Conseil européen. D'ici là, nous avons le temps de discuter, et je sais que M. Barroso l'a également déclaré, et d'avoir ce type de dialogue quant à la manière dont la politique européenne doit évoluer dans les années à venir. J'espère que cela pourra à présent être convenu conformément à l'accord qui a été conclu. C'est ce que les électeurs européens attendent à présent, et ce qui nous permettra d'agir ensemble avec force.

José Manuel Barroso, président de la Commission. – Monsieur le Président, des questions importantes ont été soulevées, j'essaierai d'y répondre très brièvement.

Tout d'abord, la question importante de M. Schulz concernant les traités. Il rappelle notamment le rôle de gardien des traités de la Commission. À la Commission, nous estimons effectivement qu'il faut respecter les traités en vigueur. Le traité en vigueur, c'est le traité de Nice. Vous avez été élus en vertu du traité de Nice, vous tous qui siégez ici. Le président de la Commission, s'il est élu maintenant, il sera élu comme vous, conformément au traité de Nice, évidemment.

Ceci dit, effectivement, nous allons avoir – je l'espère – le traité de Lisbonne. Il faudra procéder aux adaptations nécessaires à propos de la composition du Parlement, qui ne sera plus la même avec le traité de Lisbonne, puisqu'il y aura certaines adaptations, et il faudra faire de même pour la Commission. Néanmoins, à tous points de vue, le Conseil européen a respecté votre rapport – le rapport Dehaene – qui a été approuvé à une écrasante majorité. Quant au Conseil européen, avant de formaliser sa décision, il a procédé à des consultations qui ont d'ailleurs pris en considération – et c'est une grande première – le résultat des élections européennes, sans compter le fait qu'il y avait eu un candidat appuyé par une force politique.

À présent, il s'agit d'obtenir l'investiture du Parlement européen. Je tiens à répéter aujourd'hui ce que j'ai déjà dit dans une lettre envoyée au président du Parlement européen: je suis prêt à discuter, avec tous les groupes politiques qui le veulent, du contenu des lignes directrices pour la prochaine Commission. En tout cas, sur le plan institutionnel, c'est ma position.

Sur le plan politique, je tiens à souligner une chose très importante. Je crois qu'il est important de lier l'élection du président de la Commission à l'élection démocratique qui a eu lieu, la vôtre. Vous avez été élus en vertu du traité de Nice et il me semble que le président de la Commission devrait également avoir cette légitimité qui, d'une certaine façon, doit résulter de cette élection démocratique.

Par ailleurs, compte tenu de la crise économique et financière – et je crois que ceux qui soutiennent une Europe forte et qui veulent une Commission forte seront sans doute d'accord –, il ne faudrait pas mettre maintenant la Présidence de la Commission en suspens en attendant la finalisation de la ratification du traité de Lisbonne, que nous voulons tous – au moins la majorité d'entre nous –, alors que nous ne savons pas quand ce traité entrera en vigueur. Mettre en suspens la Commission européenne et sa Présidence alors qu'il y a une crise économique, une crise financière, une crise sociale, alors que des négociations très importantes

nous attendent à Copenhague, cela ne me paraît pas très judicieux. Quoi qu'il en soit, c'est au Parlement européen de décider et je suis prêt à m'engager dans un débat démocratique comme je l'ai d'ailleurs fait il y a cinq ans.

(EN) Concernant la deuxième question relative à la finance et à l'économie et à ce que M. Verhofstadt a dit: nous pouvons tous avoir davantage d'ambition, et sur ce point, permettez-moi de vous dire que je partage votre ambition. Mais nous ne pouvons pas dire que nous n'avons pas adopté de plan de relance économique européen, et c'est le maximum que nos États membres ont accepté.

La Commission européenne a proposé plus, mais c'est ce que nos États membres ont accepté. Je voudrais attirer votre attention sur le fait que certains États membres – pas moins influents au début de cette crise – ont suggéré de ne pas avoir de plan de coordination. D'autres ont suggéré un stimulus fiscal de 1 %, et la Commission européenne est directement arrivée à la proposition de 1,5 % et, en fait, les stabilisateurs automatiques étaient autour de 5 %. En outre, nous avons pris d'importantes décisions en termes de soutien à la balance des paiements en faveur de membres de la zone non euro, ainsi que certaines initiatives au niveau mondial.

Vous pouvez donc compter sur la Commission pour faire tout son possible pour renforcer le niveau européen et une approche commune, que les choses soient claires. Mais laissez-nous aussi être honnêtes envers nous-mêmes: nous ne sommes pas les États-Unis d'Amérique – nous ne sommes pas un État nation intégré – alors, bien sûr, nous avons des situations différentes. Vous ne pouvez pas demander à l'Allemagne et à la Lettonie de faire la même chose. Nous avons des pays en Europe qui reçoivent un soutien à la balance des paiements, alors, bien sûr, nous ne pouvons pas adopter une approche unique pour tous. Nous devons avoir une approche commune, mais avec des réponses nationales spécifiques, parce que c'est la réalité à laquelle nous sommes confrontés en Europe et à laquelle nous serons confrontés dans un avenir proche.

Nous avons principalement des budgets nationaux. Je partage donc votre approche visant à avoir un plan européen plus coordonné, c'est-à-dire à sortir de la crise et à bâtir cette sorte de croissance verte intelligente que nous voulons, mais, en même temps, nous devons accepter que nous avons 27 budgets nationaux, nous avons 27 ministres des finances, nous avons 27 banques nationales à côté de notre Banque centrale européenne, et il est très important de renforcer l'euro et d'avoir des politiques économiques et des politiques financières durables. Sinon, nous mettrons l'euro, l'une des grandes réussites de l'intégration européenne, en danger.

Enfin, sur la question du changement climatique, une fois encore nous pouvons toujours avoir plus d'ambition. Mais, pour moi, il était très important que le Premier ministre Reinfeldt ait été présent à mes côtés dernièrement, à L'Aquila, lorsque nous avons entendu le secrétaire général de l'ONU dire: «Vous êtes la locomotive du monde». Nous pouvons toujours avoir plus d'ambition, mais l'Union européenne mène la lutte contre le changement climatique dans le monde.

Personne n'est plus ambitieux que nous, alors, bien sûr, j'espérerais au moins un mot de reconnaissance face au travail accompli par cette Commission, avec l'aide de nos États membres, afin de présenter des propositions ambitieuses. Essayons à présent de convaincre les autres, car nous avons besoin des autres – parce que le problème du changement climatique n'est pas juste un problème européen, c'est un problème pour notre planète. Avec votre aide, je crois que nous atteindrons notre but à la conférence de Copenhague.

(Applaudissements)

Gunnar Hökmark (PPE). - (SV) Monsieur le Président, en tant que Suédois, c'est avec fierté que j'écoute les priorités de la Présidence suédoise. Je suis également heureux de pouvoir accueillir à nouveau en ces lieux le Premier ministre de la Suède.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont considérables. Nous avons connu 20 années de changement formidable et miraculeux en Europe, et le résultat est qu'aujourd'hui nous avons pour président du Parlement européen l'un des tout premiers représentants du mouvement pour la liberté *Solidarność*. C'est à des idéaux tels que la démocratie, la liberté, l'État de droit et l'économie de marché que nous devons ces 20 années d'extraordinaire développement.

Aujourd'hui, nous vivons une période de changement avec un nouveau traité, la question climatique qui exige une politique cohérente à l'impact mondial, et la crise économique. Il importe dès lors que nous ayons une Présidence, mais aussi un parlement, en mesure de garantir que nous atteignons la stabilité sur le plan des finances publiques, la stabilité sur le plan du marché intérieur et la stabilité sur le plan de l'ouverture aux échanges commerciaux et à la mobilité au-delà des frontières susceptibles de nous aider à sortir de la crise.

Je souhaiterais approfondir cette perspective. Les décisions pour lesquelles nous sommes en train de préparer la voie par le biais de la Présidence suédoise et au sein de ce Parlement détermineront également la forme que l'Europe et l'Union européenne prendront après la crise – quelles dynamiques nous avons dans les marchés financiers et de quelle confiance et crédibilité ils jouissent, et de quelle marge de manœuvre nous disposons pour l'innovation et l'entreprise, pour les investissements et les nouveaux emplois.

S'il y a une chose que les élections du Parlement européen ont montré, c'est que les citoyens européens veulent moins de bureaucratie et de réglementation et plus d'ouverture – au-delà des frontières et dans le monde. C'est cette ouverture qui sera cruciale pour la capacité de l'Europe à jouer un rôle moteur pour les valeurs qui ont commencé à changer l'Europe voici 20 ans, et auxquelles nous pouvons également contribuer dans le monde.

(Applaudissements)

Marita Ulvskog (S&D). - (SV) Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord remercier le Premier ministre suédois de nous avoir présenté ce que lui et son gouvernement souhaitent faire durant les six prochains mois.

Nous savons que nous sommes dans une position difficile pour commencer; la crise est grave. Il est question d'emplois, il est question de gouffres croissant de façon spectaculaire, il est question d'une génération de jeunes gens qui se dirigent droit vers le chômage et, bien sûr, il est question de la crise environnementale et climatique.

Cela a également été exposé par le Premier ministre M. Reinfeldt mais ce sont ses conclusions qui sont surprenantes. Ce qui a été mis en avant comme question principale pour la Présidence suédoise ce ne sont pas les emplois ou les investissements mais, au contraire, la capacité des États membres à maintenir une discipline budgétaire. Alors que nous approchons des 27 millions de chômeurs dans l'Union européenne, le message le plus clair de la Présidence suédoise est donc: la discipline budgétaire. Cela n'est pas seulement une erreur, c'est aussi inquiétant.

Dans ce domaine, le parti de M. Reinfeldt – contrairement à ce qui a été dit ici plus tôt – se présente avec le lourd bagage historique de sa politique intérieure. Le dernier gouvernement conservateur suédois a conduit la Suède à la désintégration économique, et c'est un gouvernement social-démocrate qui a dû consacrer 10 ans à remettre de l'ordre dans nos finances publiques. Cependant, nous ne pouvons permettre que de vieux dysfonctionnements de la politique intérieure donnent le ton pour l'ensemble de l'Union européenne en cette période de crise grave. Ce dont nous avons besoin, ce sont des investissements massifs dans l'emploi, la formation et le changement en faveur de l'écologie – pas de mettre au régime des économies anorexiques au moyen d'une discipline budgétaire.

John Monks, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, a également fait part de son inquiétude de voir que la Présidence suédoise a accordé une si faible priorité à la dimension sociale. Il s'agit surtout de belles paroles, déclare M. Monks, il y a très peu en matière de vrais plans. Mon groupe partage ces inquiétudes, et elles incluent également les droits syndicaux des travailleurs, comme Martin Schulz l'a mentionné lors de son intervention. Les conditions des travailleurs se sont détériorées à la suite du jugement Laval et des jugements Viking, Rüffert et Luxembourg. Leurs droits se sont affaiblis.

Ce que moi-même et mon groupe voulons de la Présidence suédoise, c'est l'engagement ferme que les travailleurs de l'Union européenne verront pleinement rétablis leurs droits syndicaux. Les droits syndicaux doivent passer avant la libre circulation. Cela doit être extrêmement clair. Nous ne voulons pas vivre dans une Europe où l'on répond à la crise par la discipline budgétaire et par la confrontation. Je voudrais demander au nouveau président, le Premier ministre M. Reinfeldt, si cette matière est ne fût-ce qu'à l'ordre du jour.

Marielle De Sarnez (ALDE). - Monsieur le Président, deux questions se posent à nous. La première, c'est la question de la crise. Tout le monde le sait, il faut une réponse cohérente et commune à la crise économique et sociale et donc un plan de relance européen pour porter les investissements et pour soutenir l'emploi. L'Europe doit vraiment se montrer aujourd'hui plus attentive, plus proche de nos concitoyens dans les difficultés qu'ils traversent. Elle doit aider davantage ceux qui sont frappés par la crise. De ce point de vue là, il y a urgence.

La deuxième question, c'est finalement la question du nouveau modèle de développement qui doit émerger à l'issue de la crise, un modèle plus sobre, plus juste et plus durable, qui mette la finance au service de l'économie réelle, qui développe de nouvelles formes de solidarité entre Européens, qui prenne en compte

les enjeux sociaux et environnementaux dans les échanges internationaux et qui réforme en profondeur nos relations avec les pays les plus pauvres de la planète, et je pense notamment à l'Afrique.

À ces deux questions majeures s'ajoute une exigence démocratique qui concerne le processus dont vous avez la charge, vous, Présidence suédoise. Cécilia Malmström – que je suis heureuse de saluer aujourd'hui – le sait mieux que quiconque, il y a des différences très importantes entre le traité de Nice et le traité de Lisbonne concernant ce processus de désignation: majorité simple d'un côté, majorité qualifiée de l'autre, désignation d'un côté, proposition de l'autre, nombre de commissaires qui divergent selon l'un ou l'autre des traités. Moi, je vous demande vraiment que soient respectés l'esprit et la lettre des traités. Cela relève de votre responsabilité et c'est très important pour la crédibilité de nos institutions. Par avance, je vous en remercie.

Carl Schlyter (Verts/ALE). - (SV) Monsieur le Président, félicitations pour votre nomination. Je voudrais tout d'abord applaudir le gouvernement pour son réel engagement envers la mer Baltique et j'espère que nous ferons des progrès sur ce point. Vous avez également une rhétorique remarquable sur le changement climatique. Bien sûr, ce que je recherche maintenant est que cette rhétorique soit mise en pratique. Vous déclarez souvent que l'Europe et la Suède ne représentent qu'une petite partie des émissions mondiales, cependant, si les États membres de l'UE abritent à peine huit pour cent de la population mondiale et représentent trente pour cent des émissions, il relève de notre responsabilité d'assumer sérieusement une grande partie de l'action en matière climatique. C'est à ce niveau que je trouve qu'il manque des informations concrètes.

Comment allez-vous aborder la directive IPPC sur les émissions industrielles? Quelle approche allez-vous adopter concernant l'abattage illégal? Comment allez-vous gérer les normes de rendement énergétique pour la construction et comment allez-vous gérer le fait que l'aéronautique ne peut continuer à rejeter des émissions tout en évitant de payer les 14 milliards d'euros de taxe sur l'énergie que le secteur devrait payer?

Ensuite, je voudrais également parler du programme de Stockholm et de l'Acta. Concernant Acta, nous devons garantir qu'il y ait une ouverture à ce niveau. La Cour constitutionnelle allemande a indiqué que les pays doivent jouir d'une plus grande influence, que les parlements doivent jouir d'une plus grande influence. Nous avons besoin d'ouverture dans les négociations de l'Acta. Nous ne pouvons nous orienter unilatéralement vers la supervision. La même chose vaut pour ma ville et le programme de Stockholm. Que cela devienne un nom qui soit associé à la transition de l'UE de la paranoïa de la terreur aux libertés et droits humains, et au renforcement du droit d'asile et la protection de la vie privée. Alors nous aurons progressé.

Vicky Ford (ECR). - (EN) Monsieur le Président, je tiens à féliciter la Présidence suédoise pour la priorité qu'elle accorde aux défis économiques. Tant que nous sommes dans l'incertitude économique, notre faculté à faire face à nos autres défis est manifestement réduite. Vous avez raison de donner la priorité à la nécessité de rétablir les finances publiques: les niveaux incroyablement élevés de la dette publique posent des menaces à long terme considérables qui, si nous n'y faisons pas face aujourd'hui, pourraient persister pendant des décennies. Cependant, il est également capital de restaurer la santé des institutions financières pour regagner la confiance des consommateurs et rétablir la croissance économique, sans parler de l'argent des contribuables.

Dans vos priorités, vous parlez de l'importance du cadre de contrôle. J'ajouterais que la clarté réglementaire est vitale. Ces industries sont, comme nous le savons tous, des industries mondiales. Le capital, le talent et les entreprises individuelles sont très fluides. Ils ont besoin de calendriers législatifs viables et définis, d'une priorisation de la législation et d'une consultation effective.

Je salue votre engagement de travailler avec le G20, car si nous ne nous alignons pas et prenons des mesures unilatérales dans l'UE, nous risquons non seulement de désavantager les emprunteurs et les investisseurs au niveau concurrentiel mais également de conduire les industries à se délocaliser...

(Le président retire la parole à l'oratrice)

Eva-Britt Svensson (GUE/NGL). - (SV) Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter pour votre nomination en tant que président et vous remercier en même temps pour l'intéressant échange de vues que nous avons eu pendant la période électorale. Monsieur le Premier ministre, chers collègues, merci pour votre compte rendu du programme de la Présidence. Je suis convaincue qu'en termes organisationnels, la Présidence suédoise sera un grand succès et qu'elle sera assurée de manière réellement admirable par l'administration suédoise compétente.

Du point de vue politique, je partage naturellement l'avis de la Présidence sur les deux grandes crises – la crise économique et la crise climatique – et bien sûr, celles-ci sont les questions prioritaires. Cependant, où

est l'analyse? La crise économique et la crise climatique n'étaient pas prédestinées par le destin. Les crises trouvent leurs origines dans les décisions politiques prises. C'est une bonne chose, car cela signifie que nous pouvons également résoudre les crises par des décisions politiques – mais je ne vois aucun signe de changement dans les différentes politiques de la Présidence. C'est la même politique économique qui ne tient nullement compte des considérations sociales ou environnementales.

Ce que bon nombre de nos concitoyens ainsi que moi-même recherchons dans le programme, ce sont les droits des citoyens, qui ont été au centre de l'attention à la suite des arrêts rendus par la Cour, et les questions sociales, pour lesquelles il n'y a pas de réponse. De même, nous n'avons rien entendu sur la fameuse politique d'égalité progressive. Pour ce qui est du programme de Stockholm, il est dit qu'il apportera la sécurité mais dans la pratique ce qui émerge est un État omniprésent qui menace la vie privée. Nous ne pourrions jamais accepter des restrictions du droit d'asile ou des restrictions de nos droits en tant que citoyens libres dans ce programme. Nous avons besoin d'une politique humaine en matière d'asile et d'immigration.

Timo Soini (EFD). – (FI) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, la Suède a toujours respecté les droits de l'homme et la démocratie.

Il y a quelques temps, les Suédois ont voté contre l'euro, et vous avez respecté cette décision, alors que vous-mêmes en étiez fortement partisans. C'est pourquoi il est plutôt étrange que l'Irlande doive maintenant rapidement voter à nouveau sur exactement le même traité.

C'est la façon nordique et suédoise de respecter la voix du peuple. Je vous souhaite bonne chance dans le défi auquel vous êtes confrontés aujourd'hui. J'espère que vous respecterez les valeurs de la meilleure démocratie nordique: pas via la contrainte mais via la coopération.

Je suis très heureux que vous ayez mentionné la mer Baltique, et je vous soutiens pleinement sur ce point. La mer Baltique est en difficulté; elle meurt et a besoin d'être sauvée. La dimension nordique a fait défaut dans tout cela, cependant, et j'espère que vous ferez beaucoup pour la promouvoir, bien que vous n'en ayez fait aucunement mention.

Hans-Peter Martin (NI). – (DE) Monsieur le Président, nous avons besoin d'une révolution dans la démocratie. Nous avons besoin de démocrates hardis et dans cette nouvelle période, nous avons urgemment besoin d'une Europe passionnante, démocratique et réellement efficace.

Les artistes créatifs et, en particulier, les auteurs indépendants auront un rôle à jouer dans l'identification des valeurs de cette nouvelle Europe. Leur imagination non censurée saura enfermer le génie bureaucratique qui aspire à détruire la démocratie. Après tout, ce sont des idées passionnantes qui sont à la base de la naissance du changement social. Ceux qui peuvent offrir des visions d'espoir leur permettant de pénétrer dans l'esprit des gens – les Suédois ont été particulièrement bons dans ce domaine par le passé, et à cet égard, j'ai toute confiance en mon ancienne collègue Cecilia Malmström – peuvent également susciter leur intérêt pour les matières sociopolitiques.

C'est la façon dont j'ai délibérément formulé le paragraphe final de mon nouveau livre au début de cette dernière campagne électorale, qui a entraîné des changements radicaux et qui est liée à l'espoir que vous, surtout de Suède avec votre grande tradition démocratique et transparence, reconnaîtrez maintenant les signes du temps. Nous ne sommes pas seulement confrontés à la crise économique – et à ce sujet les Suédois ont montré leur ingéniosité en l'évitant en grande partie – mais nous devons également faire face à un revirement plutôt inquiétant en faveur de la droite. C'est pourquoi je crois fermement qu'ensemble nous, les démocrates, devons défendre une vraie transparence et, plus particulièrement, nous devons faire front commun dans la lutte contre l'extrême droite.

PRÉSIDENTE DE M. GIANNI PITTELLA

Vice-président

Corien Wortmann-Kool (PPE). – (NL) Mes sincères remerciements pour les projets ambitieux que vous avez élaborés pour les six prochains mois. Je peux vous dire que nous attendons beaucoup de vous, car vous avez eu la réputation dès le départ d'être intervenu en faveur de l'intégration européenne et de nos valeurs européennes. Il est important que les solutions que nous avançons et sur lesquelles vous travaillez pour nous sortir de cette crise économique renforcent notre économie sociale de marché.

Il est également important que ces solutions ne bénéficient pas seulement à nos concitoyens aujourd'hui et demain mais qu'elles assurent également l'avenir de nos enfants. C'est pourquoi il est très important de

continuer à construire une économie durable et à lutter contre le changement climatique. C'est une bonne chose bien que vous y accordiez une si haute priorité dans votre programme. J'espère sincèrement que vos efforts dans ces domaines aideront à rapprocher les États membres entre eux et que, en préparation de la conférence de Copenhague, vous réussirez également à persuader les plus grands acteurs de la scène mondiale à jouer réellement leur rôle afin de trouver une solution au changement climatique.

Monsieur le Président, l'économie sociale de marché est également importante sur le plan de la viabilité des finances publiques, vu que les déficits publics constituent une charge pour les générations futures. Il importe dès lors de respecter le pacte de stabilité et de croissance et c'est également une bonne chose que vous l'ayez déclaré expressément.

Monsieur le Président, il est ironique que la crise financière ait rapproché l'Islande de l'Union européenne. J'espère que la Présidence suédoise fera bon accueil à l'Islande mais qu'elle se montrera également stricte quant au respect par l'Islande des exigences en matière d'adhésion et des obligations relatives à la législation européenne et envers les États membres.

Hannes Swoboda (S&D). - (DE) Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, j'espère que vous me permettrez à cet égard de m'adresser plus particulièrement à Carl Bildt, car je voudrais aborder en premier lieu le sujet de l'élargissement, en particulier dans les Balkans.

Vous avez déclaré que ce processus d'élargissement sera plus lent que ne l'auraient souhaité beaucoup de personnes des deux cotés. Cependant, il est très important de donner des signaux clairs. Ce que j'attends de la Présidence suédoise, c'est d'aider plus particulièrement les personnes de l'Europe du sud-est à surmonter les problèmes auxquels elles sont confrontées là-bas – y compris les problèmes intergouvernementaux – de sorte qu'elles puissent avoir bon espoir que le chemin vers l'Europe ne sera pas bloqué mais que le processus pourra se poursuivre, même s'il se peut qu'il prenne un peu plus longtemps. Toutefois, les préparations adéquates doivent naturellement être faites par ces pays.

Deuxièmement, je voudrais parler d'un autre sujet que vous avez abordé, à savoir la question de restructurer l'économie et de lier la politique économique à l'environnement. Il a déjà été dit que vous avez notre plein appui en la matière. Je pense qu'il s'agit d'une tâche importante pour l'Europe. Il est vrai qu'à cet égard nous sommes décidément à l'avant-plan mais nous avons encore beaucoup à faire. Parallèlement, le chômage augmente également. Le niveau de chômage que nous observons aujourd'hui en Europe n'a pas encore atteint son maximum. Malheureusement, il se dégradera encore.

C'est pourquoi il est extrêmement important de mentionner l'autre dimension, la dimension sociale, car nous ne recevrons un large soutien pour la restructuration verte de l'économie que si les gens sentent que leurs besoins sociaux et leurs exigences sont aussi pris au sérieux.

Les pays nordiques en particulier ont beaucoup de bons exemples de politique active du marché de l'emploi. Nous ne sommes pas en mesure, que ce soit l'Union européenne ou les différents États membres, de créer de l'emploi mais nous pouvons aider les gens qui ont perdu leur emploi à en retrouver le plus vite possible. Ce que nous entendons par une Europe sociale – cette politique active du marché de l'emploi dont nous avons besoin dans les différents États membres, au sujet de laquelle l'Union européenne et le Conseil en particulier doivent envoyer un signal clair. La restructuration verte de l'économie entraînera en fin de compte un chômage plus faible, pas plus élevé. C'est ce que nous demandons.

Olle Schmidt (ALDE). - (SV) Monsieur le Président, Monsieur le Président en exercice du Conseil, je suis content de vous voir ici! Les défis sont nombreux en ces temps turbulents: une grave récession économique, l'incertitude quant au traité de Lisbonne et les négociations en vue de la conférence sur le climat à Copenhague. Vous avez déjà beaucoup à faire.

Monsieur le Premier ministre, quelques points importants. Vous devez également convaincre vos collègues du Conseil que le protectionnisme est une abomination. La force de l'UE réside dans ses frontières ouvertes et le libre échange. Des subventions d'État pour sauver l'industrie automobile ne sont pas la solution. La crise financière demande un nouvel ordre mondial mais les réglementations doivent être équilibrées et ne doivent pas être excessives. Cet automne, comme certains l'ont mentionné, l'UE doit s'orienter vers une politique d'asile respectable. La politique énergétique, tout comme l'ont dit certains, demande réalisme et solidarité. Pas de nouvelles crises du gaz, pas de dépendance unilatérale. L'internet constituait un point important lors de la campagne électorale. À cet égard, la Suède a la grande responsabilité de mener à bonne fin ce que l'on appelle le paquet télécom. L'État de droit doit également s'appliquer dans le monde virtuel.

J'avais espéré que, lors de cette session, le Parlement aurait approuvé la nomination de José Manuel Barroso en tant que président de la Commission pour un nouveau mandat de cinq ans. Ce ne sera pas le cas maintenant, et j'en suis désolé. Ce n'est pas le moment pour l'UE de passer son temps à mener des luttes de pouvoir institutionnel. Maintenant, c'est le moment d'une volonté et d'un élan politiques.

L'euro a prouvé sa force. Quand le Premier ministre pense-t-il que nous, en Suède, serons prêts à devenir des membres de l'UE à part entière et à avoir également l'euro dans nos poches? Merci, et comme on dit dans mon parti: bonne chance!

Satu Hassi (Verts/ALE). – (FI) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, la Suède a maintenant une énorme responsabilité pour l'avenir de la race humaine. Monsieur le Premier ministre Reinfeldt, vous avez parlé fort justement de la crise climatique.

Nous savons que la technologie dont nous aurons besoin dans les décennies à venir existe, et qu'elle est disponible à un prix raisonnable, cependant, le point le plus problématique est que la protection du climat représente un défi incroyable pour la coopération humaine. Malheureusement, les négociations actuellement en cours ressemblent davantage à un jeu de cache-cache et à une course à l'autosatisfaction.

L'Union européenne doit avoir le courage d'avancer une proposition concernant non seulement les réductions des propres émissions de l'UE mais le principe de la répartition des charges, où tous les pays industrialisés procèdent à des réductions des émissions selon les directives du *Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)*. Le principal est que nous atteignons les objectifs en matière de réduction des émissions pour 2020. Deuxièmement, il convient de prendre conscience que les pays en développement ne seront pas en mesure de s'adapter à un système de limites d'émission acceptables, à moins que nous ne les aidions financièrement à un niveau totalement inédit, et l'UE devrait être en position d'émettre des propositions en la matière également.

Ryszard Antoni Legutko (ECR). – (PL) Monsieur le Premier ministre, nous avons écouté votre discours avec grande attention et espérons que les points principaux du programme seront mis en pratique avec réussite.

Je voudrais, néanmoins attirer votre attention sur trois défis. Le premier est la solidarité européenne, qui revêt une importance toute particulière en cette période de crise financière. Nous ne pouvons tolérer que naissent des situations où les différents pays européens sont traités de manière inégale. Nous ne pouvons accepter une situation où certains ont le droit de subventionner leur secteur bancaire et d'autres sont condamnés pour avoir essayé de consolider leur secteur de la construction navale. Ce n'est pas de la solidarité, c'est de l'hypocrisie.

Deuxièmement, nous sommes heureux que la stratégie pour la région de la mer Baltique fasse partie des priorités de la Présidence suédoise. Il s'agit d'une région importante de coopération macrorégionale. L'écosystème de la mer Baltique doit être protégé des risques tels que le projet Nord Stream très peu sûr et absurde financièrement. La nécessité de diversifier les sources d'énergie devrait également être citée.

Troisièmement, souvenons-nous que Moscou ne se limite pas à fermer le robinet, comme l'a découvert la Géorgie. J'espère que, comme la Suède prend la barre de l'Union européenne pour les six prochains mois, elle sera aussi ferme que le ministre Carl Bildt, qui a condamné l'agression de la Russie contre la Géorgie. Je suis sûr que la Présidence suédoise sera à la hauteur de ces défis. Elle peut compter sur notre soutien.

Morten Messerschmidt (EFD). – (DA) Monsieur le Président, deux choses me frappent quand je lis le programme de travail de la Présidence suédoise. La première concerne toutes les promesses sur la manière dont il sera fait appel à l'UE pour créer une meilleure économie en vue de résoudre le problème du climat et autres, mais il n'y a pas un seul mot sur les problèmes que l'UE engendre – les problèmes que l'UE a engendré dans nos marchés de l'emploi, les problèmes que l'UE a engendré dans nos secteurs de la pêche, dans notre économie, par rapport à la lutte contre la criminalité et je pourrais continuer. C'est la première observation majeure que nous pouvons avancer à la lecture du programme de travail de la Présidence suédoise – que l'UE ne représente que des solutions et que l'UE n'est pas un problème. Cela en dit plus sur la Présidence suédoise qu'il n'en dit sur l'UE. La deuxième chose est qu'il n'y a aucune mention du fait que le 2 octobre sera l'un des jours les plus importants de toute l'histoire de l'UE, et qu'il aura lieu pendant le mandat de la Présidence suédoise. Je fais naturellement référence au deuxième référendum. Il n'y a pas un seul mot sur ce que la Présidence suédoise fera pour s'assurer que les prétendues garanties qui ont été données au peuple irlandais seront également considérées en tant que telles. Nous avons vu précédemment comment les gens ont été

trompés – trompés sur les référendums et trompés sur la démocratie. Que fera la Présidence suédoise pour s'assurer que cela ne se reproduira plus?

Werner Langen (PPE). – (DE) Monsieur le Président, Monsieur le Président en exercice du Conseil, Monsieur le Président de la Commission, je voudrais saluer les Suédois et les féliciter d'avoir – comme l'a déclaré le Premier ministre – finalement trouvé leur voie vers l'Europe après un long processus. Nous sommes très heureux de constater que les Suédois font aujourd'hui partie des meilleurs Européens.

Vous avez présenté votre programme et il est très ambitieux. Néanmoins, je voudrais vous demander de réfléchir à la question de savoir si la Suède aurait le courage, en particulier après l'expérience de la crise du marché financier, de rejoindre l'euro – d'autant que vous aviez dit qu'il y a lieu de respecter le pacte de stabilité et de croissance. Bien sûr, vous n'avez pas de clause d'exemption comme le Royaume-Uni et le Danemark, par exemple, et vous répondez à toutes les conditions aujourd'hui. Aurez-vous le courage pendant votre Présidence de consolider davantage l'Europe en devenant membre de la zone euro?

Monsieur le Premier ministre, je suis d'accord avec votre intention de donner la priorité à la politique climatique et à la stratégie pour la région de la mer Baltique, cependant concernant votre programme dans sa forme écrite, j'ai une requête: je vous demande d'accorder davantage d'attention que ce qui est proposé à la lutte contre la crise du marché financier. Aucun autre projet n'aura de chances d'aboutir si la crise qui frappe les marchés financiers et l'économie n'est pas résolue au plus vite. À cette fin, nous avons besoin de règles claires. Il ne suffit pas que la City de Londres détermine à nouveau la voie à suivre. Nous avons besoin de règles claires dans l'économie sociale de marché, car une économie de marché dépourvue de règles ne peut pas fonctionner et ne recueillera pas le soutien de la majorité. C'est pourquoi vous devriez réfléchir une fois encore – bien que nous adhérions pleinement à votre programme – quant au fait de savoir si vous ne devriez pas accorder à la lutte contre la crise des marchés financiers une plus grande priorité que ce que vous avez proposé. Merci beaucoup et bonne chance dans une période de crise difficile.

(Applaudissements)

Juan Fernando López Aguilar (S&D). – (ES) Monsieur le Président, Monsieur le Président en exercice du Conseil, nous avons tous écouté le programme de la Présidence suédoise avec beaucoup d'intérêt et de gratitude. Ses priorités claires sont l'économie et l'énergie, car la priorité de l'Union européenne est d'aider à relancer l'économie et à créer de l'emploi, à freiner le chômage et à s'assurer que la réunion de Copenhague en décembre 2009 soit un succès.

Cependant, je voudrais attirer votre attention sur un objectif politique, civique et démocratique, qui consiste à remplacer le programme de La Haye par le programme auquel l'on donnera le nom de la capitale suédoise: Stockholm. Le programme combine les réalisations dans le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice au cours des cinq dernières années, qui ont été très significatifs en termes d'harmonisation, de reconnaissance mutuelle et du principe de confiance par rapport aux droits fondamentaux et à la protection juridique, mais également par rapport à la coopération active.

Je vous invite à être ambitieux dans ce domaine: premièrement, du point de vue du fond, car dans tous les domaines liés à la gestion des frontières extérieures, l'immigration, l'asile, les réfugiés et la lutte contre le trafic illégal, le grand banditisme et le terrorisme, il est facile de tomber dans des positions réactionnaires contraires à l'acquis des droits fondamentaux qui devraient distinguer l'Union européenne et auxquels la Suède s'identifie tant, en tant que pays qui respecte les principes de la transparence et de la démocratie.

Deuxièmement, je vous invite à être ambitieux également sur la forme, car la Présidence suédoise va plus que probablement préparer le terrain pour Lisbonne, ce qui signifie en premier lieu qu'il n'y aura plus ce double cadre procédural des troisième et premier piliers, ce qui est souvent déroutant. Cependant, et ce qui est plus important, cela signifiera également que le Parlement verra renforcée sa capacité de surveiller les initiatives législatives que la Présidence suédoise met en œuvre dans le cadre du programme de Stockholm.

Cela signifie que ce qui est considéré jusqu'à présent comme un dysfonctionnement de Bruxelles ou du Conseil relèvera également de la responsabilité du Parlement.

Lena Ek (ALDE). – (SV) Monsieur le Président, il est évident que je suis heureuse et fière de voir mon gouvernement dans la Présidence suédoise et je pense également que le programme comporte beaucoup de bonnes choses concernant les solutions pour le climat, l'emploi, la crise financière, la conférence de Copenhague, la stratégie pour la région de la mer Baltique, la politique communautaire, l'élargissement,

l'Islande, la Croatie, la Turquie, etc. Cependant, j'entrevois une autre matière qui revêt de l'importance pour l'avenir: à savoir, l'Europe ouverte, la vie privée et la liberté d'expression.

Aujourd'hui, les ministres se réunissent à Stockholm pour discuter du programme de Stockholm. Ce qui est bien c'est qu'il s'agit de la stratégie pour la législation qui doit à présent être élaborée. Certaines parties de la proposition sont attendues depuis longtemps. La ratification de la Convention européenne des droits de l'homme aura enfin lieu, je l'espère – les droits de l'enfant et ceux des victimes de la criminalité. Nous pouvons en sortir quelque chose de vraiment bien mais il y a également des inconvénients, à savoir la menace à la société ouverte que comporte le programme de Stockholm.

Les menaces contre notre société ouverte doivent être combattues à l'aide des méthodes de la société ouverte. Certaines parties du programme de Stockholm ne sont pas libérales, pas plus qu'elles ne sont humaines ou prévoyantes. L'enregistrement de nos voyages, la mise en mémoire de données personnelles et le fichage systématique des transactions économiques, ce n'est pas faire preuve de largesse d'esprit, ni de tolérance ou de prévoyance. Que Stockholm soit synonyme d'ouverture, de liberté et de tolérance, pas d'enregistrement, de contrôle et d'intolérance. En outre, je pense que nos activités à Strasbourg doivent cesser.

Le Président. – Avant de donner la parole à M. Stolojan, je voudrais souhaiter la bienvenue à l'un de nos invités, un enfant qui est assis au siège 505. Cela me fait particulièrement plaisir de voir des enfants s'intéresser aux matières européennes et à nos institutions, car il est important de grandir en tant qu'Européens dès le plus jeune âge.

Theodor Dumitru Stolojan (PPE). – (RO) Je souhaite bonne chance à la Présidence suédoise et je pense que les priorités établies sont celles que nous attendions. Les six prochains mois sont cruciaux pour les citoyens européens et pour l'Union européenne. Ils sont cruciaux dans le sens de savoir si nos pays vont émerger de la crise économique l'année prochaine ou si, au contraire, un grand point d'interrogation continuera à planer sur l'économie l'année prochaine.

De nombreuses propositions et de nouveaux programmes sont avancés. Cependant, je crois qu'il est temps pour nous d'évaluer l'impact, si tant est qu'il en ait, du programme de relance économique lancé par la Commission européenne au début de l'année, et d'examiner de près le budget de l'Union européenne pour cette année afin de voir quelles activités ont cessé et quelles ressources nous pouvons continuer à utiliser pour proposer de nouvelles mesures.

Nous avons également des projets d'investissement prévus pour le secteur énergétique qui ont déjà été approuvés pour un montant de quelque 3 milliards d'euros. Nous devons prendre des mesures spécifiques pour mettre ces projets en œuvre. Je voudrais remercier M. le président Barroso pour sa contribution particulière au lancement du projet Nabucco.

Enfin, je voudrais vous rappeler l'engagement politique pris par l'Union européenne envers les autres pays rejoignant également l'Union européenne.

Proinsias De Rossa (S&D). – (EN) Monsieur le Président, nous ne surmonterons pas la grave crise financière, économique et de l'emploi – ou le changement climatique – en tant qu'État nation indépendant, protectionniste. Sans l'Europe et l'euro, nous sombrons en tant que continent, toutefois, nous ne pouvons pas non plus continuer en tant qu'union comme s'il n'y avait aucun problème à part quelques banquiers cupides: la discipline budgétaire ne résoudra pas le problème.

Le système est cassé et doit être réformé en profondeur. Les institutions financières s'opposent déjà aux réglementations dont nous avons besoin pour empêcher un futur effondrement. Nous avons besoin d'une plus grande intégration de nos politiques dans les domaines social, économique, climatique et énergétique, dans le but de maintenir et de créer de l'emploi avec des conditions de vie et de travail décentes. Nous avons besoin d'une avancée pendant le sommet sur le changement climatique en décembre. Nous avons besoin, aujourd'hui plus que jamais, d'un nouvel engagement envers les objectifs du Millénaire pour le développement et, de façon plus immédiate, Monsieur le Président en exercice, je regrette que vous n'ayez pas appelé à une levée immédiate du siège de Gaza ou indiqué le souhait de redynamiser la recherche de la paix avec le président Obama.

En tant que député irlandais, je voudrais rappeler à l'Assemblée que l'ironie politique est un trait très apprécié en Irlande. Jonathan Swift, l'auteur du *Voyages de Gulliver*, a jadis proposé au gouvernement britannique de nous encourager à manger nos bébés afin de résoudre le problème de la pauvreté en Irlande. Et bien, je pense que les Irlandais ne manqueront pas de rire au sujet de l'ironie historique du parti pour l'indépendance du

Royaume-Uni (UKIP) proposant de venir en Irlande pour faire campagne pour l'indépendance du Royaume-Uni vis-à-vis de l'Union européenne. Ce sera quelque chose de voir M. Nigel Farage, vêtu de son Union Jack et portant son chapeau de farfadet, bras dessus, bras dessous avec Gerry Adams, l'ancien chef de l'IRA, et Joe Higgins, mon collègue dans le fond, appelant à voter «non» au traité de Lisbonne, chacun avec leurs propres programmes contradictoires tels des lemmings. Je suis sûr que les Irlandais diront à propos de ce cirque ce qu'ils ont dit à Libertas: va te faire voir!

(Applaudissements)

Marietta Giannakou (PPE). - (EL) Monsieur le Président, le programme de la Présidence suédoise comporte en effet toutes les matières importantes qui sont liées à notre époque, tant d'aujourd'hui que de demain.

Je commencerai par la récession. Je suppose que la Présidence suédoise devra approfondir davantage cette matière. L'économie sociale de marché a besoin d'investissements dans l'économie réelle et pas seulement dans des produits financiers tels que ceux qui nous ont mis dans la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

La question du climat et du développement durable qui englobe aussi le développement social, et la question de l'emploi, sont évidemment des questions extrêmement importantes. Cependant, dans ce domaine également, des investissements réels sont nécessaires dans l'économie, accompagnés d'un contrôle accru. Une économie de marché qui tend vers une approche de laisser faire - laisser passer n'est pas ce dont nous avons besoin en Europe.

Les questions de la criminalité, des affaires intérieures et de la justice nous concernent tous véritablement. Le grand banditisme n'est certainement plus ce qu'il était autrefois et est assurément lié au terrorisme et à toute forme d'activité illégale. C'est pourquoi il demande une autre approche.

Je pense que ce qui importe le plus est que nous examinions également, par rapport au nombre élevé d'immigrants venant de pays tiers, si la politique de développement de l'Union européenne a réellement fonctionné et sur quels points; autrement dit, nous avons besoin d'une vraie évaluation et d'examiner que ce qui aurait pu ou aurait dû être modifié en vue de gérer correctement l'immigration clandestine, car nous parlons de personnes et pas seulement d'actes politiques ou administratifs.

Le programme de la Présidence suédoise est vraiment très ambitieux, surtout, entre autres, concernant le dialogue transatlantique. Cependant, pour cette matière également, nous devons examiner s'il est opportun que l'Union européenne s'occupe uniquement du développement et que les États-Unis s'occupent uniquement de la sécurité.

Ivari Padar (S&D). - (ET) Mesdames et Messieurs, en tant que représentant d'Estonie, l'un des voisins de la Suède, avec laquelle elle est reliée par la mer Baltique, je voudrais attirer votre attention sur l'une des priorités de la Présidence, à savoir la stratégie pour la région de la mer Baltique. La stratégie qui a été lancée avec la participation active de mon collègue social démocrate de l'ancien parlement, l'actuel président de l'Estonie Toomas Hendrik Ilves, revêt une grande importance pour l'ensemble de l'Europe, et je tiens à remercier la Présidence d'en faire une de ses priorités.

Cela illustre également bien la manière dont des initiatives proposées par des députés du Parlement peuvent aboutir à des résultats concrets. Je voudrais inviter la Présidence suédoise à mettre en œuvre la stratégie pour la région de la mer Baltique, pour laquelle il y a maintenant une opportunité unique. Pour ce faire, nous devons financer la ligne budgétaire actuellement vide dans le budget communautaire. J'espère que cette stratégie sera adoptée lors du Conseil européen pendant la Présidence suédoise. Deux autres domaines sont importants à mes yeux: en tant qu'ancien ministre des finances, je considère qu'il est très important de s'occuper de la crise économique et de la mise en œuvre de la transparence dans le secteur financier...*(Intervention interrompue)*

PRÉSIDENT DE M. JERZY BUZEK

Président

Arturs Krišjānis Kariņš (PPE). - (LV) Monsieur le Président, Monsieur Barroso, Monsieur Reinfeldt, tout d'abord, je voudrais féliciter le gouvernement suédois pour les objectifs qu'il a fixés pour sa Présidence. Ce n'est pas une période facile pour l'Europe, elle est pleine de défis. Parmi les nombreuses priorités importantes que la Suède a établies pour sa Présidence, je voudrais attirer votre attention sur la stratégie de l'Union européenne pour la région de la mer Baltique, et plus particulièrement la partie concernant la sécurité du

marché énergétique. Une sécurité commune pour le marché énergétique européen ne sera pas possible tant que des marchés divisés et isolés les uns des autres existent en Europe, tant concernant l'électricité que le gaz. Pour des raisons historiques, ce problème est particulièrement marqué dans la région de la mer Baltique. Afin de résoudre ce problème et de diluer le risque par rapport à l'approvisionnement énergétique, il nous faut une politique européenne commune dans le domaine de l'énergie. Une telle politique ne doit pas être basée uniquement sur l'efficacité énergétique et les ressources renouvelables, mais également sur la création d'un marché commun de l'électricité et du gaz avec des interconnexions opérationnelles. La stratégie de l'Union européenne pour la région de la mer Baltique constitue un pas dans la bonne direction. Elle vise à relier progressivement les marchés de l'énergie dans la région, en surmontant les dysfonctionnements au niveau des interconnexions et en créant des mécanismes de marché communs. L'occupation par l'Union soviétique dans la région de la mer Baltique a laissé un marché divisé et partiellement isolé, ce qui accroît le risque lié à notre approvisionnement énergétique. Notre défi pour l'avenir consiste à changer cette situation, et ce faisant à booster la sécurité commune de nos approvisionnements énergétiques. Je souhaite bonne chance à la Présidence suédoise pour faire un départ énergétique dans cette tâche importante. Merci pour votre attention.

Åsa Westlund (S&D). - (SV) Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, si nous voulons obtenir un bon accord international dans le domaine du climat, nous devons également écouter les autres pays. Si nous le faisons, nous nous rendrons compte que, premièrement, ce qui est demandé est que l'UE et d'autres pays assument une plus grande part de responsabilité dans la réduction de nos émissions chez nous, et, deuxièmement, que l'UE et d'autres pays industrialisés indiquent concrètement comment nous contribuerons économiquement à l'action en matière climatique des pays plus pauvres.

Le fait que jusqu'à présent le gouvernement suédois a travaillé à l'encontre de cela a malheureusement réduit les chances d'obtenir un bon accord à Copenhague. Le Conseil de ministres doit également comprendre cela, et je poserais dès lors deux questions. La Présidence suédoise est-elle disposée à contribuer à un bon accord international dans le domaine du climat en contribuant davantage aux réductions d'émissions de l'UE à domicile? Quand a-t-elle l'intention de présenter des propositions spécifiques pour financer l'action en matière climatique des pays pauvres?

Tunne Kelam (PPE). - (EN) Monsieur le Président, je voudrais féliciter la Présidence suédoise pour son opportunité historique d'amener l'UE à mettre en œuvre le traité de Lisbonne.

Je voudrais soulever trois points. Premièrement, il est extrêmement important que la nouvelle Commission soit opérationnelle dès que possible. L'incertitude institutionnelle ne peut servir d'excuse pour postposer la formation de la nouvelle Commission. Ces arguments sonnent vraiment hypocrites. En vue de sortir de la crise économique et de créer de nouveaux emplois, nous avons besoin plus que jamais d'une Commission forte, indépendante et innovatrice.

Deuxièmement, je voudrais féliciter la Présidence suédoise de mener la mise en œuvre de la stratégie pour la région de la mer Baltique, qui a été lancée par le Parlement européen. Cependant, il y a également une ligne budgétaire spéciale pour cette stratégie qui est toujours vide. Nous ne pouvons nous attendre à un changement positif de la situation environnementale dans la mer Baltique en comptant uniquement sur des projets ad hoc. Nous avons également assurément besoin d'un soutien coordonné du budget communautaire.

Troisièmement, pour l'Estonie, le programme de Stockholm est important. Il devrait également inclure un programme pour l'utilisation des technologies de l'information modernes. Je me demande si l'établissement d'une agence pour la gestion opérationnelle des systèmes de technologie de l'information à grande échelle dans le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice contribuerait à mettre en œuvre cette stratégie.

Alf Svensson (PPE). - (SV) Monsieur le Président, félicitations pour votre nomination. Je voudrais également remercier Fredrik Reinfeldt pour son compte rendu et son rapport extraordinaires. À présent, nous attendons tous de grandes réalisations à Copenhague, bien qu'il convienne de souligner qu'il s'agisse d'un événement international. Des attentes ont réellement été suscitées, mais j'ose dire que si tous les groupes ne sont pas satisfaits du résultat, cela ne sera pas la fin du monde.

Naturellement, la crise économique a été mise en avant ici. L'on prête toujours attention aux grands groupes, aux grandes entreprises. Je voudrais insister sur le fait que les petits sous-traitants loyaux ne devraient pas être oubliés non plus lorsque des questions financières sont débattues. Je voudrais également souligner les valeurs spécifiques de la stratégie pour la région de la mer Baltique. Je pense que la stratégie pour la région de la mer Baltique pourrait renforcer la légitimité de toute l'UE. La plus grande mer intérieure d'Europe peut et doit être sauvée. La stratégie pour la région de la mer Baltique peut également contribuer à contrôler la

tendance de la criminalité et le trafic. Il s'agit également d'une importante question environnementale qui, à la limite, demande sa propre conférence de Copenhague.

Je suis ravi que les activités concernant une solution pour la frontière entre la Croatie et la Slovénie figurent à l'agenda et que la question chypriote soit également résolue. Nous sommes tous anxieux de le voir. Nous verrons également progressivement, je pense, la région nordique s'élargir dans l'UE pour y inclure l'Islande ainsi que, j'imagine, la Norvège dans un futur pas trop lointain.

L'autre jour en Afrique, le président Barack Obama a prononcé un discours extraordinaire sur l'Afrique. J'ai des raisons de souligner que la Suède peut être fière de son travail et j'espère que nous pourrions continuer à lever haut le drapeau de la solidarité à l'avenir.

Ivo Belet (PPE). – (NL) Je pense que nous et le projet européen nous trouvons à un véritable carrefour. Le traité de Lisbonne, la conférence sur le climat de Copenhague et une approche vigoureuse pour résoudre la crise financière et économique sont les trois grands thèmes que vous aurez à gérer durant les six prochains mois, et si nous pouvons les mener à bien, l'Europe pourrait réellement faire un bond en avant prodigieux.

Vous savez certainement qu'une grande majorité des députés européens sont prêts à apporter leur soutien à cette direction et je voudrais vous conseiller vivement, sur le ton de la plaisanterie, de laisser les détracteurs et les chiens qui aboient faire leur tapage dans les coulisses. Ne les laissez pas vous distraire de votre mission, de votre but. Je crois que nous devons nous concentrer sur l'essentiel.

Permettez-moi d'attirer votre attention sur une question, Monsieur le Premier ministre Reinfeldt. Il est crucial que nous nous concentrions sur l'une des principales priorités, à savoir un plan offensif pour l'avenir de l'industrie automobile dans l'Union européenne. Selon moi, nous n'avons pas eu de tel plan jusqu'à maintenant, ou du moins il était insuffisant, et je pense que vous en conviendrez avec nous. Il n'est vraiment pas trop tard. Le plan de sauvetage pour Opel bat son plein et le monde, et même l'Europe, n'est pas débarrassé des démons du protectionnisme. Ils sommeillent sous la surface, et la société suédoise est tout aussi touchée que nous ne le sommes en Belgique, ainsi qu'ils le sont en France, en Allemagne et en Slovaquie. Nous sommes tous logés à la même enseigne.

Nous devons faire face à cette situation dans le cadre de la solidarité mutuelle, avec une approche coordonnée plutôt que dans l'esprit du chacun pour soi, et que nous n'essayions pas de nous rogner les ailes les uns les autres. Monsieur le Président, je crois que vous avez une occasion unique de travailler avec le président de la Commission – cela envoie également un signal clair à la Commission – en vue d'élaborer un plan commun, un plan commun, Monsieur Barroso, pour l'avenir de nos usines automobiles, les orientant ainsi vers le XXI^e siècle.

Nous pensons que la voiture à faible consommation d'énergie et respectueuse de l'environnement peut être réalisée dans les usines d'assemblage de véhicules existantes en Europe et nous comptons sur vous, Monsieur Barroso et Monsieur Reinfeldt, pour être de notre côté.

Csaba Sógor (PPE). – (HU) Selon nous, la Suède est synonyme d'Europe. Ce pays est le pays de la prospérité, de la sécurité et de la liberté, où les questions des droits de l'homme et des libertés ont autant d'importance que les préoccupations économiques et environnementales. De l'autre côté, nous avons le parlement d'un État membre de l'UE qui a adopté une loi linguistique prévoyant que si une personne, en ce compris vous tous, n'appelle pas la capitale du pays par son nom dans la langue officielle du pays, Bratislava, mais utilise son nom allemand, Presburg, ou son nom hongrois, Pozsony, cette personne risque de payer une amende de 5 000 euros. L'exposé des motifs de l'amendement à la loi linguistique indique que, dans certains cas, la protection de la langue nationale ne tient pas compte de la liberté d'expression et du droit à la vie privée. Une Union européenne qui adopte une telle loi n'est plus une Europe de liberté. Je demande à la Présidence suédoise de faire tout son possible pour que cette loi soit abrogée et que le chef d'État slovaque ne la signe pas.

Kinga Göncz (S&D). – (HU) Je voudrais attirer votre attention sur deux des priorités de la Présidence suédoise que j'ai été ravie de voir sur cette liste. La première de ces priorités est l'opposition catégorique à la discrimination, au racisme, à l'antisémitisme, à la xénophobie et à l'homophobie. Je pense que l'importance de cette matière est particulièrement soulignée par le fait que nous avons vu à quel point le niveau de soutien à l'extrême droite était évident dans plusieurs pays européens lors des élections du Parlement européen. Cela confère dès lors à chacun de nous, y compris le Parlement et la Présidence actuelle, la responsabilité de s'assurer que les plus vulnérables ne se retrouvent pas dans une situation de précarité. Plus particulièrement, nous devons tout faire pour garantir qu'il n'y ait pas de coopération entre les partis prétendant être démocratiques et les partis extrémistes. Un très bon exemple en la matière est la loi linguistique slovaque,

déjà mentionnée aujourd'hui à plusieurs reprises, qui est gravement discriminatoire, comme cela a été décrit. La deuxième priorité que je souhaiterais saluer est la série de mesures européennes à adopter, visant l'intégration des communautés roms.

Mirosław Piotrowski (ECR). – (PL) Monsieur le Président, la poursuite de l'élargissement de l'Union européenne et l'avenir du traité de Lisbonne font partie des objectifs de la Présidence suédoise. La cour constitutionnelle allemande a récemment déclaré que le traité de Lisbonne ne peut être accepté qu'à la condition que la préséance du *Bundestag* et du *Bundesrat* soit préservée, ce qui remet en question l'idée du fédéralisme européen. Le traité de Lisbonne s'est, dès lors, avéré être un monstre juridique, ce qui a été constaté non seulement par les Allemands mais également par les Irlandais dans un référendum et par les présidents de la République tchèque et de la Pologne. Dans ce contexte, la Présidence suédoise devrait amorcer un débat à l'échelle européenne sur le thème du rôle des parlements nationaux des 27 États membres, et devrait développer un nouveau modèle de coopération entre les États européens souverains.

Il faut, dès lors, espérer que la Présidence suédoise, à laquelle je souhaite bonne chance, écoutera avec davantage d'attention la voix des citoyens.

Simon Busuttil (PPE). – (MT) Je voudrais également applaudir le Premier ministre M. Reinfeldt qui est resté avec nous jusqu'à la fin de ce débat. Nous nous tournerons vers la Présidence pour réaliser trois priorités importantes. La première est le programme de Stockholm dans le domaine de la justice, de la liberté et de la sécurité. Nous devons garantir qu'un accord soit atteint sur ce programme dès que possible. La deuxième priorité est la mise en œuvre du pacte sur l'immigration et l'asile. Nous nous tournerons vers vous, Monsieur le Premier ministre, pour nous assurer que vous appliquiez le pacte qui a été convenu l'année passée. Troisièmement, le mois dernier, pendant le Conseil européen, un accord a été atteint concernant le projet-pilote sur la répartition des charges dans le domaine de l'immigration. Vous avez beaucoup de travail devant vous, Monsieur le Premier ministre, et nous, avec notre président, vous surveillerons étroitement pour garantir que ce travail soit réalisé.

Ana Gomes (S&D). – (PT) Depuis Dag Hammarskjöld, la Suède s'est distinguée en tant que membre des Nations unies (ONU). Elle sait dès lors que, sans organes ayant une légitimité et une représentativité universellement reconnues, il n'y aura pas de force politique pour conclure Kyoto2, le cycle de Doha ou les objectifs du Millénaire pour le développement, ou pour réglementer l'économie mondiale, sans parler de la défense des droits de l'homme.

Il est regrettable que la Présidence suédoise se résigne au cadre informel et contesté du G20. Il est tragique que l'UE – cette locomotive du monde selon M. Barroso, qui citait le Secrétaire général de l'ONU – soit dépourvue de chef et de quelque vision stratégique que ce soit dans ce domaine, à un moment où le président Obama proclame son engagement vis-à-vis de la gouvernance mondiale. En lieu et place, de notre côté, nous n'avons fait qu'entendre le Pape insister sur la nécessité urgente de réorganiser le Conseil de sécurité de l'ONU et les institutions de Bretton Woods.

Monsieur le Président, pourquoi la Présidence suédoise refuse-t-elle d'amener l'Europe à imposer la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, en exigeant un siège à la table pour l'Union européenne avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne?

Pat the Cope Gallagher (ALDE). – (GA) Monsieur le Président, le référendum sur le traité de Lisbonne, qui sera organisé en Irlande le 2 octobre de cette année, sera l'un des événements les plus importants pendant le mandat de la Présidence suédoise.

L'Irlande a reçu des garanties juridiques dans plusieurs domaines politiques et cela contribue grandement à apaiser les inquiétudes que le peuple irlandais avait lors du référendum de l'année passée. Maintenant, il incombe à ceux d'entre nous qui pensent qu'un vote en faveur du traité sera dans l'intérêt de l'Irlande de travailler pour faire progresser ce nouvel arrangement dans mon pays.

Si le traité de Lisbonne est adopté – et j'espère que le référendum réussira – les différents pays pourront nommer un membre à la Commission. Ceux en faveur du traité ne peuvent en aucune façon se permettre d'être suffisants. Nous devons faire tout notre possible pour garantir son succès.

(Le président retire la parole à l'orateur)

Jacek Protasiewicz, (PPE). – (PL) Monsieur le Président, je tiens beaucoup à remercier le Premier ministre M. Reinfeldt d'inclure dans ses priorités la nécessité de développer la coopération avec nos voisins de l'Est.

Je voudrais également le remercier pour l'engagement de la Suède envers le développement du partenariat oriental.

Dans ce contexte, je voudrais signaler que dans les six prochains mois, nous, en tant qu'Union européenne, et la Suède, en tant que Présidence, devons faire face aux problèmes concernant le non-respect des droits de l'homme au Belarus. Cela fait six mois maintenant que trois entrepreneurs, M. Avtukhowich, M. Leonov et M. Osipenko, sont en détention et n'ont pas pu obtenir un verdict juste. Des 12 jeunes activistes qui ont participé à une manifestation en janvier 2008, 11 se sont vus infligés des peines de privation de liberté, et, il y a plusieurs jours, l'un d'entre eux a été condamné à un an de prison. Monsieur le Premier ministre, durant les six prochains mois, veuillez prêter attention à la question des violations des droits de l'homme au Belarus.

Fredrik Reinfeldt, *président en exercice du Conseil*. – (SV) Monsieur le Président, j'espère pouvoir rendre un peu du temps que j'ai emprunté plus tôt.

(Le président interrompt brièvement l'orateur)

Je sais que vous attendez un vote. Permettez-moi de vous remercier d'avoir très bien représenté vos groupes politiques respectifs. Je prends note de votre ardeur et des attentes envers la Présidence suédoise, de votre désir que nous soyons davantage une force motrice dans les négociations sur le climat et que nous prenions des mesures pour lutter contre la crise financière et la récession économique. Vous avez pris note de notre stratégie pour la région de la mer Baltique, de nos efforts continus pour faire avancer la question de l'élargissement, et je voudrais tous vous remercier pour le soutien dont nous bénéficions dans cette matière.

Je sais également que la transition au traité de Lisbonne impliquera que nous nous réunissions à nouveau, et que nous ayons beaucoup de choses à faire ensemble cet automne. Plusieurs ministres de mon gouvernement m'ont accompagné aujourd'hui. Nous avons pris bonne note de vos questions et opinions et les avons suivies avec attention. J'espère que nous coopérerons étroitement et j'espère vous revoir en automne.

Le Président. – Nous comptons également sur une discussion continue et un contact permanent avec la Présidence. Cela est très important pour le Parlement européen. C'est le début de notre mandat et nous devons faire beaucoup de choses, et cela constitue un très bon point de départ: la Présidence suédoise. Merci beaucoup, Monsieur le Premier ministre.

Je voudrais également remercier le président de la Commission européenne.

(Applaudissements)

Le débat est clos.

Déclarations écrites (article 149)

Bairbre de Brún (GUE/NGL), *par écrit*. – (GA) Je salue la proposition de la Présidence suédoise consistant à se concentrer sur des questions de politique plutôt que sur des questions institutionnelles pendant sa Présidence.

Cependant, le Conseil a décidé d'ignorer la volonté exprimée démocratiquement du peuple irlandais, et ils ont pris la décision d'imposer le traité de Lisbonne.

Malheureusement, le cadre politique qu'ils poursuivent est le même agenda de la déréglementation et de la libéralisation qui s'est soldé par échec. Cela n'est pas la réponse appropriée à la crise économique. C'est tout le contraire, à savoir qu'il y a une continuation des mêmes politiques qui ont engendré la crise, et ce sont ces mêmes politiques qui sont renforcées davantage dans le traité de Lisbonne.

L'on nous dit que nous avons besoin du traité de Lisbonne parce qu'il a été préparé durant de nombreuses années. Cependant, le traité de Lisbonne a été rédigé et décidé avant la crise économique, et il est basé sur des politiques qui ont contribué à déclencher la crise. Imposer aujourd'hui ces politiques dépassées serait désastreux, car elles aggraveraient la crise.

De nouvelles politiques pour une nouvelle ère sont nécessaires. Un nouveau traité pour une nouvelle ère est nécessaire.

Concernant le changement climatique, il importe que la Présidence suédoise fasse de son mieux pour atteindre un accord solide à Copenhague.

Diane Dodds (NI), par écrit. – (EN) La nouvelle Présidence suédoise a beaucoup de défis à relever, mais le plus grand est la nécessité de s'assurer que l'UE respecte la souveraineté des États membres et ne néglige pas les droits démocratiques de la population européenne.

Les préoccupations et les intérêts de nos concitoyens sont bien trop souvent ignorés dans la ruée à tête baissée vers le projet fédéraliste exemplifié dans le traité de Lisbonne.

En vue des changements à venir, les préparations pour la réforme de la politique agricole commune en 2013 seront débattues pendant cette Présidence. La voix des régions dépendant fortement de l'agriculture, comme l'Irlande du Nord, doit être entendue pendant ces discussions et dans le débat sur la réforme de la politique de la pêche.

Nous avons le devoir suprême d'aider et de protéger nos électeurs en cette période de fortes turbulences financières. L'UE ne doit pas faire obstacle à la croissance et la stabilité économiques.

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), par écrit – (PT) Le programme antisocial de la Présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne représente un pas dangereux vers l'expansion des politiques néolibérales. Il reflète la poursuite incessante de ces politiques, malgré toutes les preuves, par les leaders du capitalisme dans l'Union européenne, qui oublient que leurs politiques sont la principale cause de la crise économique et sociale.

Bien que, dans la présentation de son programme, la Présidence suédoise ait fait référence au peuple et aux problèmes du chômage, elle n'a fait mention d'aucune mesure visant à modifier les politiques existantes qui ont entraîné ces problèmes. Bien au contraire. Plus particulièrement, elle a souligné la politique de la libre concurrence dans les domaines les plus divers, incluant les services et le commerce extérieur. Elle a tout misé sur la reprise des marchés financiers, sur la restauration des principes du pacte de stabilité et sur la défense du néolibéralisme, ce qui résultera assurément en de nouvelles attaques contre les droits sociaux et du travail.

La Présidence suédoise n'a pas non plus oublié d'insister sur un nouveau référendum en Irlande relatif au projet du traité de Lisbonne, déjà prévu pour le 2 octobre, poursuivant ainsi le chantage exercé auprès du peuple irlandais en vue de progresser plus rapidement vers la destruction des services publics et la réduction des droits sociaux, en ce compris dans les domaines de la sécurité sociale, de la santé, de l'eau, de la protection sociale et des droits des travailleurs. Il n'est pas difficile de prédire qu'elle soumettra de nouvelles propositions de directives, qui tenteront de faire adopter les mêmes idées que les propositions qui ont été rejetées durant la législature précédente.

Livia Járóka (PPE), par écrit. – (HU) Je salue la nouvelle Présidence et souhaiterais exprimer l'espoir que, en tant que troisième membre du Conseil de la troïka, la Suède poursuivra le travail qui a été entamé sous les Présidences tchèque et française dans le domaine de l'intégration sociale des Roms. De nombreux facteurs ont fait obstacle au travail de la Présidence tchèque sortante mais le tableau général en termes de questions relatives aux Roms est néanmoins positif. En fait, la plate-forme pour l'inclusion des Roms a tenu sa première réunion en avril à Prague, tandis qu'en juin, le Conseil européen a renforcé ses objectifs généraux pour offrir aux Roms des chances égales en appelant la Commission et les États membres à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui touchent les Roms.

Dans ce même document, le Conseil a adopté les principes de base communs définis à Prague pour réaliser l'intégration sociale des Roms, en invitant les décideurs publics à prendre en considération ces principes et à les respecter. Sur la base des résultats atteints par la troïka jusqu'à présent, j'espère que la Présidence suédoise prêterait au moins une plus grande attention qu'avant aux questions relatives aux Roms. Ainsi, j'espère que la prochaine conférence sur le marché du travail favorisant l'inclusion prévue en octobre et que le sommet de l'égalité des chances prévu en novembre accorderont la plus haute priorité à la question de la plus grande minorité en Europe. En effet, en termes de taille de la population, elle est considérablement plus grande que la population vivant dans la région de la mer Baltique, désignée comme une priorité par cette Présidence. J'espère également que la Présidence suédoise ira au-delà des approches théoriques déjà adoptées et des questions d'organisation décidées, et commencera à prendre des mesures spécifiques, en mettant ainsi ces cadres en pratique.

Marian-Jean Marinescu (PPE), par écrit. – (RO) Le programme de Stockholm, qui est une priorité pour la Présidence suédoise, doit contribuer à renforcer le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice, ainsi qu'à promouvoir l'activité économique pendant la crise actuelle, surtout vu la possibilité que le traité de Lisbonne entre en vigueur.

Le succès du programme de Stockholm contribuera à rendre l'Europe plus accessible à ses citoyens. Ce succès se reflètera dans l'application du droit de la libre circulation pour tous les citoyens européens et de la mise en œuvre intégrale du principe de reconnaissance mutuelle dans les affaires civiles et criminelles au niveau de l'UE.

La Présidence suédoise doit continuer les efforts des Présidences française et tchèque, dont les priorités étaient de fournir à tous les travailleurs dans l'UE un accès total au marché de l'emploi de la Communauté, une liberté hautement symbolique de la citoyenneté européenne.

À cette fin, les États membres doivent participer activement via des actions concrètes pour abolir les frontières virtuelles à l'intérieur de l'UE qui nuisent à la libre circulation des citoyens, vu que ceux-ci sont confrontés à des difficultés administratives et juridiques lorsqu'ils habitent et travaillent dans un autre État membre.

La libre circulation doit être une réalité pour tous les citoyens de l'UE, surtout en période de crise économique, ce qui met en évidence la nécessité de promouvoir une mobilité sans restriction des travailleurs. Cette mobilité peut être autorégulatrice et garantir la flexibilité, elle peut également réduire la quantité de travail non déclaré et le taux de chômage naturel.

Silvia-Adriana Țicău (S&D), par écrit. – (RO) L'UE fait face à d'énormes défis aujourd'hui: la crise économique et financière, la hausse alarmante du chômage et le changement climatique. Le taux de chômage dans l'UE s'élève à 8,9 % à l'heure actuelle tandis que 19 % des jeunes gens de moins de 16 ans et 19 % des personnes âgées sont exposées au risque de la pauvreté. Les gens perdent leur emploi, de nombreuses entreprises font faillite et les budgets nationaux affichent de graves déficits. La Présidence suédoise de l'UE a une lourde responsabilité vis-à-vis de ses citoyens. Elle doit restaurer l'espoir d'une vie décente et poser les bases à une reprise économique en amenant chacun à faire des efforts. Des mesures telles que l'augmentation du rendement énergétique, l'utilisation de l'énergie provenant de sources renouvelables et l'amélioration de la sécurité énergétique de l'UE figurent parmi les priorités de la Présidence suédoise. J'espère que la Présidence suédoise de l'UE marquera le départ d'une ère de prospérité, garantissant une période de croissance économique pour les 40 à 50 prochaines années. Je pense que, maintenant plus que jamais, nous avons besoin d'investir dans l'éducation, la recherche, le rendement énergétique et, surtout, dans les personnes. La Suède est réputée pour ses politiques sociales et son niveau de vie élevé. C'est pourquoi je voudrais, avec mes collègues du Parlement européen et chaque citoyen en Europe, vous souhaiter bonne chance, et nous espérons que cette législature sera un tremplin pour un nouvel avenir.

Georgios Toussas (GUE/NGL), par écrit. – (EL) Les priorités de la Présidence suédoise marquent une escalade de la campagne antipopulaire menée par l'UE, dont le but est de préserver la rentabilité actuelle du capital euro-unificateur en déplaçant la charge de la récession capitaliste sur les travailleurs et les classes populaires. La Présidence suédoise cherche à accélérer les restructurations capitalistes, dans le cadre de la stratégie de Lisbonne. À l'épicentre de cette attaque contre les travailleurs se trouvent les réductions de salaires et de pensions, la destruction complète des relations de travail, les droits des travailleurs, les systèmes de protection sociale et d'assurance, et une commercialisation encore plus grande de la santé et de l'éducation.

L'«économie verte» est conçue de manière à ce que, sous le prétexte de lutter contre le changement climatique, de nouveaux secteurs d'activité rentables puissent s'ouvrir au capital.

Le programme de Stockholm s'efforce, au nom de la lutte contre le terrorisme et le grand banditisme, de renforcer davantage le système politique bourgeois, de sorte qu'ils puissent faire face aux réactions de la population et intensifier les mesures répressives contre les immigrants.

La stratégie pour la région de la mer Baltique a ouvert la voie à une approche plus agressive par les monopoles euro-unificateurs dans les pays se trouvant le long des frontières orientales de l'UE, dans une tentative de renforcer leur position dans la concurrence impérialiste.

Se servant de «garanties» comme d'un écran de fumée et d'une coercition flagrante, ils tentent de s'emparer du vote irlandais afin de mettre en œuvre l'antipopulaire traité de Lisbonne.

PRÉSIDENTE DE M. GIANNI PITTELLA*Vice-président***6. Heure des votes**

Le Président. – L'ordre du jour appelle l'heure des votes.

(Pour les résultats des votes et autres détails les concernant: voir procès-verbal)

6.1. Élection des questeurs du Parlement européen (premier, deuxième et troisième tours de scrutin)

- Avant le vote

Martin Schulz (S&D). – *(DE)* Monsieur le Président, je pense que vous devez expliquer quelque chose. Nous menons actuellement un test. Dans ce test, nous ne pouvons voter que pour deux personnes – par exemple Pavarotti et Montserrat Caballé. Plus tard, cependant, lors du vote pour les questeurs, nous pourrions voter pour cinq personnes. Je voulais juste rappeler ce point, car cela a embrouillé beaucoup de députés. Ce n'est que dans ce test que nous pouvons voter pour deux personnes, plus tard dans le vote réel, nous pourrions voter pour cinq personnes.

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE). – *(IT)* Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, à part vous remercier d'avoir mis Pavarotti en premier, je voudrais dire quelque chose. Après avoir coché les deux personnes pour lesquelles il faut voter, devons-nous confirmer notre vote ou le laisser tel quel?

Carlo Casini (PPE). – *(IT)* Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, vu que tout le monde n'a pas tout à fait compris les explications orales avant le vote, ce serait une bonne idée d'expliquer à nouveau clairement la manière de voter.

Le Président. – Je pense que le résultat du vote montre à quelle vitesse la procédure a été apprise.

- Après le vote

Conformément aux articles 16 et 15, paragraphe 2, du règlement, l'ordre de préséance des questeurs sera déterminé par l'ordre suivant lequel ils ont été élus. La composition du nouveau Bureau sera notifiée aux présidents des institutions des Communautés européennes.

6.2. Composition numérique des commissions parlementaires

Le Président. – L'heure des votes est close.

(La séance, suspendue à 13 h 45, est reprise à 15 heures)

PRÉSIDENTE DE M. GIANNI PITTELLA*Vice-président***7. Approbation du procès-verbal de la séance précédente: voir procès-verbal****8. Iran (débat)**

Le Président. – L'ordre du jour appelle les déclarations du Conseil et de la Commission sur l'Iran.

Carl Bildt, président en exercice du Conseil. – *(EN)* Monsieur le Président, c'est un honneur de pouvoir m'adresser à vous en cette enceinte pour la première fois. Je m'attends à revenir à de nombreuses reprises au cours des six prochains mois pour aborder différentes questions.

La question qui nous occupe aujourd'hui est l'Iran. Avant de me pencher sur le fond du dossier, permettez-moi d'exprimer nos plus sincères condoléances à l'Iran pour le tragique accident survenu plus tôt dans la journée.

Nous déplorons du fond du cœur les pertes de vies humaines et exprimons notre compassion pour toutes les personnes affectées par cette tragédie.

La question iranienne est incontestablement l'une des principales priorités de la Présidence suédoise. Elle est liée aux résultats des élections, aux interrogations - c'est le moins que l'on puisse dire - qui ont été soulevées au terme de ces élections ainsi qu'à l'évolution de la situation politique que nous avons pu observer depuis lors.

Vous n'êtes pas sans savoir, je pense, que l'Union européenne a adopté une position de principe très ferme concernant ces événements. Nous avons rappelé que les questions soulevées concernant le déroulement des élections devaient être sérieusement investiguées par les autorités iraniennes et que toute la lumière devait être faite à leur sujet. Nous avons été très clairs également dans notre réponse à ce que nous avons pu constater dans les rues de Téhéran. Nous avons condamné la répression, la violence et l'usage de la force contre des manifestants pacifiques, et nous condamnons la répression contre les journalistes, les médias, les services de communication et les protestataires. Ces actions sont contraires non seulement aux normes et aux valeurs que nous représentons, mais aussi, naturellement, à l'espoir d'une société plus ouverte et plus réformatrice exprimé par tant d'Iraniens.

Cela étant dit, nous maintenons notre politique de principe axée sur la recherche de nouvelles et de meilleures relations avec la nation iranienne. Il s'agit d'une nation riche, qui a une large contribution à apporter au développement du monde et de sa propre région, et nous espérons qu'à un moment donné - pas trop lointain, espérons-le -, cette possibilité de s'engager dans une relation véritablement nouvelle se concrétisera.

Avant de conclure, permettez-moi d'évoquer brièvement une question qui nous préoccupe au plus haut point, à savoir la détention, par les autorités iraniennes, de certains membres de missions européennes et ressortissants européens. Nous sommes en contact permanent avec les autorités iraniennes à ce sujet. Nous considérons comme sans fondements les possibles accusations portées contre ces personnes, et je puis vous assurer que nous maintiendrons la pression sur les autorités iraniennes de toutes les manières possibles jusqu'à ce que ces problèmes soient résolus de manière satisfaisante - c'est-à-dire jusqu'à ce qu'elles soient libérées.

Catherine Ashton, *membre de la Commission*. – (EN) Monsieur le Président, j'ai aujourd'hui, pour la première fois, l'occasion de féliciter l'ensemble des honorables parlementaires pour leur élection au nouveau Parlement européen. Au nom de la Commission, je peux vous dire que nous nous réjouissons d'une future coopération constructive avec vous, y compris, bien sûr, concernant certains des défis internationaux les plus urgents auxquels nous sommes confrontés, dont fait naturellement partie la question qui nous occupe aujourd'hui. Ma collègue Benita Ferrero-Waldner est en déplacement cette semaine. J'ai donc proposé de la remplacer, et je suis ravie de pouvoir m'adresser à vous aujourd'hui en son nom.

Cette Assemblée joue un rôle important dans le maintien et le développement des relations entre l'Union européenne et la République islamique d'Iran. Les visites d'échange entre la délégation PE/Iran et les députés du *Majlis* ont déjà largement contribué à améliorer la compréhension mutuelle. Le Parlement a également joué un rôle dans la mise en place de plusieurs instruments qui servent de base importante aux activités de l'UE en Iran. La Commission espère pouvoir continuer à en faire bon usage dans les années à venir.

Le débat d'aujourd'hui a été décidé à la suite de la récente élection présidentielle en Iran et des événements qui ont suivi. Si, comme l'a indiqué la Présidence, l'évolution de la politique et des politiques iraniennes est essentiellement du ressort des citoyens d'Iran, elle a incontestablement des répercussions plus vastes, et il est juste que nous la suivions de près.

L'Union européenne a adopté des positions très claires sur la situation en Iran à la suite de l'élection présidentielle et a maintenu un front uni à cet égard. Nous avons exprimé notre profond respect pour la souveraineté de l'Iran, tout en soulignant nos vives préoccupations quant aux violences postélectorales, comme nous le ferions pour n'importe quel pays lorsque des gens perdent la vie ou que leurs droits sont menacés.

Les accusations d'ingérence européenne dans les élections iraniennes ou d'implication quelconque dans les protestations qui ont suivi sont infondées. Par contre, la dispersion des manifestations pacifiques, les détentions arbitraires et la lourde censure qui pèse sur les médias constituent des violations des droits de l'homme qui ne sauraient être considérées comme des questions relevant exclusivement des affaires intérieures d'un pays. En dépit de la situation délicate en Iran, la Commission reste fermement attachée à la poursuite du dialogue. C'était le cas avant les élections, et c'est encore le cas à présent.

L'Union européenne et l'Iran ont de nombreux intérêts communs et prioritaires, notamment en matière de lutte contre le trafic de drogue et de soutien aux réfugiés afghans. Ceux-ci exigent une attention et une coopération continues de notre part, et nous espérons que l'Iran partagera ce point de vue.

La Commission continue de chercher des moyens de déployer des instruments communautaires dans des activités constructives en Iran. Nous pouvons renforcer la compréhension mutuelle en poursuivant, par exemple, notre coopération au travers des échanges universitaires dans le cadre d'Erasmus Mundus.

Nous sommes persuadés que l'Union européenne devrait maintenir ouverts tous les canaux de communication avec l'Iran. Nous devons rechercher des engagements à tous les niveaux avec ce pays. Si cela s'avère possible et prudent, nous sommes prêts à poursuivre et à renforcer notre collaboration à l'avenir.

Nos divergences actuelles avec le gouvernement iranien sont nombreuses. Certaines sont extrêmement profondes. Nous appelons le gouvernement iranien à rechercher avec nous des solutions à nos divergences par le biais du dialogue. Ce n'est qu'en discutant des défis qui nous séparent dans un esprit de respect mutuel que nous pouvons espérer les surmonter. L'Europe n'a jamais fermé la porte à de telles discussions, et cette porte reste ouverte aujourd'hui.

Enfin, en écho à la Présidence, j'exprime moi aussi mes condoléances aux familles des Iraniens et des Arméniens victimes du tragique accident d'avion survenu tout à l'heure.

Jacek Saryusz-Wolski, *au nom du groupe PPE*. – (EN) Monsieur le Président, je tiens à refléter la tonalité du débat organisé en réunion extraordinaire de la commission des affaires étrangères sortante, qui s'est tenue mercredi dernier, les délais n'ayant pas permis de réunir la nouvelle commission.

Les faits sont largement connus; je n'y reviendrai pas. L'Union a le devoir de faire valoir l'universalité des droits de l'homme, de suivre de très près les violations des droits de l'homme en Iran et de demander des comptes au pays pour la brutalité et la violence dont il fait preuve. La semaine dernière, la commission des affaires étrangères et la délégation pour les relations avec l'Iran, dont je fais partie, ont rencontré des représentants de la société civile iranienne, et ces aspects nous semblent primordiaux.

Nous approuvons pleinement les déclarations et les positions adoptées pour l'heure par la Présidence, le Conseil et la Commission, mais nous demandons également au Conseil de veiller à ce que les États membres de l'Union et leurs ambassadeurs à Téhéran respectent pleinement les orientations communautaires concernant les défenseurs des droits de l'homme et la prévention de la torture. Nous devons par ailleurs insister auprès de la Commission pour que tous les moyens disponibles soient mis en œuvre. Nous devrions soutenir et renforcer les organisations de la société civile en Iran, notamment via l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme, et déployer un maximum d'efforts pour renouveler notre engagement auprès de la société civile iranienne dans des domaines aussi peu controversés que la lutte contre le trafic de drogues, les questions relatives aux réfugiés, les échanges universitaires ou les visites en Europe de journalistes, pour n'en citer que quelques-uns. Ces mesures pourraient aider à renforcer les contacts humains et entraîner une amélioration sur le front de la liberté d'expression dans le pays. Oui aux pressions sur les questions de droits de l'homme, mais non à l'isolement! Privilégions le dialogue, même s'il est très difficile.

Nous traversons une période extrêmement difficile et tendue avec l'Iran. La question nucléaire, qui est cruciale, est en suspens, et nous posons la question: quelle est la voie à suivre? Les sanctions sont l'une des mesures envisagées. Nous pensons réellement que l'Union doit trouver un moyen de renouer le dialogue avec l'Iran sur tous ces sujets. La nécessité de trouver des moyens de rétablir la confiance et d'entamer un solide processus diplomatique n'a jamais été aussi grande. Nous devrions soutenir pleinement le Conseil et la Commission dans leurs démarches. Quant au Parlement européen, il doit continuer de chercher à consolider ses relations avec l'Iran sous l'angle de la diplomatie parlementaire en renforçant ses liens avec le *Majlis*.

Richard Howitt, *au nom du groupe S&D*. – (EN) Monsieur le Président, quoi que l'on pense du résultat des élections en Iran, il ne fait aucun doute que des dizaines - et même des centaines - de personnes ont été blessées, que des dizaines ont perdu la vie dans les manifestations consécutives aux élections dans le pays, et que des milliers de personnes ont été incarcérées pour des motifs politiques. Le Parlement dans son ensemble ne devrait donc pas hésiter à condamner ces violations des droits de l'homme, tout comme il doit condamner les entraves à la liberté de la presse constatées depuis l'élection.

Comme l'a évoqué M. Saryusz-Wolski concernant la réunion de la commission des affaires étrangères la semaine dernière, nous devrions également reconnaître que l'un des meilleurs moyens de prouver le caractère libre et équitable d'une élection est d'inviter des observateurs électoraux à surveiller le déroulement du scrutin.

L'Union européenne dispose d'une solide expérience en la matière. Nous devrions constater en cette Assemblée que la Commission, en notre nom, ne disposait pas de l'assurance de pouvoir effectuer un travail indépendant, juste et objectif et que nous avons donc de bonnes raisons d'affirmer que nous ne portons aucun crédit aux résultats des élections.

Nous sommes de tout cœur avec les Iraniens qui ont été blessés, emprisonnés ou dont les droits de l'homme ont été bafoués. Nos pensées vont avant tout à eux, mais je demanderai également à cette Assemblée de ne pas oublier l'Iranien employé à l'ambassade du Royaume-Uni. Il a été arrêté et est accusé sans le moindre fondement d'avoir fomenté les protestations. Nous avons également une pensée émue pour l'étudiante française détenue par les autorités iraniennes. Nous devons saluer nos collègues de la Présidence suédoise, qui ont soutenu ces pays et qui ont assuré une réaction concertée de l'Union européenne, et leur demander de continuer comme ça.

Pour finir, j'ai honte du fait que le British National Party s'exprimera pour la première fois dans le cadre de ce débat, par la bouche d'un député qui décrivait vendredi dernier l'islam comme «un cancer qui doit être extrait de l'Europe par chimiothérapie». Ces propos ne représentent pas l'opinion des citoyens britanniques et ne reflètent pas l'attitude de l'Europe vis-à-vis de l'islam. Nous devrions nous élever contre de telles paroles comme nous nous élevons contre les injustices à l'échelle internationale.

Annemie Neyts-Uyttebroeck, *au nom du groupe ALDE*. – (NL) L'Iran est un pays vaste et très peuplé dont la population est extrêmement jeune, un pays à l'histoire riche et très ancienne qui peut s'enorgueillir d'une culture impressionnante. Qui plus est, il est situé dans l'une des régions les plus sensibles de la planète. Pour toutes ces raisons, mais aussi par compassion pour nos frères humains, ne restons pas indifférents à ce qui se passe en Iran. Le groupe de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe n'est pas favorable aux changements de régime par la force. Nous estimons cependant que tous les peuples de la terre, dont le peuple iranien, doivent pouvoir choisir leurs propres dirigeants et les remplacer lorsqu'ils ne sont plus à la hauteur.

Les élections sous le régime iranien actuel ne respectent pas les normes internationales en matière d'élections libres et équitables, ce qui s'est une nouvelle fois confirmé lors de la dernière élection présidentielle. Pourtant, en dépit des strictes restrictions en vigueur en Iran, des pans entiers de la population ont refusé de reconnaître les résultats officiels et sont descendus dans la rue en guise de protestation. Le peuple iranien n'a pas été convaincu par le suivi extrêmement limité des résultats, et les protestations se sont dès lors poursuivies.

Les protestations ont été réprimées de manière particulièrement violente, et les persécutions sont toujours en cours. Nous dénonçons fermement ces dernières et appelons les autorités iraniennes à y mettre un terme immédiatement et à libérer toutes les personnes emprisonnées. L'Iran doit en outre faire cesser sur-le-champ les persécutions de journalistes étrangers, d'employés de certaines ONG et du personnel iranien des ambassades étrangères à Téhéran.

Mesdames et Messieurs, Monsieur le Président en exercice du Conseil, Madame la Commissaire, un régime qui s'abat de la sorte sur son propre peuple et sur sa propre jeunesse perd toute légitimité, non seulement sur le plan intérieur, mais aussi à l'échelle internationale. Il est donc particulièrement tragique que ces événements dramatiques interviennent au moment même où le président des États-Unis exprime sa volonté d'entamer un dialogue avec l'Iran. L'Iran est sur le point de manquer une occasion historique de prendre sur la scène mondiale la place qui lui revient par son histoire et sa culture.

Daniel Cohn-Bendit, *au nom du groupe des Verts/ALE*. – Madame la Commissaire, Messieurs les Présidents, chers collègues, quand un peuple veut se libérer, il suscite notre admiration et notre solidarité. C'est le cas pour le peuple iranien. C'est vrai que ces élections étaient tronquées à la base mais même dans ces élections, on a vu que le peuple iranien a su trouver la faille pour exprimer sa volonté de liberté et de démocratie.

Il est vrai que nous avons intérêt – personne ne le conteste – à ce que le dialogue se maintienne avec le pouvoir – terroriste – iranien. Mais en même temps, nous ne pouvons pas simplement passer à l'ordre du jour. Ce qui s'est passé à Téhéran est proprement horrible. La torture est quotidienne dans les prisons iraniennes, mais pas seulement pour les ressortissants britanniques. Des Iraniens et des Iraniennes sont quotidiennement torturés dans ces prisons également.

Dès lors, l'Europe doit élever la voix. Je sais qu'il est difficile de trouver un équilibre entre les intérêts du peuple iranien et leur défense, et nos intérêts qui ne sont pas toujours identiques. Mais même si c'est compliqué, il faut souligner que nous sommes quotidiennement aux côtés du peuple iranien. Je demande à la Commission et au Conseil d'analyser la participation de Nokia et de Siemens et la responsabilité des armes européennes

dans la répression du peuple iranien. Il n'est quand même pas possible que ce soient de grandes entreprises européennes qui aient permis au pouvoir iranien de réprimer la liberté et l'envie de liberté du peuple iranien.

(Applaudissements)

Struan Stevenson, *au nom du groupe ECR*. – (EN) Monsieur le Président, alors que nous débattons confortablement en cette Assemblée du récent soulèvement en Iran, réalisons-nous que plus de 50 des leaders étudiants, les protestataires qui ont été arrêtés, ont été pendus par les autorités iraniennes, et que plus de 200 personnes ont été tuées dans les rues, dont Neda, qui est devenue un symbole international extrêmement fort de la brutalité dont fait preuve ce régime fasciste à l'encontre du peuple iranien? Alors que nous continuons à nous satisfaire de notre situation de principal partenaire commercial du gouvernement iranien, pensons-nous sérieusement que l'argent importe plus que les vies humaines?

Pourquoi ne sommes-nous pas prêts à instaurer des sanctions plus sévères? Pourquoi, en tant que Parlement, ne supprimons-nous pas notre délégation pour les relations avec l'Iran, qui n'est, de toute façon, devenue rien de moins au cours des cinq dernières années que le porte-voix docile de l'ambassade d'Iran à Bruxelles et qui jette l'opprobre sur les institutions européennes? Mettons-la au rebut, et commençons à tenir un discours musclé aux autorités iraniennes. C'est le seul langage qu'elles comprennent.

Helmut Scholz, *au nom du groupe GUE/NGL*. – (DE) Monsieur le Président, Madame la Commissaire, Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs, le groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique est fortement préoccupé par les violences en cours en Iran. Nous condamnons nous aussi de toutes nos forces le traitement brutal des manifestants. Nous exprimons notre plus vive inquiétude quant au sort des nombreuses personnes qui ont été arrêtées et appelons à leur libération immédiate. Nous estimons par ailleurs qu'un tel appel devrait être lancé par le Parlement européen dans son ensemble.

Nous déplorons également les commentaires émis dans certains cercles médiatiques et étatiques étrangers, qui exploitent les protestations légitimes des citoyens iraniens. Pas même les derniers événements en Iran ne sauraient justifier les plans d'intervention militaire contre les installations nucléaires iraniennes. Mon groupe s'oppose à de telles stratégies. Nous saluons dès lors la déclaration claire du président Obama, qui a refusé de donner à Israël le feu vert en vue d'une attaque sur l'Iran. Le président américain croit lui aussi aux vertus de la diplomatie. L'Iran est un État souverain. Seuls ses citoyens ont le droit de décider des changements sociaux à y apporter. Le gouvernement d'un État souverain doit accepter ouvertement le désir de changement et s'efforcer d'y trouver une solution politique.

Fiorello Provera, *au nom du groupe EFD*. – (IT) Monsieur le Président, je vous félicite pour votre élection. La répression des citoyens qui contestent les résultats des élections, la censure médiatique et les persécutions dont est victime l'opposition confirment l'absence de démocratie en Iran. Nous observons des situations similaires dans d'autres pays, tels que la Chine, mais il y a d'autres raisons de s'inquiéter dans le cas de l'Iran.

Premièrement, en raison de ses ambitions hégémoniques, qui se traduisent par son ingérence dans les affaires des pays voisins, par exemple dans la région de Bassora en Irak, et par son soutien au Hezbollah libanais. Deuxièmement, en raison de la forte influence de l'extrémisme religieux sur le pouvoir politique de la République islamique. Il y a quelques heures, un chanteur iranien a été condamné à cinq ans de prison pour diffamation de la religion et douze sunnites ont été condamnés à mort.

Le président Ahmadinejad a déclaré à de multiples reprises que la destruction de l'État d'Israël était son principal objectif politique. Qui plus est, la volonté de l'Iran de développer un programme nucléaire en dehors de tout contrôle international est alarmante.

L'Iran étant l'un des principaux producteurs de gaz et de pétrole, son véritable objectif s'avère être de mettre au point des armes nucléaires aux fins évidentes de pouvoir exercer un chantage sur les pays de la région et sur la communauté internationale dans son ensemble. Un intense effort est dès lors requis de la part de toute la classe politique européenne en vue de parvenir au juste équilibre entre l'opposition au régime des ayatollahs et le soutien aux éléments iraniens modérés et réformistes, qui existent et sont actifs.

À cet égard, les ressources financières de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme pourraient être utilisées pour soutenir toutes les victimes de l'oppression actuelle. Aucune intervention politique ne sera cependant efficace si tous les pays d'Europe ne s'unissent pas et n'agissent pas de concert.

Krisztina Morvai (NI). – (EN) Monsieur le Président, en tant que juriste spécialisée dans les droits de l'homme et bénéficiant de vingt ans d'expérience à l'échelle internationale, je demanderai à ce Parlement d'examiner, pour asseoir sa légitimité et sa crédibilité, la situation des droits de l'homme non seulement dans le Tiers-Monde

et dans d'autres pays extérieurs à l'Union, mais aussi, de manière bien plus attentive, la situation en matière de démocratie, d'État de droit et de droits de l'homme au sein même de l'UE, et notamment dans mon pays, la Hongrie. Permettez-moi de vous exposer quelques faits.

Le 23 octobre 2006, une immense manifestation a réuni quelque 100 000 personnes en commémoration de la révolution de 1956. Elle était organisée par le principal parti d'opposition, le *Fidesz*, qui est bien représenté ici au sein du groupe PPE et qui a fondamentalement remporté les élections de cette année en Hongrie. Il s'agissait d'un rassemblement de familles, de personnes âgées et d'enfants de la classe moyenne, que des forces de police brutales ont attaqué sans ménagement à l'aide de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de policiers à cheval, causant de graves blessures à plusieurs centaines de participants. En cette même occasion, plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées illégalement et torturées en prison.

Depuis cette date, tout au long des trois dernières années et jusqu'à ces derniers jours, lorsque 216 manifestants pacifiques ont été arrêtés illégalement et brutalisés par la police, à chaque manifestation antigouvernementale, pas en Iran, ni en Chine ou au Honduras, mais en Hongrie, un État membre de l'Union, les mêmes événements se sont produits: brutalités policières massives et détentions arbitraires.

Je vous demanderai de bien vouloir vous joindre à moi et, indépendamment de toute affiliation politique, de nous aider à retracer le fil des événements, à démasquer les responsables, à essayer de rendre justice aux victimes et, en tant qu'Union européenne, à tenter de mettre un terme à ces violations massives des droits de l'homme au sein de l'Union. Vous trouverez ainsi la crédibilité et la légitimité nécessaires pour surveiller la situation des droits de l'homme en Iran ou dans tout autre pays extérieur à l'UE.

Francisco José Millán Mon (PPE). – (ES) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je suis ici pour évoquer l'Iran, et je commencerai par m'associer aux condoléances exprimées pour les victimes de l'accident d'avion survenu ce matin.

Mesdames et Messieurs, je partage nombre des idées qui ont déjà été exprimées concernant la situation en Iran à la suite du processus électoral. Ce processus n'était ni juste ni libre et a permis au président Ahmadinejad et aux franges les plus radicales du régime de rester au pouvoir en réprimant violemment les manifestations, en empêchant les journalistes de faire leur travail et en cherchant à mettre les troubles intérieurs sur le compte d'un prétendu complot extérieur, tout en recourant à la désinformation pour dissimuler la vérité.

Ce qui est sûr, c'est que le régime iranien a essuyé un sérieux revers, tant sur le plan intérieur qu'en termes d'image extérieure. Qui plus est, l'oligarchie au pouvoir ces dernières décennies est à présent divisée, ce qui affectera la stabilité du régime. Dans le même temps, le mécontentement parmi la population ira croissant, notamment si les prix du pétrole ne remontent pas et si, en conséquence, la situation économique ne s'améliore pas.

L'Union européenne doit maintenir un front uni et continuer de condamner les abus commis en Iran. Elle doit exiger un plus grand respect des droits de l'homme et chercher des moyens de venir en aide à la société civile, et notamment aux secteurs qui souhaitent pour leur pays le pluralisme démocratique et le respect des droits de l'homme. Nous ne devrions pas décevoir ces segments de la société qui regardent vers l'Occident, et donc aussi vers l'Union européenne.

Cela étant, nous ne devons pas non plus oublier, en ce qui concerne l'Iran, la menace que représente son programme nucléaire, dans la mesure où celui-ci a un effet déstabilisateur sur toute la région et sur la non-prolifération en général. Il est essentiel que l'Union européenne et les États-Unis continuent de coopérer en la matière. Je suis sûr qu'il s'agira d'une priorité pour la Présidence suédoise.

Nous devons impliquer pleinement la Russie et la Chine, qui sont des membres permanents du Conseil de sécurité. Leur soutien est fondamental si l'on veut parvenir à une solution négociée sur cette sérieuse menace, qui exige l'unité et la fermeté de la Communauté internationale. Je salue donc la résolution adoptée la semaine dernière par le G8 à cet égard.

Mesdames et Messieurs, les événements des dernières semaines ont ouvertement mis en lumière l'extrémisme et le radicalisme des dirigeants iraniens actuels. Il est clair que la communauté internationale ne peut se permettre de les voir acquérir l'arme nucléaire.

María Paloma Muñoz de Urquiza (S&D). – (ES) Monsieur le Président, Monsieur le Président en exercice du Conseil, Monsieur le Président de la Commission, j'allais entamer mon premier discours en plénière en saluant le fait que le débat sur la situation en Iran n'était pas dû à l'importance accordée à l'Iran dans les médias, qui a été remplacé par la Chine, le Honduras, le G20, etc.

Malheureusement, les récentes exécutions de militants sunnites en Iran ont ramené le pays et ses violations des droits de l'homme à la une de l'actualité. Je ne pense pas, cependant, que ce soit le contenu des journaux qui doive inspirer le choix des sujets à l'ordre du jour du Parlement en matière de politique extérieure, mais bien le sens de la responsabilité du Parlement et sa réponse réfléchie et cohérente, conformément à son rôle croissant dans la politique extérieure de l'Union européenne, notamment en matière de droits de l'homme.

Ce rôle, Monsieur le Président, inclut la surveillance de l'utilisation cohérente de tous les instruments dont dispose l'Union dans ce domaine. Dans le cas de l'Iran, nous ne devrions pas séparer entièrement le dialogue sur les armes nucléaires de l'absence totale de dialogue politique sur les droits de l'homme.

Le dialogue structuré sur les droits de l'homme est suspendu depuis 2004. Nous ne disposons d'aucun accord de commerce et de coopération auquel adjoindre une clause en matière de démocratie, nous ne sommes pas parvenus à envoyer sur place une mission d'observation électorale, et les fonds de l'instrument pour la démocratie et les droits de l'homme sont réduits à leur plus simple expression.

Au Parlement et dans toute l'Union, nous devons nous montrer plus efficaces dans l'utilisation des instruments qui sont à notre disposition et dont nous nous sommes dotés. Certains en cette Assemblée et parmi l'opposition iranienne ont appelé à rompre totalement les relations avec le régime iranien et à ne pas reconnaître le nouveau gouvernement.

Nous condamnons fermement la répression politique et l'étouffement de la liberté d'expression en Iran, tout en estimant que nous ne pouvons abandonner notre rôle de défense et de protection des droits de l'homme, de la démocratie et de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Pour ce faire, Monsieur le Président, nous avons besoin d'un dialogue, de négociations et de diplomatie. Nous devons rechercher nos intérêts communs et bâtir une alliance des civilisations. J'appelle la Présidence du Conseil à s'engager sur cette voie.

Anna Rosbach (EFD). – (DA) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le Parlement européen a débattu à maintes reprises des violations des droits de l'homme en Iran et, en réalité, c'est ce que nous refaisons aujourd'hui. Nous ne changerons pas le comportement effroyable des dictateurs par nos seules paroles. Il est temps d'agir concrètement. Le massacre brutal d'un peuple qui a exprimé sa soif de liberté et qui est courageusement descendu dans la rue doit nous inciter à endosser une part des responsabilités inhérentes au renversement de ce régime criminel. Ce dernier n'a pas sa place au XXI^e siècle. Les gouvernements européens doivent dénoncer le régime iranien devant le Conseil de sécurité des Nations unies et exiger que les instigateurs de ces actes, et notamment Ali Khamenei et Mahmoud Ahmadinejad, soient déférés devant un tribunal international.

Le peuple iranien réclame la liberté, et nous devons soutenir l'appel à des élections libres sous supervision de l'ONU. Le Parlement ne peut maintenir sa délégation avec l'Iran qui, lors de sa dernière réunion, a été utilisée comme outil du régime dictatorial pour influencer notre Parlement. Nous devons faire la preuve que nous ne collaborons pas avec les dictatures.

Nick Griffin (NI). – (EN) Monsieur le Président, j'ai supervisé l'année dernière les commémorations de la révolution de 1956 à Budapest. Je peux vous l'assurer: M^{me} Morvai a raison de critiquer ceux qui geignent à propos de l'Iran tout en ignorant les violations des droits de l'homme commises ici, en Europe.

J'ose croire qu'aucun membre du groupe ECR ne sera suffisamment hypocrite pour condamner l'Iran pour le recours à la violence lors des élections, alors que David Cameron compte parmi les mécènes de Unite Against Fascism, une organisation de criminels d'extrême gauche qui a régulièrement recours à l'intimidation et aux violences contre les dissidents nationalistes au Royaume-Uni. Il en va de même pour cinq de nos députés travaillistes, libéraux-démocrates et conservateurs, qui soutiennent honteusement le recours à l'argent des contribuables britanniques pour nourrir leur propre milice, qui interrompt les réunions de l'opposition et attaque ses opposants à coups de briques, de fléchettes et de marteaux.

Le principal objet de mon intervention est cependant le suivant: aussi bien intentionnées, et même justifiées soient-elles, les critiques contre l'Iran exprimées en cette Assemblée seront exploitées comme une propagande de guerre par les puissants groupes d'intérêt qui, agissant dans l'ombre, ont tout à gagner d'une attaque militaire sur ce pays. Les néoconservateurs, les compagnies pétrolières, les entreprises de la construction et les mollahs wahhabites d'Arabie saoudite souhaitent tous voir l'État souverain d'Iran détruit dans le cadre d'une guerre d'agression. Même les libéraux européens ne sont pas suffisamment naïfs pour croire de nouveaux mensonges sur des armes de destruction massive. La situation des droits de l'homme est donc brandie comme un nouveau *casus belli*.

N'ajoutez pas la voix de cette Assemblée au chœur des va-t-en-guerre qui réclament une troisième attaque illégale et contreproductive de l'Occident contre le monde musulman. Et si vous devez, ne laissez pas la guerre - qu'une rhétorique hypocrite contribuera à justifier et à déclencher - à la traditionnelle et docile chair à canon britannique: des garçons de 18 ans du Mersey ou du Thames-and-Tyne. Envoyez plutôt vos propres fils pour les voir revenir entre quatre planches ou privés de leurs jambes, de leurs bras ou de leur santé mentale - ou alors, occupez-vous de ce qui vous regarde.

Filip Kaczmarek (PPE). – (PL) Monsieur le Président, la mort d'innocents est toujours une tragédie. Si, cependant, ils meurent pour défendre des valeurs telles que la liberté ou la vérité, on peut dire que leur souffrance n'a pas été vaine. C'est le cas des récentes victimes de la répression en Iran. La situation est extrêmement dégradée lorsqu'un régime en vient à tirer sur des manifestants, à jeter les opposants en prison, à les torturer et à les tuer. La seule source d'espoir et d'optimisme est que ces événements pourraient ouvrir les yeux des hommes politiques et de l'opinion publique internationale sur la véritable nature du régime iranien, capable d'actions qui sont bien éloignées des normes minimales en vigueur dans le monde moderne. Ce régime a du sang sur les mains. Nous devrions le garder à l'esprit et nous chercher à modifier une situation que nous ne saurions tolérer. Dans des situations comme celles-ci, c'est toujours la même question qui ressurgit: que pouvons-nous faire? Nous pouvons soutenir les exigences et les propositions qui ont déjà été exprimées.

Premièrement, les autorités iraniennes doivent arrêter de recourir à la violence contre ceux qui expriment une opinion différente de celle du régime. Dans le cas de pays tels que l'Iran, le respect des droits humains fondamentaux devrait être contrôlé et assuré par la communauté internationale.

Deuxièmement, des élections libres et équitables devraient être organisées dans le pays, dans lesquelles tous les candidats seraient autorisés à se présenter, et non uniquement ceux qui en ont obtenu l'autorisation. Soit dit en passant, ceux qui prennent de telles décisions sur le droit de se présenter ne jouissent eux-mêmes d'aucun mandat démocratique. L'équité des élections devrait être vérifiée par des observateurs extérieurs indépendants, sans quoi l'élection n'aurait aucun sens.

Troisièmement, nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour garantir que les solutions pour l'Iran soient pacifiques et politiques. Cela signifie que nous devrions soutenir les Iraniens qui souhaitent des changements fondamentaux dans leur pays, des changements impliquant que l'Iran soit gouverné par ceux qui remportent des élections équitables et qu'il cesse de représenter une menace pour la sécurité du monde.

Le leader de l'opposition iranienne en exil, M^{me} Rajavi, a affirmé que les événements en Iran marquaient le début de la fin du régime. J'espère du fond du cœur qu'elle a raison.

Mario Mauro (PPE). – (IT) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je remercie la Présidence suédoise pour les observations qu'elle a formulées avant le débat. Je les ai trouvées équilibrées et aptes à nous faire comprendre la responsabilité qui nous incombe. Je tiens à cet égard à émettre une remarque à partir de ce que j'ai pu voir, comme tant d'autres, sur les écrans de télévision: les foules qui, d'une certaine manière, ont alimenté les manifestations des derniers jours.

Cependant, s'il est vrai que l'Iran est une théocratie dans laquelle le fondamentalisme a usurpé le pouvoir en prétendant le détenir au nom de Dieu, nous avons également pu voir, ces derniers jours, des gens descendre dans la rue et crier «Dieu est grand». Quelle différence! Cette différence en termes d'apparence, de volonté exprimée et de détermination à éviter toute action violente nous fait prendre conscience qu'en Iran, l'amour de la liberté et de la vérité, l'amour de son peuple et l'amour et l'estime pour l'être humain en général ne sont pas morts.

Trente ans de théocratie, trente ans de destruction humaine systématique n'ont pas suffi à effacer ce souvenir qui reste gravé dans notre cœur à tous. C'est à lui que nous devons loyauté. C'est à ce fait, à cet amour de la vérité et de la liberté, que nous devons notre dévotion inconditionnelle, et c'est lui qui devrait renforcer la responsabilité de chacun, car demander aux institutions européennes de se montrer fortes et déterminées et de faire entendre leur voix n'est surtout pas une exigence géopolitique de la part du Parlement. Il s'agit de souligner que, dans la mesure où il incarne ce projet politique que nous appelons l'Europe unifiée, l'amour de la liberté et de la vérité qui emplit tous les manifestants des derniers jours ne doit pas être abandonné par les institutions européennes.

Tunne Kelam (PPE). – (EN) Monsieur le Président, un changement fondamental a eu lieu en Iran. Nos premières conclusions devraient donc être que le pays n'est pas et ne sera plus jamais le même, car des millions

d'Iraniens ont refusé d'être les otages de leurs dirigeants cléricaux. Ils ont fait preuve d'un courage incroyable dans leur contestation de la dictature.

La question ne porte donc pas sur le trucage plus marqué que d'habitude de pseudo-élections. Cette fois, des votes grossièrement trafiqués ont servi de catalyseur à une protestation populaire que les experts en dehors de l'Iran ne pouvaient ou ne voulaient pas prévoir.

Cette situation me rappelle l'Europe de l'Est il y a vingt ans: alors que les gouvernements occidentaux se préparaient à des accommodements à long terme et à une coexistence pragmatique avec le système totalitaire soviétique, des millions d'otages du régime communiste se sont soudain activés: ils ont défié le système, qui s'est brusquement effondré.

Il importe donc de prendre conscience que l'approche européenne vis-à-vis de l'Iran ne peut rester la même, à savoir feindre d'ignorer les élections régulièrement truquées et la répression systématique. On estime qu'au cours des trente années de dictature, plus de cinq millions de personnes ont été emprisonnées, plus de 200 000 ont été torturées à mort et, récemment, plus de 200 ont été tuées.

Les gouvernements de l'UE se sont montrés bien trop hésitants au moment de condamner ces crimes atroces et de faire assumer au pays la responsabilité de ses actes. Si nous souhaitons sérieusement protéger les droits des citoyens iraniens, nous devons être prêts à frapper durement et concrètement les dictateurs. Comment? Nous devrions par exemple interdire à tous les dirigeants du régime les voyages vers l'UE et rappeler nos ambassadeurs en signe d'indignation. Enfin, seule une supervision de l'ONU permettra de garantir le des élections libres en Iran.

Lena Barbara Kolarska-Bobinska (PPE). – (EN) Monsieur le Président, alors que la situation dégénère en Iran et que les violations des règles démocratiques représentent aussi un danger pour la stabilité de toute la région, nous nous devons d'exprimer notre préoccupation et de condamner les événements. Nous ne pouvons cependant nous contenter de déclarations creuses ou purement symboliques. Certains dirigeants européens évoquent de nouvelles sanctions à l'encontre de l'Iran, mais une discussion s'impose dès à présent concernant le soutien à la démocratie auprès des citoyens du pays.

Je suis polonaise. En Europe orientale, nous connaissons l'importance de ce type d'actions pour l'instauration de la démocratie. Toute mesure de soutien doit être adaptée à la situation politique et économique du pays concerné. Les précédentes expériences de l'Union en termes de promotion de la démocratie en Afrique du nord, au Moyen-Orient et en Europe de l'Est doivent cependant être réévaluées afin de définir ce qu'il convient d'entreprendre en Iran, ce qu'il est possible d'y faire et ce qui y fonctionne dans la situation que connaît le pays.

Je tiens en outre à vous rappeler que, pour être crédible, l'UE doit également prendre certaines mesures en Moldavie. Prochainement, le 29 juillet, les élections dans ce pays représenteront pour nous un nouveau test. L'UE doit faire le maximum pour garantir des élections démocratiques libres et équitables en Moldavie. Il ne suffit pas de parler de soutien à la démocratie: le Parlement et les institutions européennes doivent se montrer plus actifs à cet égard.

Bogusław Sonik (PPE). – (PL) Monsieur le Président, il importe certainement de suivre l'évolution du processus électoral en Iran, bien que le début d'une solution au conflit passe par une déclaration, par les autorités iraniennes, qu'elles s'abstiendront dorénavant de tout recours à la force et qu'elles libéreront les activistes de l'opposition, les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes, les manifestants et les citoyens étrangers actuellement emprisonnés pour leur implication présumée dans les événements qui secouent le pays. Nous devons naturellement témoigner d'un respect absolu pour la souveraineté de l'Iran, mais nous devrions également rappeler à Téhéran qu'il est tenu d'observer les dispositions du pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Je tiens également à exprimer mon inquiétude face au programme nucléaire iranien. Téhéran est en droit de développer un programme nucléaire à des fins pacifiques, mais il doit également rétablir la confiance de la communauté internationale quant à la nature purement pacifique de ses activités nucléaires.

Maria Eleni Koppa (S&D). – (EL) Monsieur le Président, je tiens à exprimer mes plus profonds regrets pour le tragique accident d'avion survenu aujourd'hui dans la province de Qazvin, en Iran.

Le débat d'aujourd'hui s'impose à la suite des événements survenus dans le sillage des élections du 12 juin. Je pense cependant que nous devons le maintenir dans le cadre adéquat. Nous ne devons pas envoyer le mauvais message. Tout lien direct ou indirect entre ces événements et la question du programme nucléaire

est fallacieux. Nous devons indiquer clairement que le sujet du débat d'aujourd'hui est la situation de la démocratie et des droits de l'homme en Iran.

Évoquer de nouvelles sanctions n'aidera en rien à résoudre les graves problèmes du peuple iranien. La démocratie ne peut être imposée de la sorte. L'Union européenne doit accroître ses efforts en faveur de la démocratisation et du respect des libertés fondamentales, mais en plaçant la question dans le cadre d'un dialogue politique substantiel et en renforçant ses contacts avec la société civile.

Nous devons également appeler à des enquêtes plus approfondies concernant les plaintes pour fraude électorale et souligner une nouvelle fois que le droit de manifestation pacifique est un droit inaliénable des peuples de tous les pays.

Nous devons donc, lors de nos débats d'aujourd'hui, condamner catégoriquement la violence et appeler au respect concret de la liberté d'expression en Iran, comme dans tous les pays du monde.

Michael Gahler (PPE). – (DE) Monsieur le Président, j'apprécie que nous puissions tenir ce débat dans la première semaine suivant la formation du nouveau Parlement. Malheureusement, les présidents de nos groupes se sont prononcés contre toute proposition de résolution. Je me demande à qui nous portons réellement attention ici.

Une résolution aurait été utile aux dissidents iraniens si nous leur avions confirmé dans une déclaration tangible que ce qui a été officiellement qualifié d'élection présidentielle ne répondait aucunement aux normes internationales de démocratie, parce que la plupart des candidats ont été rejetés par le Conseil des gardiens et parce qu'on ne peut parler d'égalité de traitement pour ceux qui ont été autorisés à se présenter. D'un point de vue politique, nous pouvons donc en conclure sans réserve que les résultats des élections qui ont été annoncés ne reflètent aucunement la volonté du peuple iranien.

L'UE doit utiliser activement ses instruments pour la démocratie et les droits de l'homme et soutenir la société civile bien vivante, voire des juristes tels que Shirin Ebadi, qui prend la défense des détenus bahais dans le pays. Je pense que c'est la politique qui peut nous faire progresser pour le moment, même à court terme.

(Applaudissements)

Ulrike Lunacek (Verts/ALE). – (DE) Monsieur le Président, Monsieur le Président en exercice du Conseil, Mesdames et Messieurs, pour mon plus grand plaisir en tant que députée fraîchement élue, j'ai pu entendre la semaine dernière, lors d'une réunion de la commission des affaires étrangères, une intervention de M. Makhmalbaf, un cinéaste iranien, qui nous a affirmé sans détour qu'avant cette élection, l'Iran était à 20 % démocratique, mais qu'après cette élection, qu'il qualifiait de farce, il ne restait absolument rien de la démocratie.

Je partage moi aussi cette description - il s'agissait incontestablement d'un simulacre d'élection, assorti de fraudes électorales massives, ayant privé de changement la majorité des citoyens iraniens, qui pourtant réclamaient ce droit. Monsieur le Président en exercice du Conseil, un point m'intéresse plus particulièrement: l'intronisation du président Ahmadinejad «réel» sera célébrée à la mi-août. Qu'en pense-t-on actuellement au Conseil et dans les États membres? L'Union européenne et ses États membres seront-ils officiellement représentés à cette cérémonie? J'espère clairement que non, car j'estime qu'il ne devrait y avoir aucune représentation officielle de l'Union européenne ou des États membres après cette mascarade électorale. Autant je suis favorable à la reprise du dialogue, autant je pense que personne ne devrait représenter officiellement l'Union européenne lors de ces événements. Quelle est votre position à cet égard? Quelles sont les pistes envisagées?

Pier Antonio Panzeri (S&D). – (IT) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, au moment de débattre de questions de politique étrangère telles que la question d'aujourd'hui concernant l'Iran, le risque existe toujours, comme vous le savez, d'être légèrement en décalage par rapport à la situation sur le terrain. Il ne fait cependant aucun doute que le Parlement européen, s'il le veut, peut peser de tout son poids en appelant l'Europe et la communauté internationale à prendre au sérieux les événements actuels et à mettre en œuvre toutes les initiatives nécessaires pour garantir que les conditions d'instauration d'un système démocratique en Iran soient vraiment réunies.

Au vu de l'attention toute particulière dont bénéficient, auprès de l'opinion publique internationale, la période postélectorale en Iran et les manifestations de rue que le régime iranien a tenté de réprimer par la violence, il importe de garantir que le silence ne s'abatte pas sur la situation dans le pays. Se montrer réalistes ne signifie pas oublier la question iranienne. Il nous incombe également de maintenir notre niveau d'attention, et il

revient à la Présidence suédoise, que je remercie pour les points qu'elle a développés aujourd'hui, de lancer une initiative forte, en association avec les États-Unis, la Russie et d'autres, en vue d'influer sur l'évolution des dossiers en cours en Iran, des droits démocratiques à la question nucléaire.

Alejo Vidal-Quadras (PPE). – (ES) Monsieur le Président, nous avons été touchés ces dernières semaines par ces nombreuses manifestations d'héroïsme et de bravoure du peuple d'Iran, qui a affronté à mains nues les mitraillettes et les matraques de ses tyrans. Le grand nombre de femmes à la tête des manifestations est un signe incontestable de la détermination des Iraniens à vivre dans une véritable démocratie.

Monsieur le Président en exercice du Conseil, la réponse de l'Union européenne a été trop faible et trop timorée. Nous devons envoyer un signal politique extrêmement fort pour exprimer notre rejet absolu de cette intolérable dictature théocratique.

La solution a été parfaitement exposée par le chef de la résistance en exil, Massoud Rajavi: le guide suprême doit être déposé, et une assemblée temporaire d'experts doit convoquer des élections libres sous supervision internationale. Toute alternative serait une perte de temps et ne ferait que prolonger cette situation honteuse.

Ria Oomen-Ruijten (PPE). – (NL) Je commencerai par saluer chaleureusement M. Bildt, le nouveau président en exercice du Conseil. Je suis bien sûr consciente que plusieurs mois extrêmement chargés l'attendent, puisque les problèmes du monde pèseront avant tout sur ses larges épaules.

Monsieur le Président, pour ce qui est de l'Iran, voici ce que j'ai à dire. Premièrement, le régime iranien est imprévisible. Deuxièmement, je note que des fissures commencent en fait à apparaître au sein du régime, notamment dans les cercles religieux. Troisièmement, j'observe que le régime soutient tout ce qu'il y a de mauvais ou de corrompu en ce bas monde, que ce soit au Moyen-Orient ou au Pakistan. Quatrièmement, je signalerai que le dialogue n'est absolument d'aucune aide et, enfin, je note qu'à juste titre, les citoyens veulent davantage de liberté et qu'ils doivent pouvoir compter sur notre soutien d'Européens à cet égard.

Je voudrais ensuite vous demander, Monsieur Bildt, pourquoi le Conseil n'a pas été capable de produire une déclaration plus ferme, et pourquoi n'avons-nous écouté que quelques pays qui agissent au mépris de la situation des droits de l'homme?

Enrique Guerrero Salom (S&D). – (ES) Monsieur le Président, je commencerai bien sûr par condamner les événements actuels en Iran et la répression menée par le gouvernement iranien, mais je tiens à rejoindre ceux qui proposent de combiner les pressions de la part des institutions européennes et la poursuite du dialogue et du processus de négociation.

L'histoire et l'expérience nous ont montré que la rupture de toutes les relations avec les régimes autoritaires ne contribue aucunement à améliorer les conditions de vie des peuples opprimés tout en affaiblissant la position de ceux parmi nous qui défendent le respect de la démocratie et des droits de l'homme dans ces pays.

Je pense dès lors que nous devrions utiliser tous les outils à la disposition de l'Union pour faire pression sur le régime iranien, à commencer par ce Parlement, mais que nous devrions parallèlement poursuivre les négociations et le dialogue - un dialogue qui accentue la pression sur le régime, notamment via le haut-représentant, M. Solana.

Magdi Cristiano Allam (PPE). – (IT) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, l'Iran représente aujourd'hui la principale menace à la sécurité et à la stabilité internationales: d'une part, en violation des résolutions des Nations unies, il poursuit son ambition de se doter d'armes nucléaires et, d'autre part, il réitère sa volonté de détruire l'État d'Israël.

J'espère que l'Europe, grâce à la Présidence suédoise, pourra envoyer un message clair à l'Iran en général, lui indiquant que les valeurs non négociables du droit à la vie, de la dignité humaine et de la liberté de choix sont indissociables du développement de relations bilatérales, mais aussi que le droit à l'existence de l'État d'Israël est non négociable et que l'Europe, qui a vécu l'holocauste sur son propre sol, ne permettra pas un second holocauste de l'État et du peuple d'Israël.

Philippe Juvin (PPE). – Monsieur le Président, je souhaite prendre la parole pour demander que notre Assemblée se déclare clairement pour des sanctions financières et techniques contre l'Iran.

Bien sûr, il y a de très nombreux arguments contre des sanctions, car elles auront des conséquences sur la vie des citoyens iraniens. Mais le pire, Monsieur le Président, pour les citoyens iraniens ne serait pas la pénurie

induite par ces sanctions, le pire serait notre silence, le pire serait notre inaction. Des sanctions, Monsieur le Président, signifieraient que nous ne sommes pas indifférents et je crois que c'est là l'essentiel.

Voilà pourquoi, Monsieur le Président, notre Assemblée doit exiger des sanctions financières à l'égard de l'Iran.

Charles Tannock (ECR). – (EN) Monsieur le Président, l'effroyable dictature théocratique iranienne est déjà coupable de nombreux crimes contre son propre peuple: après des bahaïs et des homosexuels, il semble qu'elle ait pendu 50 protestataires innocents. Nous ne devrions donc guère être surpris par la confiscation pure et simple de cette élection au travers de fraudes électorales massives. Je pense que cette fissure dans le régime et le courage de la jeunesse contestataire - que je salue - finiront par venir à bout de ce gouvernement pourri.

Lors d'une précédente réunion, M. Howitt a récemment fait valoir que cette Assemblée aurait dû dépêcher des observateurs électoraux afin de confirmer ou non l'existence de fraudes. Non: nous ne devons jamais légitimer une élection aussi peu crédible, qui filtre les candidats sur la base de leur pureté religieuse et procède aux décomptes en toute opacité.

Carl Bildt, président en exercice du Conseil. – (EN) Monsieur le Président, j'ai écouté très attentivement les différentes analyses et opinions exprimées. Il s'agit, comme d'aucuns l'ont souligné, d'un débat essentiel sur un sujet primordial.

Je pense pouvoir affirmer honnêtement que nous sommes unanimes dans notre évaluation des événements, de ce que nous avons pu voir sur nos écrans de télévision et, surtout, de ce que nous avons pu entendre de la bouche de ceux qui en savent davantage que ce que montrent les écrans de télévision.

Je voudrais répondre à l'un des intervenants qui affirmait que nous n'avons pas été suffisamment clairs. Si vous comparez les déclarations de l'Union européenne et celles de n'importe quelle autre organisation mondiale d'importance, il ne fait aucun doute que nous avons été les plus clairs, les plus cohérents et les plus fermes dans les mots que nous avons employés.

Nous aurions préféré que ces mots aient plus d'effets qu'ils n'en ont déjà eus, mais c'est souvent le cas. Cela étant, si les mots sont importants - aucun doute là-dessus -, nous débattons avant tout des événements survenus en Iran depuis l'élection du 12 juin.

Je pense qu'il importe également de se concentrer sur ce que nous avons vu sur nos écrans de télévision avant le 12 juin, car nous avons alors soudainement découvert un Iran quelque peu différent de celui auquel nous étions habitués. Il existait, au sein même du régime, un élément de vitalité, de pluralité, un désir manifeste de changement, d'ouverture, de réforme. Il est très difficile, de l'extérieur, de déterminer s'il représentait la majorité des Iraniens, mais la répression musclée qui s'est abattue après le 12 juin témoigne de son ampleur. Dès lors, en condamnant ce que nous avons vu après cette date, nous ne devrions pas oublier ce que nous avons pu voir avant ni négliger son importance à long terme.

Je pense que nous sommes unis dans nos propos et dans nos pensées. M. Saryusz-Wolski, M. Cohn-Bendit et M. Mauro: tous dressent virtuellement le même constat. Le plus difficile n'est cependant pas de s'exprimer, mais d'agir face à cette situation. Je pense que nous devons agir sur deux fronts.

Le premier est assez évident. L'Union européenne doit être le porte-voix des droits de l'homme et de la démocratie, où que ce soit et quelles que soient les circonstances. D'autres facteurs pourraient être pris en considération dans l'élaboration de nos politiques, mais ils ne sauraient en aucun cas altérer la cohérence de notre politique de défense des droits de l'homme. Nous devons donc condamner les tueries et le recours à la peine de mort. Nous devons appeler à la libération de toutes les personnes incarcérées. Nous devons lancer un appel clair au respect intégral de la liberté et des droits inaliénables de chaque être humain sur cette planète.

Deuxièmement - et je pense que des dissensions pourraient apparaître sur ce point -, nous devons également être prêts à nous engager. Je l'affirme tout en reconnaissant que cette politique est bien plus difficile que l'attentisme, l'inaction ou l'isolationnisme. Ces derniers sont faciles; l'engagement est difficile. M. Kelam a évoqué une certaine expérience historique dont nous pouvons nous prévaloir ainsi que l'exercice d'équilibre qu'elle implique. Mais le fait de disposer d'une certaine expérience historique en Europe - ce qui se reflète particulièrement en cette Assemblée - nous permet peut-être de nous aventurer sur cette voie.

Il serait naïf de croire qu'un simple dialogue diplomatique pourrait régler toutes les questions évoquées ici: ce n'est pas le cas. D'autres facteurs s'intégreront à cette équation spécifique. Cela étant, n'oublions pas non

plus que, sur certaines questions, nous avons le devoir de rechercher une solution diplomatique. Je pense aux employés de l'ambassade britannique, à l'étudiante française ou à d'autres encore, que nous devons régler dès maintenant dans le cadre d'un dialogue.

Je viens d'un pays où 1 % de nos concitoyens sont d'origine iranienne. Ils se rendent régulièrement dans le pays. Nous avons un nombre inimaginable de litiges d'ordre consulaire. Nous devons être prêts à nous engager, à aider les individus dans différents dossiers, sans croire que cela permettra de tous les résoudre en même temps.

Le dossier nucléaire a également été abordé. Certains pensent certainement qu'il y a des solutions bien plus simples à ce problème. Je ne pense pas qu'il puisse y avoir la moindre solution si nous ne nous engageons pas dans un véritable dialogue diplomatique sur ce point. Ce sont là d'autres questions sur lesquelles nous devons nous engager.

Cette démarche sera certainement plus exigeante et plus difficile dans les circonstances actuelles. Cela ne fait aucun doute. Je pense que le débat de la semaine dernière en commission des affaires étrangères a mis en évidence certains des choix et des jugements difficiles que nous devons arrêter dans les semaines et les mois à venir - guère plus longtemps que cela, cependant. Sur ce plan, nous devons nous engager - vous, nous-mêmes au sein du Conseil et nous en tant qu'Européens - avec d'autres grands acteurs sur la scène internationale; pas seulement avec les Américains, dont la nouvelle approche définie par l'administration Obama me semble être la bonne, mais aussi avec d'autres - le Conseil de sécurité des Nations unies, la Russie, la Chine et la communauté mondiale au sens large. Alors seulement, nous pourrions espérer commencer à résoudre, en plus des problèmes immédiats, toutes les autres questions qui requièrent une solution.

Je vous remercie pour ce débat. Je pense qu'il a démontré la belle unanimité dont nous pouvons faire preuve lorsqu'il s'agit de défendre nos valeurs. Il a toutefois souligné également certains des choix difficiles et des numéros d'équilibrisme qui nous attendent dans les mois et les années qui viennent. Nous connaissons notre objectif; nous devons également nous donner les moyens de l'atteindre. Mais n'oubliez pas que la route sera aisée. Je peux vous assurer que le Conseil restera fermement engagé sur tous les aspects de ce dossier.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. STAVROS LAMBRINIDIS

Vice-président

Daniel Cohn-Bendit (Verts/ALE). – Monsieur le Président, excusez-moi, mais on vient de me communiquer une information et je voudrais la donner au Conseil et à tous mes collègues.

Natalia Estemirova, qui était candidate au Prix Sakharov du Parlement européen, a été enlevée ce matin à Grozny et elle est aux mains de ravisseurs inconnus. Je demande au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux parlementaires de protester pour qu'à Moscou, on sache qu'on pense à Natalia Estemirova.

Le Président. – Le débat est clos.

Richard Howitt (S&D). – (EN) Monsieur le Président, je tenais juste à rectifier le procès-verbal, mon nom ayant été cité par mon collègue, M. Tannock.

Je n'ai pas appelé à l'envoi d'observateurs européens la semaine dernière. En réalité, j'ai affirmé très clairement, plus tôt dans le débat, que si les circonstances l'avaient justifié, l'Union européenne aurait été en mesure d'envoyer une mission d'observation pour les élections iraniennes. Toutefois, c'est précisément le fait que la Commission n'avait pas la confiance nécessaire pour ce faire qui soulève de notre part des inquiétudes pertinentes, justifiées et objectives quant à la conduite de ces élections.

Il est dommage que M. Tannock n'ait pas été présent dans l'hémicycle pour l'entendre au cours du débat. J'espère avoir eu l'occasion de rectifier le procès-verbal.

Le Président. – Le débat est clos.

9. Chine (débat)

Le Président. – L'ordre du jour appelle les déclarations du Conseil et de la Commission concernant la Chine.

Carl Bildt, *président en exercice du Conseil*. – (EN) Monsieur le Président, voici un nouveau débat important, inutile de le préciser. Et, bien qu'il concerne la Chine, il se déroule dans la perspective des événements majeurs survenus au Xinjiang, dans la région occidentale de la Chine. Je sais que ces événements ont été suivis par de nombreux députés de ce Parlement, mais aussi de nos parlements nationaux respectifs dans toute l'Europe.

Notre Conseil s'est également ému des informations faisant état de troubles sur place et a appelé toutes les parties à la retenue. Il a aussi réclamé la résolution pacifique du problème. Je pense qu'il est temps pour que nous soulignons toute l'importance que nous attachons aux droits de l'homme. Par ailleurs, nous regrettons profondément les pertes humaines, mais aussi les destructions matérielles et tout ce à quoi nous avons pu assister. Nous ne pouvons que condamner les responsables, quelle que soit leur identité.

Néanmoins, permettez-moi de profiter de cette occasion pour faire plus globalement le point sur nos relations avec la Chine, un pays avec lequel nous entretenons un éventail extraordinaire de relations complexes. En réalité, lorsque nous avons décidé en 2003 de mettre en place ces relations dans le cadre d'un partenariat stratégique global, nous nous sommes engagés dans une entreprise extrêmement ambitieuse, ce qui se reflète grandement dans les relations nombreuses et diversifiées que nous entretenons aujourd'hui avec la Chine.

Si la complexité constitue, bien entendu, un vecteur d'opportunités, elle engendre également toutes sortes de défis. Ce que nous avons tenté de faire avec cette relation, c'est de l'ouvrir pour permettre une discussion franche et ouverte au sujet de tout problème pouvant se poser à l'une des deux parties. Ce dialogue ouvert se base sur un intérêt partagé pour le développement de notre relation, de notre volonté commune de paix et de stabilité dans le monde.

Nous entendons y parvenir par le dialogue et le multilatéralisme. Nous avons les sommets annuels et nos ministres des affaires étrangères se rencontrent assez fréquemment. Nous menons également un dialogue biennuel intensif sur les droits de l'homme et, bien entendu, des dialogues sectoriels sur différents sujets, au premier rang desquels figurent les échanges commerciaux. Nous avons également le dialogue annuel à haut niveau sur les questions commerciales et économiques. Comme vous le savez, nous avons lancé en 2007 des négociations relatives à un accord de partenariat et de coopération. Les négociations avancent, mais les deux parties peuvent faire des efforts supplémentaires dans ces pourparlers.

Il est très clairement dans notre intérêt de développer les relations avec la Chine dans tous les domaines, ce qui inclut, comme je l'ai indiqué, la possibilité d'un dialogue franc et ouvert, même sur des sujets sur lesquels nos valeurs peuvent diverger. Nous savons que ces sujets existent, avec notamment les droits de l'homme, l'application de la peine capitale, par exemple, mais aussi la recherche des intérêts que nous avons bien entendu en commun dans les circonstances actuelles: les problèmes de stabilité financière mondiale, le traitement du défi que représente le changement climatique, sont importants.

Les questions de politique étrangère sont importantes elles aussi, qu'elles concernent la situation dans la péninsule coréenne, avec les provocations de la République populaire démocratique de Corée, ou la situation en Birmanie, dont les événements suscitent notre inquiétude. Néanmoins, celle-ci concerne également la situation en Afrique et la nécessité de protéger des routes maritimes vitales passant par la corne de l'Afrique.

Je n'approfondirai pas cette question maintenant, mais je tiens uniquement à souligner notre inquiétude face aux événements, sans pouvoir les évaluer dans le détail en raison de leur très grande complexité, notre espoir de les résoudre pacifiquement et notre disposition à engager avec les autorités chinoises un dialogue franc sur ces questions, ainsi que sur les nombreux autres intérêts que nous partageons et sur lequel nous devons dialoguer.

Catherine Ashton, *membre de la Commission*. – (EN) Monsieur le Président, le fait que ce débat ait été programmé durant votre session inaugurale démontre l'importance qu'accorde cette Assemblée à notre relation stratégique avec la Chine. Je salue une nouvelle fois l'opportunité d'apporter ma contribution en décrivant brièvement le point de vue de la Commission au nom de ma collègue Benita Ferrero-Waldner, qui est malheureusement en déplacement cette semaine et ne peut être des nôtres, comme je l'ai déjà indiqué.

Je n'ai pas besoin de rappeler à cette Assemblée les progrès considérables que nous avons enregistrés dans nos relations avec la Chine depuis notre premier sommet, organisé il y a 10 ans. Les relations économiques et commerciales se sont transformées, les contacts interpersonnels se multiplient et nous dialoguons sur un nombre de questions sans cesse croissant.

Depuis le dernier sommet Union européenne - Chine organisé en mai, les négociations relatives à un nouvel accord de partenariat et de coopération progressent bien et nous pouvons profiter d'un nombre croissant de contacts à haut niveau, telle notamment la visite très réussie faite par le Premier ministre Wen Jibao au

président Barroso cette année et le dialogue économique et commercial à haut niveau que j'ai coprésidé avec le vice-Premier ministre Wang Qishan.

Aujourd'hui, nous nous concentrons bien évidemment sur des défis mondiaux, notamment sur la crise économique et financière et le changement climatique, ainsi que sur des problèmes régionaux. Dans le même temps, nous nous intéressons de près à la situation en Chine, où nous assistons à de nombreuses réalisations spectaculaires, mais aussi à des évolutions préoccupantes. La politique d'ouverture économique de la Chine a sorti des centaines de millions de personnes de la pauvreté et a aidé le monde à progresser sur la voie des importants objectifs du Millénaire pour le développement. Néanmoins, la Chine est un pays gigantesque caractérisé par des défis et des écarts internes considérables entre ses régions.

La vigueur de notre partenariat stratégique permet également un échange de vues constructif et ouvert sur des questions à propos desquelles l'Europe et la Chine ne sont pas du même avis. Ce constat peut s'appliquer à certains aspects de nos relations commerciales ou des droits de l'homme - par exemple au Tibet, auquel je sais que cette Assemblée s'intéresse de près. Nous avons récemment fait part de notre grande préoccupation au sujet des troubles au Xinjiang, déploré les pertes de vies humaines et exprimé nos condoléances et notre sympathie aux familles des victimes. Nous avons appelé toutes les parties à faire preuve de retenue et à mettre immédiatement un terme à tout acte violent. Nous espérons que le problème pourra être résolu pacifiquement par le dialogue, sans effusion de sang supplémentaire.

L'Union s'est efforcée au fil des ans de faire part, aux autorités chinoises, de ses inquiétudes concernant la situation des minorités ethniques en Chine et de partager sa propre expérience, douloureuse bien souvent, sur la manière de résoudre les causes de la marginalisation, de l'exclusion et de la discrimination auxquelles ces minorités sont fréquemment confrontées.

Nous partageons tous l'objectif d'une Chine plus ouverte, plus transparente, qui respecte les normes internationales en matière de droits de l'homme et collabore à la résolution des problèmes mondiaux. Pour y parvenir, nous devons continuer à intégrer la Chine dans la communauté internationale et œuvrer au développement de notre partenariat stratégique dans un esprit d'engagement constructif.

Elmar Brok, *au nom du groupe PPE.* – (DE) Monsieur le Président, Monsieur le Président en exercice du Conseil, Madame la Commissaire, Mesdames et Messieurs, je rejoins pour l'essentiel les propos qui ont été tenus par les différents intervenants du Conseil et de la Commission. J'estime moi aussi que nous devons poursuivre la politique de Chine unique pour parvenir à la cohésion de la Chine en tant qu'État unifié et que nous ne voulons courir aucun risque sur ce plan. Bien évidemment, nous ne tolérons pas la violence - qu'il s'agisse de la violence des manifestants dans certaines circonstances ou de la violence de l'État à l'encontre des manifestants, comme cela a été le cas. Je tenais à le mentionner en premier lieu.

Néanmoins, nous devons également comprendre qu'en Chine, la violence du gouvernement central qui, dans cet État multiethnique caractérisé par de nombreuses différences culturelles, fait preuve d'une compréhension insuffisante, restera toujours un problème récurrent. C'est pourquoi une autonomie culturelle plus grande, des opportunités renforcées en matière de mobilité et de préservation de l'identité et de la langue, sont nécessaires pour que tous les citoyens d'un État multiethnique soient en mesure de coexister sous le même toit.

L'histoire de la Chine est jalonnée de ruptures et de réunifications, accompagnées de campagnes de violence de grande envergure. L'histoire de Chine le prouve. Pékin doit comprendre que cela ne peut durer et qu'elle doit octroyer cette autonomie.

Les Ouïghours constituent une minorité sunnite modérée. Ils ne représentent pas une menace terroriste directe. Il existe par conséquent le même danger qu'au Tibet, celui de voir la Chine s'abstenir de conclure des accords avec les modérés, auquel cas de jeunes radicaux ne pourront pas et ne voudront pas attendre plus longtemps. Partant, le report d'une solution relative à l'identité reporte une solution à long terme. Le gouvernement chinois est extrêmement mal avisé de ne parler que de terroristes, d'affirmer que ces personnes veulent détruire l'unité de l'État et que des forces extérieures comme Al-Qaïda et d'autres sont à l'origine de ces événements. Je ne pense pas que ce soit une solution pour ce pays et nous devons par conséquent faire clairement savoir que nous n'acceptons pas cette politique. Tout cela doit être compris dans le cadre du principe que j'ai posé au début de mon intervention.

Adrian Severin, *au nom du groupe S&D.* – (EN) Monsieur le Président, le peuple chinois a parfaitement raison de demander pour quelle raison le Parlement européen a placé la situation en Chine en tête de l'ordre du jour de la première période de session de sa nouvelle législature.

Notre réponse doit être claire: parce que la Chine est très importante pour nous, et non parce que nous estimons que notre rôle est de faire la leçon à la Chine ou d'imposer nos vues sur la manière de résoudre des problèmes internes sensibles rencontrés par ce pays. C'est précisément parce que la Chine est si importante à nos yeux que nous devons être très attentifs à tout événement qui affecte sa stabilité interne et qui pourrait devenir une menace pour sa sécurité.

Cette fois, le contexte nous est donné par les réalités multiethniques de la région du Xinjiang et par les aspirations à l'autonomie du groupe ethnique ouïghour majoritaire. Ces contextes sont toujours sensibles, d'où l'importance de respecter les droits de l'homme et les droits des minorités pour créer un sentiment de dignité et de sécurité au sein de la minorité et de la majorité.

Toutefois, les droits des minorités ne peuvent servir d'excuse, ni excuser, les politiques séparatistes, les moyens extrémistes visant à promouvoir ces politiques, et certainement pas la mort de paisibles civils appartenant à une communauté ethnique.

S'il exige le respect total des droits de l'homme et des minorités, s'il exprime de la compassion pour toutes les victimes de ces droits, s'il demande une explication au sujet des dimensions terroristes, religieuses, extrémistes et séparatistes de ces événements, le Parlement européen doit offrir son assistance au gouvernement chinois et à la société chinoises pour traiter ces réalités difficiles, qui posent également problème dans certains de nos pays. Si nous demandons au gouvernement chinois de s'abstenir de tout recours excessif à la force, nous devons également demander au monde entier de s'abstenir d'utiliser les droits des minorités pour poursuivre des objectifs géopolitiques.

Graham Watson, au nom du groupe ALDE. – (EN) Monsieur le Président, cette Assemblée est de longue date critique à l'égard du traitement que réserve la République populaire de Chine aux minorités ethniques. Les Ouïghours de la province du Xinjiang ont le plus souffert depuis l'occupation du Turkestan oriental par la République populaire de Chine en 1949.

La République populaire de Chine affirme qu'elle ne cherche pas à s'étendre territorialement. L'histoire démontre qu'elle tente de dominer et d'asservir, sous l'autorité communiste, au Turkestan oriental, au Tibet et à Taïwan. C'est pourquoi l'Union européenne ne peut lever l'embargo sur les armes à destination de la Chine.

Il est peut-être exagéré, comme l'a fait un Premier ministre européen, de qualifier de «génocide» la réaction aux troubles récents. Toutefois, le fait que la République populaire de Chine se plaigne d'ingérence dans ses affaires intérieures trahit une vision du monde admirablement dépassée. Si les contours de l'économie mondiale sont esquissés sur les campus informatiques de la côte occidentale des États-Unis, dans les centres d'appel d'Inde, dans les manufactures chinoises, si des décisions majeures peuvent être communiquées de Pékin à Bruxelles en une nanoseconde, nous avons réellement constitué une communauté mondiale et celle-ci ne peut tolérer une répression ou une domination fondée sur la race, la religion ou l'ethnie, pas plus que l'islamophobie ou l'antisémitisme ou toute autre forme de haine.

Les problèmes de la Chine proviennent dans ce cas du vieillissement de l'Empire du Milieu. Le pays a besoin de jeunes pour travailler ailleurs, comparables aux problèmes auxquels nous faisons face ici dans l'Union européenne. Je l'ai constaté lorsque j'ai visité Urumqi, il y a quatre ans. Toutefois, la République populaire constatera qu'elle a besoin de politiques protégeant les migrants économiques, de politiques identifiant les aspirations légitimes des minorités ethniques, tout comme nous le faisons.

Voici, Monsieur Bildt, un rôle pour l'Union européenne. Nous savons que les démocraties, à mesure qu'elles mûrissent, deviennent plus disposées à donner aux peuples un droit à l'autonomie et à l'autodétermination. En effet, les problèmes les plus importants en Europe sont le fait des démocraties les plus jeunes, comme l'Espagne et la Hongrie. Nous devons aider le peuple chinois, qui est tout à fait capable de vivre en démocratie - comme Taïwan et Hong Kong - pour que sa puissance économique croissante soit contrebalancée par une maturité politique croissante dans le développement de la démocratie et pour l'aider à développer des politiques telles qu'Erasmus Mundus, évoquées par la commissaire au sujet de l'augmentation des échanges interpersonnels. Je suis convaincu que l'Union européenne peut jouer un rôle important s'agissant de travailler avec la Chine pour atteindre ces objectifs.

Helga Trüpel, au nom du groupe des Verts/ALE. – (DE) Monsieur le Président, Madame la Commissaire, Monsieur le Président en exercice du Conseil, je condamne la violence des deux parties, perpétrées par les Chinois han et les Ouïghours, et je déplore toutes les victimes innocentes.

Cependant, il ne s'agit pas d'un conflit dans lequel les deux parties sont sur un pied d'égalité. Les Ouïghours constituent un peuple opprimé de seulement neuf millions de personnes. Je pense que la politique des minorités de la République populaire de Chine a échoué. Par ailleurs, la société n'est pas aussi harmonieuse que ne le prétend le parti communiste de Chine. Dans le Xinjiang, la région des Ouïghours, l'autonomie culturelle est aussi limitée qu'au Tibet. Il n'existe aucune autonomie administrative réelle, même si ces régions sont qualifiées d'«autonomes» et, surtout, c'est un point essentiel pour la jeune génération en particulier, les Ouïghours ne possèdent pas des droits sociaux et économiques identiques au reste de la population. Pourtant, le parti communiste chinois ne reconnaît qu'une seule accusation, une seule et unique accusation répétée à l'envi, celle du séparatisme criminel. Toute personne défendant les droits de l'homme et la démocratie en Chine court le risque d'être déclarée criminelle et séparatiste.

Cependant, la République populaire de Chine doit comprendre que seule la garantie des droits des minorités permettra réellement d'assurer la paix sur le plan interne. Seule la reconnaissance de l'égalité des droits permettra à la Chine de bénéficier d'un développement interne pacifique et d'être acceptée.

J'ai un dernier commentaire très important à faire à la Présidence suédoise. Oui, il est vrai qu'il est dans notre intérêt d'avoir un partenariat stratégique avec la Chine en raison des questions de politique climatique et des questions générales de politique extérieure. Toutefois, nous ne pouvons pas sacrifier les droits de l'homme ni nos critiques relatives à la situation des droits de l'homme en Chine au nom d'un intérêt stratégique. Notre politique stratégique relative à la Chine doit en revanche intégrer une déclaration claire au sujet de la politique des minorités et de la violation des droits de l'homme dans l'Empire du Milieu.

Charles Tannock, *au nom du groupe ECR*. – (EN) Monsieur le Président, pendant des siècles, les Ouïghours ont vécu modestement dans une partie inhospitalière d'un vaste pays. La plupart d'entre eux sont de paisibles adeptes de l'islam. Toutefois, une partie de la population locale s'est malheureusement radicalisée ces dernières années sous l'effet de terroristes de mèche avec Al-Qaïda. La Chine n'a jamais été tolérante à l'égard de la dissidence ou de ses propres minorités, mais je partage son souci concernant la menace du terrorisme islamiste ouïghour. J'ai contribué à convaincre le Conseil d'interdire le Front de libération du Turkestan oriental ouïghour il y a trois ans.

L'autoritarisme de la Chine et la domination han ne peuvent servir d'excuses aux terroristes ouïghours, dont certains se sont retrouvés à Guantanamo, pour semer la terreur et la violence, car la plupart des victimes de la violence récente étaient en fait des Chinois han.

Bien entendu, nombre d'entre nous s'inquiètent des droits de l'homme en Chine et je suis également concerné en tant qu'ami de Taïwan. Cependant, l'Union reste attachée à une politique de Chine unique, et étant donné que l'Union considère officiellement Taïwan et le Tibet comme faisant partie de la République populaire de Chine, nous ne devons soutenir d'aucune manière la sécession de la province du Xinjiang.

Un aspect intéressant de cette question consiste à savoir si cette polémique amènera les partenaires africains musulmans de la Chine, le Soudan par exemple, à revoir leurs relations avec Pékin.

En conclusion, je note que le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a qualifié cette violence de «génocide»: c'est un peu fort de sa part, alors que son propre pays ne reconnaît pas le génocide arménien. Les démarches qu'il a entreprises afin d'invoquer le nationalisme panturc sont également hypocrites, compte tenu du traitement que réserve la Turquie à ses propres minorités, en particulier aux Kurdes de Turquie orientale.

Bastiaan Belder, *au nom du groupe EFD*. – (NL) L'appel au djihad a été lancé à l'intérieur et à l'extérieur du Xinjiang. Désormais, les confrontations sanglantes entre Chinois han et Ouïghours sur le territoire chinois menacent de s'aggraver dramatiquement, en Chine et au-delà. La communauté chrétienne locale s'oppose de toutes ses forces à la dangereuse dimension religieuse des divisions ethniques au Xinjiang. La communauté prie tout particulièrement pour la paix, la stabilité et la justice pour tous les citoyens du Xinjiang.

Aussi irrationnel que cela puisse paraître, le gouvernement chinois ne saisit pas cette main tendue, il y répond par la répression. En témoigne une campagne flagrante menée dernièrement par des organismes gouvernementaux à l'encontre de paisibles Églises protestantes privées. Ainsi, le 3 juillet dernier, huit chrétiens ont été arrêtés pendant un office au Xinjiang. Quatre d'entre eux sont toujours détenus dans un endroit secret, alors que deux missionnaires sino-américains ont tout simplement disparu.

J'appelle le Conseil et la Commission d'intervenir d'urgence auprès des autorités chinoises afin d'assurer la liberté des cultes pour toutes les personnes se trouvant dans cette situation critique au Xinjiang. Cette démarche

serait le seul remède efficace contre l'appel au djihad et démontrerait aux Églises chinoises privées qu'elles font partie des projets de Pékin pour ce qui concerne la création d'une société harmonieuse.

Laima Liucija Andrikiienė (PPE). - (EN) Monsieur le Président, «violence», «nombre élevé de victimes», «centaines de morts et de blessés en Chine lors du soulèvement dans la province du Xinjiang»: telles sont les informations alarmantes que nous avons reçues il y a 10 jours. Au Xinjiang, l'internet a été entièrement bloqué, ce qui a limité les communications entrantes et sortantes de cette région désertique. Compte tenu de ce qui s'est produit l'année dernière au Tibet, les événements survenus récemment au Turkestan oriental, également connu sous le nom de «Xinjiang», doivent interpeller le gouvernement chinois quant aux politiques globales qu'il mène envers les minorités ethniques en Chine.

Le message envoyé par le peuple ouïghour souligne l'échec de ces politiques et la nécessité que le gouvernement chinois le comprenne et recherche une solution. La population ouïghoure de la région, forte de ses huit millions de personnes, se plaint de longue date du traitement que lui réserve le gouvernement central chinois. Récemment, durant les attaques racistes perpétrées par la foule, le gouvernement chinois n'a pas réussi à protéger les Ouïghours contre les auteurs des actes de violence. Cela n'a aucun rapport avec la guerre contre le terrorisme, concept controversé employé par le gouvernement chinois pour justifier sa répression des Ouïghours au Turkestan oriental.

Le fait que le président Hu Jintao ait été contraint d'abréger sa participation au sommet du G8 en Italie pour regagner la Chine indique que le gouvernement chinois se rend compte que les événements survenus dans la province ne relèvent pas du simple incident isolé. Au lieu de chercher à résoudre le problème par la répression et les restrictions, le pouvoir chinois a besoin d'actions positives tenant compte des doléances fondamentales du peuple ouïghour, en particulier si la Chine veut faire preuve de maturité et créer une société réellement harmonieuse.

J'approuve pleinement la position de l'Union européenne, telle qu'exprimée par le président en exercice, laquelle exhorte toutes les parties à faire preuve de retenue et appelle le gouvernement chinois à respecter la liberté de parole et d'information, ainsi que le droit de protester pacifiquement.

Véronique De Keyser (S&D). - Monsieur le Président, l'éruption de violence dans la province autonome du Xinjiang est sévèrement réprimée par le gouvernement chinois. Les heurts entre Ouïghours et Hans ont fait officiellement 186 morts mais le sang coule toujours.

Cette violence est présentée par la Chine comme un simple conflit interethnique entre Hans et Ouïghours, alors qu'elle est l'aboutissement quasi inéluctable de sa politique répressive dans la province du Xinjiang. La province est stratégique mais difficile à contrôler. Voie de transit incontournable, riche en ressources naturelles (or, pétrole et gaz), elle est indispensable à l'avenir énergétique de la Chine. Mais elle est peuplée de nombreuses ethnies non chinoises, dont la plus importante est celle des Ouïghours. Ceux-ci, près de 50 % de la population, sont majoritairement des musulmans sunnites d'origine turcophone. Depuis une décennie, ils sont systématiquement discriminés, menacés d'assimilation et de disparition et leur identité est en péril.

En réalité, la politique de la Chine vis-à-vis de ces minorités ethniques était libérale dans les années 80 mais elle s'est graduellement durcie et les autorités chinoises ont saisi l'occasion du 11 septembre 2001 pour afficher leur lutte – et voyez l'amalgame – contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux. En avril 2009, Amnesty International lançait un véritable cri d'alarme: après le Tibet, il y aura le Xinjiang. La politique de non-violence ayant échoué, les séparatistes ouïghours chercheraient d'autres moyens de faire aboutir leurs revendications identitaires, et c'est chose faite.

Mais la Chine ne peut pas continuer à assurer sa cohésion à travers des bains de sang à répétition. En tant que signataire d'accords internationaux, elle est tenue de protéger ses minorités ethniques. Et sa constitution comme sa loi relative à l'autonomie régionale de 1984 l'y contraignent également. L'Europe va-t-elle encore fermer les yeux et se contenter de condamner la répression et de quémander sans succès la libération des prisonniers politiques? Non. Les droits de l'homme en Chine sont un problème politique et il faut oser rappeler à ce pays ses propres engagements envers son peuple et le risque qu'il y aurait par rapport à la communauté internationale de s'y soustraire. Nous attendrons de ce côté-là un geste fort de la Présidence suédoise.

Tomasz Piotr Poręba (ECR). - (PL) Monsieur le Président, le traitement réservé à la contestation dans la province du Xinjiang a une nouvelle fois confirmé la nature autoritaire du pouvoir communiste de Pékin. On dénombre actuellement au moins 180 morts et 1 600 blessés des suites du plus important conflit ethnique survenu en Chine ces dernières décennies. Le Parlement européen se voit dans l'obligation de condamner la violence résultant des discriminations fondées sur l'ethnie ou la religion. Telle doit également être notre

réaction dans le cas présent, alors que la force d'un État autoritaire s'est déchaînée contre la minorité ouïghoure. Cette dernière n'est cependant pas la seule victime des gouvernements totalitaires.

Les citoyens d'une Europe fondée sur des valeurs chrétiennes ont un devoir particulier envers les minorités chrétiennes persécutées dans d'autres régions du monde. De sources officielles, cette minorité compte plus de 30 millions de personnes en Chine. En d'autres termes, les représentants d'une population aussi nombreuse que celle d'un grand pays européen se voient harcelés, persécutés, empêchés de rechercher un emploi, torturés et assassinés par les autorités de la Chine communiste. Le régime chinois a conscience que l'aspiration à la liberté et à l'État de droit est concomitante avec le christianisme, raison pour laquelle il tente d'arrêter la diffusion de cette religion. Les tentatives qu'il met en œuvre pour avoir raison de l'Église sont cependant infructueuses, puisque le nombre de fidèles augmente régulièrement d'année en année.

Les autorités chinoises doivent comprendre que le soi-disant État central ne peut devenir un État réellement moderne tant qu'il ne respectera pas les principes fondamentaux de la démocratie et de la liberté de culte.

Bernd Posselt (PPE). – (DE) Monsieur le Président, le débat de ce jour démontre une nouvelle fois que le Conseil est le point faible de l'Union. Cette Assemblée a adopté une position très ferme sur les droits de l'homme et M^{me} Ashton a prononcé un discours parfaitement clair au nom de la Commission. Toutefois, le Conseil s'est contenté de condamner la violence des deux parties, c'est tout ce qu'il m'a été donné d'entendre de sa part.

Bien entendu, la violence des Ouïghours doit elle aussi être condamnée. Cependant, pouvons-nous réellement la comparer aux actes perpétrés par une dictature communiste, qui n'a tiré aucune leçon du massacre de la place Tiananmen, en opprimant un peuple tout entier dans la brutalité et le sang et en menaçant ces personnes d'ethnocide au moyen d'une politique d'implantation ciblée? Pouvons-nous comparer cela à des incidents qui ne sont que l'expression de la propagande chinoise et sur lesquels personnes n'enquête au niveau international? Je ne le pense pas.

Les Ouïghours sont actuellement accusés de séparatisme. Toutefois, est-il question de séparatisme lorsqu'une maison est en feu et que l'on tente de s'en échapper? Est-il question de séparatisme lorsque l'on est emprisonné à tort et que l'on tente de fuir? Ce n'est pas du séparatisme, c'est une expression de la volonté de vivre. Si les Ouïghours en Chine disposaient d'un espace leur permettant de vivre dans la dignité et l'indépendance au sein de leur patrie, il n'y aurait plus de séparatisme. C'est la seule manière d'empêcher le séparatisme.

Les Ouïghours ne sont pas une minorité, ils constituent un peuple, tout comme les Suédois, moins nombreux que les Chinois han. Toutefois, un peuple est-il dans son tort du simple fait de son nombre plus réduit? Devons-nous nous incliner devant une puissance uniquement parce qu'elle est plus grande? Je ne le pense pas. Notre Union européenne a par conséquent un important devoir.

Je représente Munich, et le siège du Congrès ouïghour mondial se trouve à Munich. Radio Liberty et Radio Free Europe étaient également basées à Munich. Nous sommes toujours fiers d'avoir été la voix de la liberté à cette époque. Je suis certain qu'un jour, nous serons tout aussi fiers d'avoir été le centre des Ouïghours libres et j'espère qu'un jour, tous les Ouïghours jouiront de cette liberté.

Evelyne Gebhardt (S&D). – (DE) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, une chose doit être dite très clairement: il existe un système unitaire en Chine et nous ne voulons pas que ce système vole en éclats. Nous respectons le système chinois. Ce qui ne signifie toutefois pas...

(Interruption de M. Posselt)

Nous respectons le système unitaire de la Chine. Ce qui ne signifie toutefois pas que la diversité des peuples de Chine ne doive pas être respectée elle aussi. Voilà ce que nous, sociaux-démocrates, réclamons.

Nous voulons le respect des droits des citoyens, des droits de l'homme et de la liberté des personnes en Chine. Nous voulons le respect de la liberté d'expression. Nous voulons que les journalistes puissent se déplacer librement pour pouvoir décrire la situation réelle. Voilà ce que nous voulons et nous souhaitons dire très clairement ceci à nos collègues chinois: ce qui est pour nous un principe fondamental, devrait également être un principe fondamental pour vous en Chine, à savoir que les droits de l'homme sont universels. La méthode que nous présentons systématiquement les responsables politiques - laissez-nous d'abord résoudre les problèmes sociaux, nous pourrions parler de droits de l'homme ensuite - est inadéquate. Ce doit être le contraire. Les droits de l'homme d'abord, suivis des droits sociaux, qui font tout simplement partie intégrante des droits de l'homme et ne peuvent en être dissociés.

J'ai par conséquent été très déçue de vos propos, Monsieur Bildt. Vous sembliez nous dire: collaborons au niveau économique, c'est notre principale préoccupation et tout le reste est sans intérêt particulier pour nous. Ce n'est pas l'approche dont nous avons besoin. Nous devons adopter l'approche que nous a présentée la Commission européenne, à savoir dire que nous voulons d'abord une base de travail commune sur laquelle pourra ensuite se fonder notre coopération, car nous voulons coopérer, que ce soit clair, mais pas sur n'importe quelle base, uniquement sur une base correcte qui respecte la dignité humaine.

Nirj Deva (ECR). – (EN) Monsieur le Président, permettez-moi de féliciter M. Bildt pour son discours très équilibré dans la situation présente. Je crois aux frontières de l'État nation, telles que reconnues par les Nations unies, et je m'oppose par conséquent à la violence de type séparatiste partout dans le monde, que ce soit au Cachemire, en Indonésie, au Sri Lanka, où je suis né, en Irlande du Nord, où j'ai subi des attentats à la bombe, en Espagne ou même en Chine.

Je regrette les quelque 1 680 personnes blessées et les 184 tuées en Chine, pays très important pour l'Union européenne. Le problème a commencé dans une usine de jouets du Guangdong et s'est étendu. Parmi les tués des émeutes d'Urumqi figuraient 137 Chinois han et 46 Chinois ouïghours. C'est déplorable. Nous devons le condamner.

Si ces actes ont été fomentés et perpétrés par des forces extérieures, en particulier par des forces séparatistes et fondamentalistes, celles-ci doivent être traduites en justice devant la Cour pénale internationale.

S'il s'agissait de ressortissants nationaux, l'affaire relève de la police chinoise et nous devons la soutenir. Nous vivons dans un petit monde. Nous devons vivre ensemble. L'Union le démontre clairement. Soutenir le séparatisme, où que ce soit dans le monde, est contraire à l'esprit de l'Union. Nous ne pouvons œuvrer à l'unification de l'Europe et encourager la dissolution de la Chine à l'étranger. C'est la voie du chaos et du conflit.

Csaba Sógor (PPE). – (HU) La question qui se pose est la suivante: quelle est notre position dans ce dossier? Sommes-nous du côté de la Chine ou de la place Tiananmen? Sommes-nous du côté de la Chine ou du Tibet? Sommes-nous du côté de la Chine ou de la région ouïghoure? Sommes-nous du côté de 1,2 milliard de Chinois ou de 8 millions d'Ouïghours? Sommes-nous du côté de la répression, de l'instauration d'un mode de vie étranger, d'une vie confortable, de la santé et de l'argent, ou d'un passé paysan, nomade, lequel implique, il faut le reconnaître, la pauvreté et les problèmes de santé, mais préserve la culture et la liberté? Les discours prononcés par l'un ou l'autre de mes collègues rappellent le langage utilisé par les dictatures des anciens régimes de l'Europe de l'Est. Une mère de 11 enfants peut-elle réellement être une terroriste? Une femme qui a purgé une peine d'emprisonnement, et dont deux des enfants sont toujours en prison? Quelle est alors notre position? Voilà la question. Sommes-nous du côté de l'autonomie symbolique ou de la véritable autonomie? Sommes-nous du côté de la répression, d'un mode de vie étranger, de l'exploitation des richesses naturelle de la région ouïghoure, ou de la préservation des cultures, de la liberté et du droit des peuples à l'autodétermination? Je sais clairement de quel côté je me trouve. J'espère que mes collègues le savent eux aussi. Nous devons être amis avec la Chine pour qu'elle puisse apprendre de nous. Cependant, nous devons le faire en montrant l'exemple dans le domaine des droits de l'homme, des libertés, de l'autodétermination et de l'autonomie. Il nous reste un travail considérable à faire. Je pense à cet égard aux pays qui ont récemment adhéré à l'Union européenne.

Emine Bozkurt (S&D). – (NL) J'ai écouté les déclarations du Conseil et de la Commission. Il s'agit peut-être d'un problème d'interprétation, mais je n'ai pas entendu une seule fois le mot «Ouïghours», alors que ces derniers constituent bien évidemment le sujet du débat d'aujourd'hui. Aux centaines de morts, que nous déplorons, s'ajoutent de très nombreux blessés.

L'Union européenne défend fermement les droits fondamentaux, les droits de l'homme, les droits civiques et le droit de manifester pacifiquement. Nous constatons que tous ces droits sont gravement réprimés. Comme vous le savez, j'ai entendu les déclarations évoquer le besoin de dialogue. Je tiens moi aussi à souligner tout particulièrement cet élément. Ce dialogue est capital. Je voudrais cependant que le Conseil et la Commission précisent les mesures concrètes qu'ils entendent mettre en place à court terme.

Reinhard Bütikofer (Verts/ALE). – (DE) Monsieur le Président, nous menons ce débat sur la base de la nature universelle des droits de l'homme, mais aussi sur la base du besoin d'un partenariat mondial. Une société harmonieuse a été mentionnée. C'est l'un des slogans du parti communiste chinois, mais pas seulement: cela reflète une aspiration profonde du peuple chinois. Une société harmonieuse ne peut se contenter de masquer des relations autoritaires. Je pense qu'il pourrait nous incomber de soutenir le peuple chinois dans sa réalisation d'une société harmonieuse.

Un partenariat implique de parler sans détour. Lorsque nous parlons du Xinjiang, le mot «Ouïghour» doit également être cité. Néanmoins, parler sans détour ne signifie pas rechercher la confrontation - nous devons éviter cela.

Je voudrais dire une dernière chose à M. Posselt, qui a parlé de séparatisme. Certes, je sais, Monsieur Posselt, que votre parti bavarois connaît le sujet, mais je pense que devons au contraire suivre M. Brok et évoquer la poursuite de la politique de Chine unique.

Struan Stevenson (ECR). - (EN) Monsieur le Président, ce serait une grave erreur de ranger la Chine dans la même catégorie que l'Iran dans le cadre du débat de ce jour. L'Union européenne jouit de très bonnes relations avec la Chine et je pense que nous devons veiller à ce que nos débats sur les événements survenus récemment à Urumqi soient précis et fondés sur les faits.

L'incident survenu le 5 juillet impliquait une attaque préméditée des Ouïghours contre la population chinoise han de cette ville. Comme nous le savons, certains militants de la population ouïghoure du Xinjiang sont des fondamentalistes islamistes revendiquant un État séparé. Ils ont commis une attaque violente qui a coûté la vie à 137 Chinois han. Par conséquent, la vaste majorité des personnes tuées étaient des Hans chinois. Le gouvernement chinois a eu raison de déployer la police et des effectifs militaires pour réprimer la violence et mettre un terme aux représailles lancées par la population han à l'encontre des Ouïghours. Que pourrions-nous attendre d'autre? Par conséquent, fondons nos critiques sur des faits, au lieu de dénoncer injustement les Chinois.

Sabine Lösing (GUE/NGL). - (DE) Monsieur le Président, je pense que ce conflit est très souvent présenté de manière très partielle. Je suis d'accord avec l'intervenant précédent pour dire qu'il s'agit fréquemment, dans le cas qui nous occupe, d'attaques perpétrées par les Ouïghours à l'encontre des Chinois Han et, effectivement, que certaines de ces attaques ont un fondement racial.

(Tumulte)

J'ai par exemple lu un entretien avec une femme ouïghoure qui déclarait: aimeriez-vous être gouverné par des communistes jaunes? Les Ouïghours jouissent de nombreux privilèges dans leur région. Ils sont ainsi autorisés à avoir plus d'enfants, ils sont autorisés à pratiquer leur religion, même pendant les heures de travail, et d'autres exemples ne manquent pas. De nombreux Chinois han habitant dans la région les envient.

Nous devons par conséquent observer cette situation avec le plus grand discernement et en analyser les causes et les effets. Parfois, les problèmes ne sont pas ce qu'ils paraissent être à première vue. Nous devons veiller à ne pas prendre de position partielle.

Nous devons aider les Chinois à résoudre leurs problèmes. Ce point de vue partial, si souvent exprimé dans cette Assemblée, est dangereux à mon sens. Le gouvernement chinois n'est certainement pas irréprochable dans la politique qu'il mène à l'égard des groupes minoritaires et il a lui aussi ses torts. Néanmoins, il affiche également une volonté d'amélioration dans de nombreux domaines. Nous devons par conséquent l'aider sur ce plan au moyen de la coopération - d'une coopération critique bien évidemment - fondée sur la confiance.

Carl Bildt, président en exercice du Conseil. - (EN) Monsieur le Président, je pense que ce débat a réellement rendu compte de la complexité des questions auxquelles nous faisons face. Nous avons abordé des questions telles que la différence du système chinois, l'évolution de ce système particulier, l'importance que nous accordons aux droits de l'homme et à la nécessité d'aider la Chine à se développer dans le sens d'une société plus ouverte, d'un plus grand respect de ces droits de l'homme, ainsi que des problèmes relatifs aux droits des minorités.

Toutefois, malheureusement, la Chine n'est pas la seule dans le monde à se trouver confrontée à ces problèmes et à la violence, la violence ethnique à laquelle nous avons assisté ces derniers jours dans les rues d'Urumqi. La violence ethnique est toujours néfaste. Elle doit être condamnée et nous ne pouvons que soutenir ceux qui s'efforcent d'apporter la réconciliation dans cette situation particulière, sur la base du respect des droits de l'homme, puisque notre propre histoire nous a appris la complexité de ces problèmes.

M. Bütikofer a mis en exergue le concept de société harmonieuse. Nous souhaitons tous nous développer et vivre dans des sociétés harmonieuses et il est clair que nous voulons voir ce que nous pouvons faire pour aider la Chine à se développer pour devenir une société harmonieuse aux yeux de chaque citoyen chinois. Ce n'est pas encore le cas. Peu de sociétés y sont parvenues, en réalité, mais cela semble tomber sous le sens. Pour le reste, permettez-moi de relever que les déclarations initiales de MM. Brok, Severin et Watson m'ont semblé empreintes d'une sagesse susceptible d'orienter la suite de nos débats, à mesure que progresse

l'importante relation que nous voulons instaurer avec la Chine, en comprenant la complexité de cette relation sous tous ses aspects.

PRÉSIDENT DE M. MIGUEL ANGEL MARTÍNEZ MARTÍNEZ

Vice-président

Le Président. – Le débat est clos.

Déclarations écrites (article 149)

Helmut Scholz (GUE/NGL), par écrit. – (DE) Résolution des conflits pour des millions de Ouïghours en Chine – dialogue, pas de condamnation. Nous déplorons les affrontements sanglants, les morts et les blessés dans la région ouïghoure du Xinjiang. Les interventions de la police et des forces de sécurité étaient excessives et portent atteinte aux objectifs du gouvernement chinois en matière de croissance et de stabilité. En même temps, on a tort d'accuser la Chine de génocide culturel. Le gouvernement s'efforce de trouver un équilibre entre l'autonomie des groupes minoritaires et la modernisation d'un État multiethnique. Il nous revient aussi, en tant que partenaire, de soutenir le développement de la Chine en matière de démocratie et d'État de droit, sans négliger les particularités des aspects historiques, géographiques et culturels de cet État. Les informations tendancieuses empêcheront le dialogue et elles ne compenseront pas une politique ayant un respect insuffisant des droits de l'homme. La Chine est un partenaire important pour l'Europe, aux côtés des États-Unis et de la Russie. La lutte contre la crise financière, la lutte contre la pauvreté, la lutte contre le changement climatique, l'assurance de la sécurité énergétique et la garantie de l'approvisionnement en eau: aucune de ces actions ne peut être réalisée sans les efforts de la République populaire de Chine. La majorité des Ouïghours sont consternés par les événements de la semaine dernière et ils veulent par-dessus tout retrouver une vie paisible. Le gouvernement chinois sait que ce conflit ne peut être résolu par la violence. Nous pouvons soutenir le dialogue entre les Chinois han et les Ouïghours et d'autres groupes minoritaires au lieu de poursuivre nos dix ans d'interférence depuis l'extérieur avec nos méthodes inadaptées. L'instauration d'un dialogue structuré visant à développer l'État de droit en Chine est une tâche plus importante pour le Parlement européen.

10. Honduras (débat)

Le Président. – L'ordre du jour appelle les déclarations du Conseil et de la Commission concernant la situation au Honduras.

Carl Bildt, président en exercice du Conseil. – (EN) Monsieur le Président, le monde est vaste. Je vous suis reconnaissant de me donner l'occasion de me concentrer quelque peu sur la situation du Honduras et sur la gravité des événements que nous y observons, non seulement pour le Honduras, mais aussi pour la région tout entière. Je vais tenter d'être assez bref.

Depuis le début de cette crise le mois dernier, la Présidence a condamné l'action militaire qui visait le président Zelaya, qui avait été élu démocratiquement, malgré tout ce qu'on peut en dire. Cette action violait l'ordre constitutionnel du Honduras.

Nous avons demandé la restauration de cet ordre constitutionnel, dans sa intégralité, et nous avons exhorté toutes les parties et institutions à mettre un frein à la violence et aux discussions sur la violence et à s'efforcer de trouver une solution rapide et pacifique.

Je pense de la même manière que nous comptons sur l'Union européenne, lorsque nous avons des problèmes dans différentes régions de l'Europe, pour prendre l'initiative, et nous espérons alors que le reste du monde soutiendrait nos efforts; notre politique a maintenant été guidée par le soutien des efforts de l'Organisation des États américains destinés à trouver une solution par le dialogue et un compromis aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

Nous nous trouvons dans une situation où aucun de nos ambassadeurs n'est présent au Honduras en ce moment. Nous n'avons pas non plus de contacts diplomatiques en ce moment.

Nous accueillons très favorablement l'effort récent accompli par le président du Costa Rica, Oscar Arias, lauréat du Prix Nobel de la Paix, pour tenter d'aplanir les désaccords qui existent. Jusqu'à présent, cette entreprise s'est avérée – on peut dire que ce n'est pas surprenant – quelque peu difficile. Toutefois, je suis encouragé par les nouvelles selon lesquelles d'autres réunions seront organisées sous la Présidence de M. Arias

ce samedi. Nous ne pouvons que l'encourager à poursuivre ces efforts et exhorter les deux parties à être prêtes au compromis, tout en respectant pleinement chaque partie de la constitution du Honduras.

Pour conclure, permettez-moi de souligner l'importance que nous attachons, en dehors de la crise immédiate, à la tenue d'élections présidentielles équitables, opportunes et transparentes au Honduras dans le courant de cette année. L'État de droit et le respect des droits de l'homme doivent demeurer la pierre angulaire d'un gouvernement démocratique dans le monde entier; l'Amérique centrale, l'Amérique latine et l'ensemble de l'Amérique du Nord n'en sont certainement pas exclus.

Catherine Ashton, *membre de la Commission*. – (EN) Monsieur le Président, j'ai une fois de plus le plaisir de contribuer brièvement à ce débat au nom de ma collègue, Benita Ferrero-Waldner, puisque nous examinons la crise politique au Honduras.

Après de nombreuses années, l'Amérique latine connaît une nouvelle fois une rupture institutionnelle. La crise au Honduras nous montre la fragilité de l'État de droit et du cadre institutionnel pour la résolution des conflits dans certains pays d'Amérique latine et, effectivement, la manière dont ces pays peuvent sombrer dans la crise, surtout maintenant qu'ils traversent une période de forte polarisation politique.

La Commission a réagi dans les plus brefs délais. Nous avons exprimé notre vive préoccupation concernant les événements survenus au Honduras et nous avons mis l'accent sur l'importance considérable que nous attachons au respect de l'État de droit, à la démocratie et aux institutions élues démocratiquement. Nous avons exhorté toutes les parties concernées à résoudre leurs divergences de façon pacifique en respectant pleinement le cadre juridique du pays et à s'engager rapidement dans un dialogue dans l'intérêt de la paix et de la stabilité du pays.

Nous avons déploré les confrontations violentes, d'autant plus qu'elles ont entraîné la perte de vies humaines, et nous avons enjoint à toutes les parties concernées de faire preuve d'une modération et d'une retenue extrêmes. La Commission a déclaré qu'elle serait prête à soutenir toutes les initiatives visant une solution pacifique de la crise et la restauration de l'ordre constitutionnel.

Comme l'a dit la Présidence, nous avons soutenu l'initiative de l'Organisation des États américains et de son secrétaire général, M. Insulza, qui n'a malheureusement pas porté ses fruits. Nous avons accueilli très favorablement les efforts de médiation du président du Costa Rica et nous nous sommes sûrs qu'ils aboutiront à un règlement pacifique de la crise.

À la suite des événements survenus au Honduras et après avoir consulté les gouvernements d'Amérique centrale et les États membres de l'UE, il a été décidé de reporter le cycle de négociations suivant en vue de parvenir à un accord d'association avec l'Amérique centrale. Ces négociations devaient avoir lieu entre le 6 et le 10 juillet à Bruxelles. Néanmoins, nous espérons que ces négociations reprendront dès que possible.

Encore une fois, comme l'a déclaré la Présidence, en réponse à la gravité de la situation, l'ambassadeur local de la Présidence de l'Union européenne a été rappelé pour des consultations et tous les autres ambassadeurs de l'Union européenne ont aussi quitté le pays.

En étroite coopération avec la Présidence et les États membres, nous continuons à explorer les pistes grâce auxquelles nous pourrions contribuer au mieux à la résolution de cette crise. Pour l'instant, la suspension de notre coopération n'a pas été décidée, mais le versement de nos engagements financiers liés au soutien budgétaire a été interrompu.

Nous sommes parfaitement conscients que les événements survenus au Honduras pourraient créer un dangereux précédent, un recul en matière de démocratie, et qu'ils pourraient déstabiliser la région. Dès lors, nous continuons à suivre de près la situation et nous encourageons tous les efforts destinés à trouver une solution pacifique. Nous continuerons à tenir le Parlement au courant de toute évolution ultérieure.

José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra, *au nom du groupe PPE*. – (ES) Monsieur le Président, le fait qu'un président élu ait été chassé de son domicile *manu militari*, mis dans un avion et parachuté dans un pays étranger, d'un point de vue démocratique, est un acte qui devrait être condamné catégoriquement et sans réserve.

Monsieur le Président, à cet égard je dois dire que le commentaire de plusieurs analystes estimés, notamment Mario Vargas Llosa, est extrêmement important, quoi qu'il en soit: les défenseurs les plus visibles du président Zelaya destitué – qui, soit dit en passant, a gagné le soutien des différents partis politiques, y compris le sien, ainsi que celui de la Cour suprême de justice contre le Congrès national de la République – étaient en fait des

représentants de régimes caractérisés par une violation systématique des droits de l'homme et par un déclin progressif des libertés individuelles, comme ce Parlement l'a reconnu dans le dernier rapport sur la situation des droits de l'homme dans le monde.

Nous devons à présent trouver une issue à cette crise. Le président en exercice du Conseil a fait la déclaration suivante: l'Union européenne doit faciliter un retour à la normalité démocratique en soutenant les efforts d'un homme qui s'est efforcé de stabiliser la situation dans la région, à savoir le président du Costa Rica, Óscar Arias.

Ensuite, concernant les élections présidentielles à venir, l'Union européenne doit mettre à la disposition du Honduras toute son expérience en matière d'observation d'élections et elle doit préparer l'envoi d'une mission d'observation des élections de l'Union européenne.

Enfin, Monsieur le Président en exercice du Conseil, il est important que l'Union européenne agisse de manière cohérente, sans faire deux poids, deux mesures. Il est inacceptable, d'une part, que l'Union européenne facilite et intensifie son dialogue politique avec le seul pays non démocratique de la région et, d'autre part, qu'elle fasse payer les citoyens d'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine pour les erreurs de leurs dirigeants, des affaires dont M. Zelaya n'est pas exactement au courant.

Monsieur le Président en exercice du Conseil, Monsieur le Commissaire, je crois aussi que l'Union européenne doit être présente activement dans la région, comme l'a indiqué M. Bildt. Cette présence active se manifeste actuellement dans les négociations relatives à l'accord d'association, qui sont sur le point d'arriver à un point critique. Monsieur le Président, nous ne pouvons pas laisser les innocents souffrir à la place des coupables et, dès lors, je crois que nous devons reconsidérer un retour rapide à la table des négociations dès que le conflit sera résolu.

Luis Yañez-Barnuevo García, *au nom du groupe S&D.* – (ES) Monsieur le Président, nous nous joignons à la condamnation unanime de la communauté internationale, non seulement en raison de la gravité de la situation en elle-même et de la rupture de l'ordre constitutionnel – comme le président en exercice du Conseil et le commissaire l'ont fait remarquer – mais aussi à cause du précédent extrêmement grave qui est ainsi créé dans une région qui, grâce à des travaux et efforts importants, a réussi à restaurer la démocratie sur le continent, à quelques exceptions près.

Dès lors, nous ne pouvons accepter cette situation. L'Union européenne et les États membres ont fait ce qu'il fallait en rappelant leurs ambassadeurs, en annulant toutes les formes de coopération et en suspendant les négociations avec la région. Je suis d'accord avec le président en exercice du Conseil et le président de la Commission sur le fait que nous devons à présent soutenir une entente négociée dirigée par le président social-démocrate du Costa Rica, Óscar Arias, lauréat du Prix Nobel de la Paix, et non provoquer une violence répressive ou insurrectionnelle.

Ce n'est pas le moment d'analyser les erreurs réelles ou présumées qui pourraient avoir été commises par le président Zelaya, qui quittera ses fonctions dans six mois; ce n'est pas là l'objet du débat. C'est plutôt le moment d'analyser la rupture très grave de l'ordre constitutionnel au Honduras causée par les forces armées (avec l'aide du Congrès et du pouvoir judiciaire, certainement, mais de manière totalement illégitime et illégale).

Nous disposerons de suffisamment de temps pour réfléchir à son avenir, mais aujourd'hui nous devons demander le rétablissement du président Zelaya sans la moindre hésitation; il est le président constitutionnel du pays jusqu'en janvier 2010.

Izaskun Bilbao Barandica, *au nom du groupe ALDE.* – (ES) (*Il s'exprime brièvement en basque.*) Monsieur le Président, je parle en basque, une langue minoritaire qui n'est pas encore officielle dans cette Assemblée: le basque. J'espère qu'il en sera ainsi à l'avenir, à l'instar d'autres langues, et que nous pourrons dès lors nous exprimer dans ma langue maternelle et dans la langue du Pays Basque.

Cela dit, je conçois, tout comme mon groupe, la nécessité d'un rejet pur et simple du coup d'État – que nous devrions appeler par son vrai nom – qui a eu lieu au Honduras. Certaines personnes considèrent peut-être comme une erreur le fait d'avoir essayé de consulter la volonté de la population, peut-être avant tout, mais nous ne sommes pas ici pour analyser ce point. Je suis également d'accord sur le fait que la Commission et le Conseil doivent travailler en vue de permettre le rétablissement de l'ordre constitutionnel et institutionnel qui a été renversé et d'assurer le retour du président du Honduras, qui a été élu légitimement par toute la population.

Je suis également préoccupé par les attaques subies par certains membres du gouvernement, même lors de missions diplomatiques officielles au Honduras; comme nous l'avons entendu, ces membres ont été rappelés. Naturellement, comme l'a fait le représentant de la Commission, mon groupe soutient aussi les mesures prises par l'Organisation des États américains pour s'attaquer au conflit et le résoudre.

Mon groupe pense qu'en Europe, nous devons contribuer à renforcer la démocratie au Honduras, pour nous assurer que les droits fondamentaux sont développés et, donc, pour garantir que le dialogue politique est le seul outil utilisé pour nous rapprocher d'une solution au problème.

Il va sans dire que nous soutenons aussi l'ensemble des travaux accomplis par le lauréat du Prix Nobel de la Paix, M. Óscar Arias; à cet effet, nous espérons que dès que les mesures mentionnées ci-avant seront mises en place, des élections pourront être organisées en novembre 2009 en toute transparence et avec un respect total du système démocratique et des droits de l'homme. J'espère aussi que la situation actuelle nous permettra de poursuivre les négociations afin de conclure l'accord d'association avec l'Union européenne.

Raül Romeva i Rueda, *au nom du groupe des Verts/ALE.* – (ES) Monsieur le Président, je souhaiterais aussi profiter de cette occasion pour condamner vivement les événements récents survenus au Honduras et exprimer notre consternation face à ceux-ci.

J'ai suivi la situation du pays et de la région ces quelques dernières années dans mon rôle de vice-président de la délégation pour les relations avec les pays d'Amérique centrale. Il est particulièrement important pour moi et de la plus haute importance de discuter de cette affaire le premier jour du débat politique dans cette Assemblée. Ce fait montre qu'il s'agit d'une question fondamentale: l'événement a l'honneur triste et regrettable d'être considéré comme le premier coup d'État dans un pays d'Amérique latine au XXI^e siècle, et c'est une chose que nous ne devons pas oublier.

Dès lors, non seulement je condamne vivement le coup d'État contre le président Zelaya, mais j'exhorte aussi l'Union européenne à ne pas reconnaître le chef du coup d'État, Roberto Micheletti. De plus, je crois qu'il est vital que l'Union européenne insiste, comme elle le fait déjà en fait, pour que l'ordre constitutionnel soit rétabli. Il est crucial que les élections de novembre 2009 soient préparées de manière sérieuse, responsable et crédible et, dans cette optique, je suis satisfait que les discussions visant à former un accord d'association avec la région aient été suspendues, du moins pour l'instant.

Je demande aussi la suspension de l'aide sous la forme de soutien commercial, à l'instar de celui qui a été fourni par la Banque mondiale ou les États-Unis, à l'exception de l'aide humanitaire.

En dehors de ces mesures, je pense qu'il est important de se rappeler la nécessité de mener une enquête claire et concise au sujet des personnes coupables de ce coup d'État. Il est clair que de nombreuses personnes sont responsables, que de nombreux autres intérêts se cachent derrière ce coup d'État et, dans certains cas, nous ne connaissons même pas leurs noms.

Je crois que l'Union européenne doit exiger une telle enquête et, à cette fin, nous devons envoyer des délégations internationales permanentes sur place qui pourront soutenir les mouvements émergents dans le pays dans le but de demander, réclamer et retrouver la démocratie qui leur a été retirée.

Willy Meyer, *au nom du groupe GUE/NGL.* – (ES) Monsieur le Président, quatre jours après le coup d'État, mon groupe parlementaire a décidé de m'envoyer à Tegucigalpa pour observer *in situ* les conséquences de ce coup d'État militaire. À Tegucigalpa, j'ai été témoin des conséquences d'un coup d'État militaire, à savoir la répression, l'absence de liberté, les mandats d'arrêt délivrés à l'égard de membres du parlement qui n'ont pas soutenu le coup d'État, l'emprisonnement des dirigeants des groupes sociaux, ainsi que les hôpitaux tirant parti du couvre-feu, alors qu'ils comptaient de nombreux blessés. Voilà le tableau détaillé auquel j'ai eu droit là-bas.

Je salue la réponse donnée par le Conseil et la Commission européenne, car il s'agit de la seule réponse possible. D'abord, toutes les conditions définies par l'Organisation des États américains doivent être remplies. Je me permets de signaler ici que lors de la réunion que j'ai eue avec le Secrétaire général de l'Organisation des États américains, j'ai trouvé qu'ils étaient très clairs à ce sujet: toute action dirigée par le gouvernement illégitime du chef du coup d'État, Roberto Micheletti, sera réputée nulle et non avenue et, dès lors, l'Organisation des États américains a déjà décidé qu'elle n'allait observer aucun type d'élections organisées par ce gouvernement.

J'espère que l'Union européenne suivra aussi le même code de conduite – la même feuille de route – de sorte que toute mesure prise par ce gouvernement soit considérée comme illégitime. Par conséquent, dans ces circonstances, nous ne serions pas en mesure d'observer des élections improvisées par un gouvernement qui s'est emparé du pouvoir par un coup d'État.

Il me semble que cette semaine va être décisive. Le président Zelaya, le seul président du Honduras, a parfaitement clarifié les choses: il a dit très clairement qu'il accorde une semaine de plus et, si dans une semaine, les discussions au Costa Rica n'aboutissent pas à la décision selon laquelle il doit revenir, il y retournera de toute façon.

Dès lors, en raison de la décision prise par le seul président légitime, j'espère que le Parlement, les institutions, le Conseil et la Commission vont soutenir sa décision, à l'instar de l'Organisation des États américains, des Nations unies et, soit dit en passant, des États-Unis. Par conséquent, je crois qu'il est très important qu'un tel ton, un ton réclamant le rétablissement du pouvoir constitutionnel et le rétablissement du président Zelaya, serve de trait caractéristique du Parlement.

Mes chers collègues parlementaires, j'espère que nous parviendrons à la décision ferme selon laquelle cette Assemblée condamnera le *coup d'État* sans réserve et soutiendra le rétablissement du président Zelaya. J'espère aussi que nous donnerons donc notre aval à toutes les initiatives des organisations internationales.

Kader Arif (S&D). - Monsieur le Président, Madame le Commissaire, chers collègues, je tiens tout d'abord à condamner de la manière la plus ferme, comme l'ont fait mes prédécesseurs, le coup d'État porté contre le gouvernement du Président Zelaya au Honduras. Sa détention arbitraire et son expulsion du pays violent l'ordre constitutionnel qui doit être rétabli au plus vite. La prise de pouvoir militaire qui a conduit à l'autoproclamation de Micheletti comme nouveau Président rappelle les périodes les plus sombres de l'Amérique centrale que nous avons connues, et cette atteinte à la démocratie est pour nous inacceptable.

Je salue donc la décision de l'OEA de suspendre la participation du Honduras à l'organisation ainsi que la médiation acceptée du président Oscar Arias pour aider à la recherche d'une solution.

Par contre, je suis aussi très préoccupé, Madame le Commissaire, par les relations commerciales qu'entretient l'Union européenne avec ce pays. Depuis plusieurs mois, un accord d'association de nouvelle génération est négocié par la Commission européenne avec l'Amérique centrale. Suite au coup d'État, des réunions prévues la semaine dernière ont été annulées. Il faut s'en féliciter. J'ai cru vous entendre mais je voudrais avoir plus de précisions. La Commission est-elle déterminée à suspendre les négociations jusqu'à la normalisation de la situation politique institutionnelle au Honduras? C'est ce que je demande avec mon groupe politique, mais j'aimerais avoir plus de précisions quant à la position de la Commission sur ce point.

Une autre question que je souhaite évoquer, Madame le Commissaire, est celle du système des préférences généralisées plus dont bénéficie le Honduras. Plusieurs organisations de la société civile ont signalé les décisions arbitraires et les violations des droits de l'homme depuis le coup d'État, notamment concernant les libertés de mouvement, d'association et d'expression. La Commission européenne doit être très ferme à ce sujet. Le SPG+ est un incitatif dont le bénéfice est conditionné par des engagements clairs. Les témoignages sont plus que suffisants pour mettre en doute le respect des engagements par l'État hondurien du président autoproclamé. Je demande donc à la Commission d'engager une enquête sur la possibilité de retirer temporairement les préférences accordées au Honduras au titre du SPG+.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL). - Monsieur le Président, nos principes pacifiques ne doivent pas nous conduire à donner l'impression de renvoyer dos à dos les auteurs du coup d'État au Honduras et le gouvernement constitutionnel par des appels à la retenue adressés aux deux parties du conflit en cours. Dans un tel cas, la violence des insurgés qui luttent pour le retour du président Zelaya est légitime et celle des putschistes est criminelle.

La mobilisation personnelle des chefs d'État d'Amérique centrale et du Sud pour obtenir le rétablissement inconditionnel du président constitutionnel Manuel Zelaya montre que tout le continent veut en finir définitivement avec la période des coups d'État et des dictatures.

À la suite des décisions unanimes de l'ONU et de l'ensemble des organisations régionales de coopération, l'Europe doit prendre sa part de ce combat car il s'agit d'un combat et non d'un arrangement. Il s'agit d'un combat historique. L'Europe doit interrompre toute relation de tous ordres – politique, commercial – et toute négociation avec le régime factieux jusqu'au rétablissement inconditionnel et non négocié du président Zelaya car il n'y a rien à négocier s'agissant de la démocratie. L'Europe doit demander au gouvernement de

M. Obama ainsi qu'aux États-Unis d'Amérique qu'ils interrompent eux aussi leurs relations commerciales et militaires avec le régime factieux. C'est à ce prix que nous serons à la hauteur des principes dont nous nous réclamons si souvent pour en faire le reproche à d'autres.

Bogusław Sonik (PPE). – (PL) Monsieur le Président, la situation au Honduras requiert que l'Union européenne poursuive une action spécifique et résolue qui mènera à la stabilisation, restaurera l'ordre constitutionnel et empêchera l'envenimement du conflit entre les partisans et les opposants du président Zelaya mis hors jeu. Dès lors, je soutiens l'initiative proposée par M. Salafranca pour déclarer dès que possible qu'une mission approuvée par le Parlement européen peut être envoyée au Honduras.

Les parties en conflit doivent aussi vite que possible être amenées à entamer les discussions, ce qui permettra de conclure un accord prévoyant le retour du président Zelaya à son poste et l'exercice de ses fonctions jusqu'au terme de son mandat actuel, mais qui rendra impossible la modification de la constitution pour sa réélection. Une solution de ce type insufflerait de l'espoir pour la stabilisation de la situation, bien qu'elle ne soit peut-être pas acceptable pour les deux...

(Le président interrompt l'orateur)

Nikolaos Chountis (GUE/NGL). – (EL) Monsieur le Président, je crois, comme le Parlement européen et l'Union européenne, que nous devons apporter les changements nécessaires pour que le coup d'État au Honduras soit aussi bref que possible, que le président retourne dans son pays et que le cycle de coups d'État militaires en Amérique latine et centrale soit finalement clos.

Nous devons prendre en considération les progrès énormes et les changements démocratiques accomplis ces dernières années dans plusieurs pays, des changements qui renforcent les libertés constitutionnelles et démocratiques, qui défendent le concept et l'essence de la politique contre la situation non contrôlée du marché qui tente de la mettre hors jeu et qui brisent les liens de longue date du néocolonialisme. Voilà pourquoi je crois que nous devons songer à l'énorme responsabilité de l'Europe en matière d'action pacifique à l'échelle internationale et restaurer les liens démocratiques et les liens de solidarité avec les peuples et les pays de l'autre côté de l'Atlantique.

Carl Bildt, président en exercice du Conseil. – (EN) Monsieur le Président, je pense que tous ceux qui se sont exprimés ont parlé en termes forts en faveur de la défense de la démocratie et de l'ordre constitutionnel en Amérique latine. Bien sûr, cela contient une condamnation de ce qui s'est passé. Quel que soit le contexte, on n'envoie pas des militaires arrêter le président élu d'un pays et l'envoyer à l'étranger. Indépendamment du contexte, nous devons être très clairs à ce sujet, et nous le sommes.

Alors, afin de résoudre la situation, il doit y avoir une sorte d'arrangement, une sorte de compromis. À en juger par ce que j'ai entendu de la bouche de M. Salafranca et d'autres personnes, tout le monde est d'accord sur le fait que le président Arias est probablement la personne la plus qualifiée pour atteindre ce compromis précis. Il devra probablement passer du temps à négocier avec les représentants des deux parties, mais je pense qu'il est important qu'il reçoive notre soutien ainsi que le soutien des autres États américains pour ces efforts particuliers.

Quant à la nature de la solution précise, c'est à lui de juger et aux autres d'accepter. Cependant, il est clair que d'après mes déclarations initiales, c'est le rétablissement de l'ordre constitutionnel que nous voulons. Le retour du président Zelaya est une nécessité lorsqu'il s'agit de rétablir l'ordre constitutionnel. Ce n'est probablement pas suffisant et il est très probable qu'il va y avoir d'autres éléments à apporter pour atteindre le rétablissement complet de l'ordre constitutionnel.

Ainsi, ce que nous demandons sous la forme du rétablissement et du retour du président Zelaya est une partie nécessaire, mais probablement insuffisante, du rétablissement de l'ordre constitutionnel, qui est d'une importance capitale pour notre relation avec le Honduras, pour le développement du Honduras et pour la crédibilité de l'ordre constitutionnel et de la démocratie dans cette partie du monde.

Le Président. – Le débat est clos.

11. Communication des propositions de la Conférence des Présidents: voir procès-verbal

12. Ordre du jour de la prochaine séance: voir procès-verbal

13. Levée de la séance

(La séance est levée à 17 h 30)